



Fondation AfricAvenir International

Fondation pour la Renaissance de l'Afrique, le Développement Endogène,
la Coopération Internationale et la Paix Durable

Située à Bonabéri, Ancienne route
B.P. 9234 Douala IV^e Tél.: (+237) 695559844
www.africavenir-international.org

order@africavenir-international.org / secretariat@africavenir-international.org

ÉTUDE POUR UNE IMPLÉMENTATION DU DECOLONIAL DANS LE SECTEUR DE LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE, BURKINA FASO

RAPPORT DE L'ÉTUDE

Par « **le consultant** » Fondation AfricAvenir international et pour le compte de celui – ci :

- *Prince Pr KUM'A NDUMBE III, Professeur Emérite des Universités*, Email : prince@africavenir-international.org
- *Dr MOUBEKE A MBOUSSI Philémon, Docteur en Droit, option Histoire du Droit et des Institutions* 📞 WhatsApp: +237 699007154, Email : moubeke.philemon@africavenir-international.org
- *Mme Marie Joseph EKOBENA, Doctorante en Droit, option Histoire du Droit et des Institutions, et Sciences criminelles* 📞 WhatsApp: +237 694904875, Email : ekobena.mariejo@africavenir-international.org

Pour le compte de

« **Commanditaires principaux** » :

- *Broederlijk Delen (BD)*
- *RCN Justice et Démocratie (RCN J&D)*
- *Institut de Médecine Tropicale d'Anvers (IMT)*

Décembre 2023



« Le présent rapport est présenté et servi par le Consultant suite à l'étude menée sur la solidarité internationale Belge au Burkina Faso entre le 1er septembre et le 06 décembre 2023.

Son contenu reflète les résultats obtenus suite aux données collectées durant cette période auprès des différents informateurs.

Les points de vue et opinions exprimés dans ce document, hormis ceux cités ou identifiés par les consultants comme provenant des informateurs, découlent de l'analyse de ces derniers et ne reflètent pas nécessairement les points de vue ou les positions des cocontractants ou d'autres organisations impliquées »



Sommaire

| | |
|--|----|
| RESUME EXECUTIF DE L'ETUDE | 8 |
| RAPPORT DE L'ÉTUDE | 20 |
| Introduction | 20 |
| IÈRE PARTIE : DÉFINITION DES CONCEPTS | 28 |
| ➤ Le concept décolonial | 28 |
| ➤ Le partenariat international égalitaire | 32 |
| ➤ Mouvement international de lutte commune | 34 |
| ➤ La structure et prise de décision : | 37 |
| ➤ L'organisation inclusive | 38 |
| ➤ Communication et image | 40 |
| ➤ Réflexion historique | 40 |
| IIÈ PARTIE : ÉCHANTILLON DES ACNG, CARTOGRAPHIE DES PARTENAIRES ET INVENTAIRE DES PRATIQUES | 43 |
| I-Échantillon des ACNG (siège et représentation le cas échéant) | 44 |
| A-ACNG avec représentations locales | 44 |
| 1. Broederlijk Delen | 44 |
| 2. OXFAM | 45 |
| 3. SOLIDAGRO | 48 |
| 4. HUMUNDI | 49 |
| 5. AUTRE TERRE | 49 |
| 6. TRIAS | 50 |
| 7. Îles de Paix | 51 |
| B.ACNG avec d'autres systèmes de représentation (partenariats directs et consultants) | 52 |
| 1.L'Institut Tropical de Médecine d'Anvers (IMT) | 52 |
| 2.RCN Justice et Démocratie (RCN J&D) | 53 |
| 3. AFRICALIA | 54 |
| <i>C.Résultats et analyse des entretiens au sein de l'échantillon des ACNG</i> | 55 |
| 1.Le processus décolonial pour les ACNG belges : entre volonté réelle et programme général de politique étrangère de la Belgique | 56 |
| 2.Une croyance en un partenariat égalitaire et une « lutte commune » encore très controversée du sommet à la base | 57 |
| 3.Une volonté d'associer les différents acteurs dans le processus de décision | 58 |
| 4.Communication et Image : les chemins de la dignité... | 58 |
| 5.Une réflexion historique et prise en compte des variants socioculturels des terrains d'implantation encore assez faible | 59 |
| II.Cartographie des partenaires | 60 |
| A.Présentation sommaire de l'échantillon des partenaires interrogés | 61 |
| 1.ODJ – Organisation Démocratique de la Jeunesse/ Partenaire de BD | 61 |



| | |
|---|-----|
| 2. CRUN – Clinical Research Unit of Nanoro /Partenaire de IMT | 61 |
| 3. CPF – Confédération paysanne du Faso/ Partenaire d’OXFAM | 62 |
| 4. CNA – Cinéma Numérique Ambulant / Partenaire d’AFRICALIA | 62 |
| 5. CINESDA - Centre International d'Etudes Sociologiques et de Droit Appliqué / Partenaire de RCN&JD | 63 |
| 6. APIL – Action pour la Promotion des initiatives Locales / Partenaire de Humundi | 63 |
| 7. UPC – CO / Partenaire de TRIAS | 64 |
| 8. ARFA - Association pour la Recherche et la Formation en Agro-écologie/ Partenaire de l’ONG Îles de paix | 64 |
| 9. Associations BAOBAB/ et La Saisonnière / Partenaires d’Autre Terre | 65 |
| B. Résultats et analyse des entretiens et descentes avec les partenaires avec un point sur leurs communautés cibles | 66 |
| 1. Le processus décolonial au cœur du développement des structures partenaires | 66 |
| 2. Les partenaires locaux, force de proposition, mais pas décideurs des actions conjointes | 68 |
| 3. Une conscience historique et civique très forte au Burkina Faso | 70 |
| 4. Un partenariat international égalitaire encore loin du compte | 72 |
| 5. Un agenda entre Top down et Bottom up | 73 |
| 6. Regard sur les communautés cibles rencontrées | 74 |
| III. Récapitulatif et classement des pratiques recensées pour inventaire | 75 |
| <i>A. Inventaire récapitulatif des faits et des pratiques inéquitables</i> | 78 |
| <i>B. Inventaire récapitulatif (non exhaustif) des pratiques de partenariat à encourager</i> | 80 |
| IIIE PARTIE : RECOMMANDATIONS ET STRATÉGIES D’IMPLÉMENTATION | 85 |
| I. Les recommandations de l’étude | 86 |
| A. Les recommandations adressées aux ACNG (siège ou Bureaux pays/Représentations locales). | 86 |
| B. Les recommandations adressées aux partenaires locaux | 89 |
| C. Les recommandations adressées aux acteurs étatiques : | 90 |
| II. Les stratégies d’implémentation des recommandations | 91 |
| CONCLUSION | 93 |
| Bibliographie indicative | 97 |
| Les Termes de référence | 103 |



· **2023-2026** – IURA - Programme d'enseignements et de recherches de l'École Doctorale et de Master sur l'héritage colonial, le racisme, la décolonisation de l'enseignement, de la politique, de l'économie de la culture, et de l'innovation dans la gouvernance des pays africains. Brochure du chercheur de 100 pages, cf. <https://iura.africavenir-international.org/>

· Collecte de documents sur la médecine africaine avant, pendant et depuis les indépendances et collaboration avec les cliniques de médecine par les plantes africaines (en collaboration avec l'Université de Douala, et la Fondation ALANGO – Fondation médicale pour le développement de la médecine traditionnelle africaine)

· **Depuis 1985**, publications sur la colonisation, décolonisation, bonne gouvernance, innovations africaines et dans les relations Nord-Sud (résultats des séminaires, de la recherche scientifique et de l'innovation) aux Éditions AfricAvenir <https://editions.africavenir-international.org/>



Le Prince Kum'a Ndumbe III, en conférence Zoom avec des ONG belges à la Bibliothèque Cheick Anita Diap

Ce travail vise à restaurer l'homme en général dans sa souveraineté, à réintégrer les peuples africains dans leur propre temporalité en dehors des logiques de domination, de la colonialité, et de l'agenda géopolitique imposé par les systèmes de domination. Il n'est donc pas étonnant que les ONG belges aient choisi la Fondation AfricAvenir

International comme « consultant » dans le cadre de la présente étude.

Méthode de travail : l'approche globale

Dans le domaine du décolonial pour éviter que le processus se fourvoie comme par le passé, il a fallu réinterroger la méthodologie classique des études déjà menées et ayant montrées leurs limites. Et pour se faire, la réponse réside, dans la « *Global Approach* » comme méthode adéquate pour une investigation crédible, une orientation vers de nouvelles perspectives. On part de l'hypothèse selon laquelle les problèmes qui se posent aux sociétés humaines doivent être saisis dans leur contexte global pour en clarifier les causes premières, les dynamiques historiques aujourd'hui en oubli ou du moins occultées. Cette approche dite globale combine d'une part les éléments **culturels** (des spécificités culturelles africaines et européennes), **historiques** (contribution de chaque peuple à civilisation universelle, rôle des processus historiques tels que l'esclavage, la colonisation, des zoo humains, de la néo-colonisation, la coopération, du bal masqué de la mondialisation dans le subconscient), **sociologiques** (du statut des différents acteurs, rôles des instruments de socialisation que sont les média, les écoles et la religion, etc.) dans la clarification et la compréhension de l'objet d'étude.

Equipe du « consultant » Fondation AfricAvenir International - IURA

Prince Pr KUM'A NDUMBE III.

Professeur Emérite des Universités, *supervision*

Dr MOUBEKE A MBOUSSI Philémon.

Docteur en Histoire du Droit et des Institutions, consultant

Mme Marie Joseph EKOBENA.

Doctorante en Histoire du Droit et des Institutions, et Sciences criminelles, consultant

CONTACTS

+237 6 95 55 98 44

B.P. 9234 Douala IV^e, Cameroun

iura@africavenir-international.org

direction@africavenir-international.org



Scannez ce QR-Code pour visiter notre site Internet !



AfricAvenir
FONDATION

Étude pour une implémentation du Décolonial dans le secteur de la solidarité internationale, Burkina Faso

Etude commandée par dix ONG belges avec pour commanditaires principaux, notamment- Broederlijk Delen (BD), RCN Justice & Démocratie et l'Institut de Médecine Tropical d'Anvers



Fondation AfricAvenir International

Fondation pour la Renaissance de l'Afrique, le Développement endogène, la Coopération et la Paix durable

Ancienne route de Bonabéri
B. P. 9234 Douala IV^e, Cameroun

www.africavenir-international.org



Objectif de l'étude

« L'objectif général de cette étude est d'élaborer un cadre d'analyse qui nous permet d'examiner minutieusement, en tant qu'acteurs de la solidarité les structures, les stratégies et les modes de pensée existants/dominants dans le secteur du développement afin de pouvoir par la suite les ajuster étape par étape pour arriver à une réalité plus équitable. Il s'agira lors de cet exercice d'identifier, de reconnaître les inégalités existantes et les relations de pouvoir inégales afin de pouvoir les traiter durablement, sur base de recommandations concrètes appliquées à la solidarité internationale et au niveau de la recherche académique. »



Atelier d'ouverture à Ouagadougou, Burkina Faso

Etat des lieux de la coopération avec les ONG belges en Afrique et au Burkina Faso

La Broederlijk Delen (BD) a mené plusieurs études dans des pays africains différents (Burkina Faso, RDC, Rwanda/Burundi) sur la question de la décolonisation, de la coopération et de la solidarité internationale. Ces études importantes de par leur ampleur et leur contenu ont donné des résultats qui notamment concernant la question de l'efficacité la coopération internationale, au regard de la persistance des maux qui ruinent cet élan : sous-développement, racisme, colonialisme, néo-libéralisme, néocolonialisme, capitalisme, extractivisme, extrême pauvreté, désenchantement des acteurs locaux, etc. C'est ce qui

justifie qu'aujourd'hui encore la BD et ses partenaires sont à la recherche des nouvelles solutions, après avoir constaté que l'orientation et les pratiques depuis l'instauration de la coopération avec l'Afrique, dès après les indépendances politiques, ne donnent pas les résultats escomptés pour le développement des pays africains.

Mieux encore, ces malaises qui persistent notamment le cas du racisme, de la discrimination et les inégalités dans le traitement des acteurs locaux en matière de coopération internationale, a presque ruiné la confiance réciproque, préalable à une relation saine et durable. D'où la question fondamentale de savoir quelle coopération envisager dans le cadre de la nouvelle solidarité internationale ? Surtout à une période où l'Afrique a atteint l'état d'éveil avec en prime les mutations politiques et sociales très profondes.



Séances d'échange avec les communautés au Burkina Faso

Choix clé du partenaire - la Fondation AfricAvenir International

Sur le chemin de la décolonisation et des processus de déconflition, la Fondation AfricAvenir International a une expérience approuvée, qui remonte à l'aube des années 1990 après le génocide au Rwanda et son cortège de massacre. Et la dernière expérience en date est un programme de trois ans exécuté en Allemagne par AfricAvenir Berlin et qui vise la décolonisation des écoles allemandes.

Quelques expériences antérieures

- **1995** - Evaluation du projet d'éducation politique au Mali, Bénin, Burkina Faso, Niger, Nigeria, Ghana pour la **Konrad Adenauer Stiftung**, Bonn, Allemagne
- **1996/97** - Expertise sur la prévention, la résolution de conflits et l'injection de mécanismes de prévention des conflits dans les projets de développement au Rwanda, juste après le génocide ; étude réalisée sur la demande de la Deutsche Gesellschaft für Technische Zusammenarbeit **GTZ** pour le Gouvernement de la République Fédérale d'Allemagne, Ministère des Affaires Etrangères, Ministère de la Coopération Economique et du Développement
- **1997** - Promotion du processus de démocratisation et d'éducation politique de la population au Cameroun / pour la **Heinrich Böll Stiftung**, Bonn, Allemagne
- **2004** - Expertise sur les mécanismes de la corruption et son impact sur le développement d'un pays : « Petite et grande corruption au Burkina Faso et son impact sur les régimes politiques et le développement économique » / pour la **Deutsches Wirtschaftsinstitut DWI**, Berlin, Allemagne - Projets similaires en cours
- **2015** - Mémoire collective africaine / Africa's Collective Memory, interviews de 176 vieux Camerounais témoins de l'époque coloniale allemande pour dire leur version de la rencontre coloniale, enregistrés entre 1981-1986 sur l'ensemble du territoire camerounais (déjà publiés : 18 volumes en langue camerounais-français, 12 en langue camerounais-anglais, 03 en camerounais-allemand, aux Éditions AfricAvenir, Douala, 2017-2022, en collaboration avec la **Gerda Henkel Stiftung**, Düsseldorf, Allemagne ; reste à publier : 22 volumes, avec de nouveaux sponsors)
- **2016** - École Doctorale & de Masters « **Héritage & Innovations** », Douala, Cameroun, 04 thèses de doctorat soutenues jusqu'en 2021, 01 thèse de doctorat en attente de soutenance en 2024, en collaboration avec la **Gerda Henkel Stiftung**, Düsseldorf, Allemagne
- **2022-2025** - « Décoloniser les Ecoles – Comprendre la colonisation, désapprendre le racisme », projet de la section allemande d'AfricAvenir International e.V. Berlin, pour les écoles de la ville de Berlin, sponsorisé par la **Bundeszentrale für Politische Bildung**, Berlin



Retrouvez-nous sur nos différents réseaux et découvrez qui nous sommes et ce que nous faisons !

<https://africavenir-international.org/>

<https://africavenir-international.org/a-propos/>

<https://iura.africavenir-international.org/>

<https://www.africavenir.org/fr/decoloniser-les-ecoles-comprendre-lhistoire-coloniale-desapprendre-le-racisme/> (Projet de 03 ans remporté par AfricAvenir, pour les écoles de la ville de Berlin)

<https://editions.africavenir-international.org/>

https://editions.africavenir-international.org/wp-content/uploads/2023/06/V34_Catalogue-Editions-AfricAvenir-2023.pdf

<https://africavenir-international.org/cinema-africain/>

<https://www.facebook.com/AfricAvenirInternationalDouala/>

<https://www.youtube.com/@africavenirmedia>

<https://www.tiktok.com/@fondation.avricavenir? t=8iheXANTpJN& r=1>

<https://www.instagram.com/fondationafricavenir?igsh=ODA1NTc5OTg5Nw==>

Il faut DÉCOLONISER L'ÉCOLE en Afrique pour produire des Africains forts. Voici comment :

<https://youtu.be/JfaRjX0luzE>

[📞 WhatsApp : +237 6 9555 9844](https://www.whatsapp.com/message/237695559844)

direction@africavenir-international.org ; secretariat@africavenir-international.org

Siège international : 🏢 : BP 9234 Ancienne route - Bonabéri, Douala, Cameroun

Sections : Vienne (Autriche) ; Berlin (RFA) ; Paris (France)



RESUME EXECUTIF DE L'ETUDE

L'étude pour une implémentation du décolonial dans le secteur de la solidarité internationale à l'exemple du Burkina Faso que nous soumettons à l'appréciation de Broederlijk Delen et des autres partenaires impliqués nous a conduit au-delà des questions posées par la coopération entre des ACNG¹ belges et leurs partenaires du Burkina Faso. Il s'avère que ces questions fondamentales se posent dans toutes les relations entre l'ancienne Europe colonisatrice et l'Afrique soumise, que ce soit pendant la colonisation directe, après les indépendances ou dans tout le système qualifié de néocolonial, et en général, dans les relations entre les pays du Nord et du Sud.

L'approche des ACNG belges et burkinabè dévoile plutôt la position d'avant-garde de ces partenaires du nord et du sud qui veulent *mettre sur pied une plateforme de solidarité internationale, de relations égalitaires et de coopération internationale exempte de racisme*. Cette coopération entre les ACNG belges et burkinabè se dévoile être un cas d'école des relations entre l'Europe et l'Afrique, ou entre le Nord et le Sud en général.

Pour l'enquête de cette étude, il y a eu un échantillon de dix ACNGs belges dont neuf ont fourni un échantillon de partenaires burkinabè pour les entretiens (ODJ / Partenaire BD ; CRUN /Partenaire IMT ; CPF / Partenaire OXFAM ; CNA / Partenaire AFRICALIA ; CINESDA / Partenaire RCN&JD ; APIL / Partenaire Humundi ; UPC – CO / Partenaire TRIAS ; ARFA/ Partenaire Îles de paix ; Associations BAOBAB/ et La Saisonnière / Partenaires Autre Terre). Six communautés de base ont été interrogées, dont trois sur site. Notons que IMT et AFRICALIA ne sont pas des ONG et ont un statut particulier d'acteur institutionnel.

La recherche s'est déroulée du 20 septembre 2023 au 03 octobre 2023, via zoom pour les sièges des ACNG² à Bruxelles, et sur le terrain au Burkina Faso, dans les villes/villages de Ouagadougou et ses environs, Sakouinsé, Ziniaré et Koupela (Kanrin). L'échantillon des ACNG belges de l'étude était constitué de deux groupes : les ACNG avec représentations locales (Broederlijk Delen ; OXFAM ; SOLIDAGRO ; HUMUNDI ; AUTRE TERRE ; TRIAS ; et Îles de Paix) et les ACNG avec d'autres systèmes de représentation (mise en œuvre directe par le partenaire et /ou consultants tel que IMT ; RCN Justice et Démocratie ; et AFRICALIA).

Comment ne pas le mentionner, l'Afrique est encore dominée aujourd'hui par le paradigme de la colonialité globale. Cependant, le continent est à la croisée des chemins, au carrefour de sa destinée.

La vague des coups d'État sur le continent, l'éveil de la jeunesse panafricaine, combinés au nationalisme montant, sont la preuve d'un continent en ébullition, le Phoenix ayant atteint l'état d'éveil et cherchant sa propre voie pour parachever sa mue. Au surplus, il semble que l'Afrique se dirige vers la construction ou la co-construction des rapports plus apaisés, parce qu'égalitaires. En tout cas, conscience est désormais prise qu'on ne peut penser le post colonialisme à partir du colonialisme : d'où l'impératif de la décolonisation, urgence dictée par le changement de paradigme.

¹ ACNG : Acteurs de la Coopération Non Gouvernementale. Ce terme englobe les ONG (Organisation Non Gouvernementale) et les acteurs institutionnels (comme IMT ou Africalia)

² Cf. contrat et TDR, entre le consultant et les commanditaires.



Aussi devient-il pertinent que les ACNG, les partenaires locaux, la coopération bilatérale et multilatérale, les États occidentaux et leurs multinationales dans l'ensemble, y compris les élites africaines, et les sociétés civiles d'ici et d'ailleurs, les bailleurs de fonds FMI Banque Mondiale, etc. soient interpellés et surtout appelés à revoir leur copie pour l'avènement d'une nouvelle humanité, avec le renoncement à la logique de domination, de l'embastillement des consciences et d'exploitation, conséquence d'une mondialisation ou d'un monde sans partage : celui du siècle dernier.

Ainsi, si au siècle dernier la colonisation ou la prédation donnait le pouvoir et créait la richesse, au siècle présent, le 21e, la décolonisation conforme aux exigences de l'ère du verseau, transforme les liens, et réinvestit l'humain au cœur de l'action et de la solidarité internationale. Même s'il faut le reconnaître cette démarche ne sera pas aisée : c'est une question de pouvoir et de privilèges qui ne sont pas prêts, à disparaître, c'est-à-dire prêts au renoncement.

À travers les différents échanges avec l'échantillon des ACNG (représentation pays et siège compris) il ressort, entre autres, que :

- *le processus décolonial oscille entre volonté réelle et programme général de politique étrangère de la Belgique ;*
- *la croyance en un partenariat égalitaire et une « lutte commune » reste encore très controversée du sommet à la base ;*
- *la volonté d'associer les différents acteurs dans le processus de décision tend à se généraliser ; un travail est effectué sur la communication et l'image en vue de préserver la dignité des cibles ;*
- *malgré des points positifs, les réflexions et études historiques visant à tenir en compte des variants socioculturels des terrains d'implantation restent néanmoins encore assez faibles.*

Quant à l'analyse au niveau des partenaires locaux, on a pu relever que :

- *le processus décolonial est au cœur du développement des structures partenaires locaux ;*
- *les partenaires locaux sont des forces de proposition, mais pas de décision des actions conjointes ;*
- *la conscience historique et civique est très forte au Burkina Faso (comparativement à d'autres pays d'Afrique subsaharienne) ; mais le scepticisme quant à l'idée de partenariat international égalitaire est encore majoritaire au regard des agendas qui restent majoritairement en Top Down.*

Enfin, les échanges avec les communautés cibles rencontrées ont permis d'observer deux catégories, celles avec un fort taux d'encadrement (mieux structurées et édifiées à propos du décolonial, mais avec une forte assimilation au partenaire local) et celles quasiment vierges (très indépendantes et libres – n'ont de contact avec les ACNG qu'à la faveur d'un projet d'intérêt commun – mais où la conscience décoloniale est encore très faible). À travers les différents échanges, il ressort que :

- *des pratiques en faveur du décolonial sont déjà en place et certaines gagneraient largement à être généralisées et partagées.*
- *Cependant, au regard de certains faits recueillis, beaucoup de points à problèmes restent encore à traiter.*



Il serait judicieux de noter que la politique des ACNG belges, quel que soit leur volonté de solidarité internationale, ou leur capacité à diversifier leurs fonds propres, même jusqu'à 40%, ne peut être définie que comme un sous-ensemble de la politique rendue possible par les compromis entre les différents partis politiques de la Belgique, tant au niveau fédéral qu'au niveau local.

Le débat sur les excuses que la Belgique aurait dû présenter au peuple congolais de la RDC montre à souhait les limites d'une volonté de solidarité internationale si elle n'est pas soutenue par les décisions politiques majeures des gouvernements.

La nouvelle situation au Burkina Faso nous mène à un véritable chamboulement de la coopération internationale avec ce pays.

Nous le constatons donc en conclusion, les recommandations pour des actions des ACNG belges et ONG³ burkinabè menant à une solidarité internationale devront être comprises et relativisées dans le cadre de l'évolution géopolitique d'un nouveau monde en pleine mutation.

L'analyse des questions de recherche

- Le concept décolonial

Le concept de décolonisation reste un concept querellé au contenu fuyant. Et le moins qu'on puisse dire est que lorsque que nous parlons de décolonisation nous pensons légitimement avec nos partenaires, parler de la même chose. Or, l'atelier de cadrage, tenu au pays des Hommes intègres, en septembre dernier, nous a mis la puce à l'oreille et a démontré qu'on n'avait pas tous en partage cette déclinaison de la décolonisation. Il faut le dire tout de suite, le malaise était réel au point où on utilise ce concept pour désigner des réalités parfois diamétralement opposées.

Le concept décolonial rend intelligible le renoncement à l'esprit colonial et peut s'appréhender tantôt comme catégorie analytique, tantôt comme catégorie intellectuelle, tantôt comme catégorie pratique. Et c'est en cela qu'il est porteur de sens, de signification et surtout d'intérêt dans le cadre de la présente étude.

Au plan analytique la décolonisation postule l'absence de colonialisme et du néocolonialisme (ou nouvelle colonisation). On part donc du principe que de par leur diversité, et nonobstant le présumé civilisateur et le dogmatisme froid, toutes les cultures se valent, et se complètent hors du concept de la colonialité et de sa prétendue mission civilisatrice. Vu sous cet angle, il y'a, non pas universalisme comme le prétend le projet colonial occidental⁴, mais pluralisme ou pluriversalisme, résultat de la pluralité des cultures, des identités et de la différence des visions de monde.

En tant que catégorie intellectuelle, la décolonisation dans la solidarité internationale ne saurait se faire dans un sens unique de l'Europe vers l'Afrique, comme c'est le cas actuellement, ou partant du Nord pour le Sud et donc obéissant au seul modèle de la mission civilisatrice fondée sur « l'exception culturelle » et le modèle hégémonique de l'occident.

³ ONG : Organisation Non Gouvernementale

⁴ Cet universalisme est fondé sur « l'exception culturelle de l'Europe », fondement de la mission civilisatrice. En effet l'occident pense que tout ce qu'il s'applique à lui est universel et devrait être accepté comme tel par le reste du monde : son économie de type capitaliste, sa politique fondée sur le modèle démocratique, sa religion chrétienne etc...



La décolonisation intellectuelle implique pour ainsi dire le renouvellement intellectuel, le renouvellement de la pensée⁵. Nous vivons actuellement dans un contexte caractéristique de l'éveil des consciences, comme celui de la mouvance du vent de la décolonisation entamée en Afrique de l'ouest, et ayant conduit à la création de l'Alliance des États du Sahel⁶.

Cette décolonisation rend intelligible aussi l'appropriation du patrimoine historique et socioculturel africain par le biais des humanités historiques et fondamentales de l'Afrique.

Ce projet induit aussi une excellente connaissance de l'histoire et la déconstruction de tout le corpus du présumé civilisateur pour justifier la traite négrière, la colonisation, la néo-colonisation, la prédation des ressources du continent.

Vu comme catégorie pratique, la décolonisation interroge significativement les procédures, les pratiques, les personnes et les institutions. Aussi, implique-t-elle et met-elle en discussion la réorganisation du travail de la coopération au sein des conseils d'administration, des directions générales, des représentations-pays, des ONG ou plus fondamentalement de la philosophie de l'État pris comme administration publique.

Dans la mouvance actuelle et pour être digne d'intérêt, ce travail ne peut s'arrêter à la seule relecture de la coopération belge ; il interroge la coopération internationale dans toute sa globalité. Tous les aspects de la vie actuelle de l'arrière monde colonial sont concernés : le travail des États, des administrations publiques et privées, la finance et la gouvernance mondiale, le système des Nations Unies, les organisations régionales, les rapports Nord - Sud, etc.

- **Le partenariat international égalitaire**

La superstructure coloniale n'a jamais disparu, ce qui a eu pour conséquence de proliférer les systèmes inégalitaires du simple fait que l'Europe « décolonisa » sans s'auto-décoloniser.

Seule la décolonisation du cadre global des rapports entre l'Europe et l'Afrique peut conduire à un vrai partenariat, dit partenariat égalitaire.

Le processus décolonial enclenché au sein des ACNG belges en particulier fait état du fait que celles – ci sont plus collaboratives au Burkina Faso, que la solidarité venant d'autres pays cités tels que la Suisse, ou la France qui a beaucoup été mentionnée par les partenaires au Burkina. Cependant, même dans ce cas de figure la question du partenariat égalitaire reste encore sensible et peu réaliste au regard des multiples goulots d'étranglement liés au contexte géopolitique international.

Le développement endogène se traduisant par un recours aux financements alternatifs (autre que celui des ACNG en général), les synergies internes à travers des plateformes de la société civile, mais aussi l'intervention progressive des institutions internes de crédit et de microcrédit, les banques populaires, les municipalités, les tontines (financement participatif observé particulièrement en zone rurale) au sein des groupements... nous paraissent être des initiatives intéressantes pour construire autrement le partenariat en diversifiant les sources de financement. Cette image casse lourdement avec celle de nécessiteux, lesquels attendent et tendent la main. Plusieurs des partenaires rencontrés avaient des structures importantes et bien organisées, informées et coordonnées. Surtout, les marqueurs identitaires de ces partenaires en termes de décolonial étaient souvent très forts, presque revendicatifs, sans pour autant être conflictuels. Exemple de commentaire : « Nous ne sommes pas dupes, du fait que la main qui reçoit est toujours en dessous de celle qui donne. Voilà pourquoi nous

⁵ Cf Congrès du CERDOTOLA, *Assises pour une nouvelle pensée africaine*, Yaoundé, Cameroun, 25-27 octobre 2022. <https://www.cerdotola.org/wp-content/uploads/2022/05/Note-Conceptuelle-Conference-Internationale-du-CERDOTOLA-2022-FR.pdf>

⁶ Ici nous énonçons les faits : il n'est pas question pour nous de soutenir ou de condamner l'AES.



avons développé une stratégie interne d'autofinancement pour assurer notre fonctionnement. Le partenaire intervient en général sur des projets précis ».

Un autre fait marquant que nous avons constaté chez la plupart des partenaires réside dans la valorisation et la professionnalisation des savoirs endogènes. On peut l'observer autant dans le domaine agropastoral avec les techniques endogènes en matière d'agroécologie, qu'à travers les méthodes alternatives de gestion des conflits, ou de gouvernance coutumière.

Le poids de l'argent : l'un des arguments majeurs dans la question du partenariat égalitaire est celui du poids de l'argent. Tant que la solidarité internationale sera orientée en termes de capitaux en flux du Nord vers le Sud, parler d'égalité restera un idéal. Par contre ce qui a pu ressortir plusieurs fois c'est qu'une collaboration « équitable »⁷ est envisageable et réaliste avec les ACNG belges sur la base d'intérêts.

Le principe selon lequel certaines valeurs sont universelles et non contextualisables, crée un braquage de non-dits, où le sentiment que les valeurs exogènes sont imposées à celles locales domine. En pareille circonstance, soit cela crée une rupture nette avec le partenaire étranger, soit le partenaire local (certains ont reconnu avoir parfois eu à « arrondir les angles ») doit transiger avec son intégrité pour que l'accord soit trouvé.

Un des exemples qui est le plus revenu sur la table est la question du genre et l'accès des femmes à la terre. En effet, la problématique foncière est un exemple d'opposition en termes de valeur et de mentalité.

Il est donc impératif de mieux réfléchir sur certaines approches comme le genre non pas dans le principe de soutenir les déséquilibres (ce n'est certainement pas notre propos), mais sur la meilleure méthode de l'implémenter de manière réaliste, en accord avec la culture locale. Selon certains partenaires locaux ayant pour point focal l'agriculture, ce qui pose réellement problème, ce n'est pas le refus d'inclusion des femmes, mais la solution (processus matérialiste) qui consiste à exproprier la communauté au profit de l'attribution individuelle de terres à une frange de la communauté.

- **Mouvement international de lutte commune**

Les ONG en général et les acteurs institutionnels sont aussi le produit des structures capitalistes qui existent. Dans ce sens, ils sous-traitent la misère causée par les multinationales ou les injustices que le déséquilibre de la finance mondiale et de l'économie internationale post guerres mondiales perpétuent.

Cependant, le mouvement international en gestation pourrait regrouper de part et d'autre de la Méditerranée les hommes, les femmes et les structures qui veulent égaliser les rapports et qui renoncent à vivre uniquement de la rente du système ou de ce système de rente, pour prendre acte des injustices qui créaient la misère en Afrique et travailler à rendre intelligible leur action ou à égaliser les systèmes pour entamer le mouvement post colonial de la coopération.

Comme nous l'avons constaté, il est prudent de s'assurer que quand on utilise un terme dans ce champ des relations ou des coopérations internationales, que le partenaire comprend ce que celui qui énonce ses propos a l'intention de vraiment dire.

Tout ceci n'empêche pas la progression d'un mouvement de solidarité internationale qui dépasse les frontières de l'Europe et de l'Afrique, et s'étend sur tous les continents, portés pas des citoyens soucieux d'un nouvel équilibre de la planète Terre.

⁷ Deux critères sont revenus en termes d'équité ici : le caractère respectueux des valeurs et intérêt des deux parties, et le second est que celui – ci soit profitable aux différents co – contractants.



- **La structure de prise de décision :**

Au plan global, les structures de décision ici désignent l'ensemble des décideurs, à quelque niveau que ce soit, de la gouvernance mondiale. C'est un système mondial hérité de la colonisation, et des deux guerres, qui n'a pas beaucoup évolué depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Il est largement aujourd'hui en faveur des vainqueurs de la guerre et de l'occident dans son ensemble. Il est dominé par le système des Nations Unies, Les États ayant la puissance économique, politique et militaire, regroupés dans les organisations telles le G7, le club de Paris, le club de Londres, l'Union Européenne etc.

Au sens restreint, les structures de prise de décision dans la coopération belge concernent l'État et ses excroissances. Aussi, la structure de décision tour à tour, du côté belge concerne : l'État belge, la DGD, les ACNG, leur Conseil d'administration, leur direction générale, les représentations pays. Côté burkinabé on pourrait citer l'État, les administrations sectorielles, les démembrements de l'État, la société civile, et les partenaires locaux, etc.

Au plan théorique, la prise de décision se fait soit par l'inscription sur agenda (par la prévision), soit par la mise sous agenda (du fait de la contingence). Plusieurs paramètres doivent être pris en compte pour prendre une décision concertée selon les exigences de la nouvelle gouvernance, de la solidarité internationale. L'idéal étant que les partenaires à la coopération n'imposent rien, qu'ils se concertent, que tout se négocie, qu'ils décident ensemble dans une sorte de dialectique et d'échange des opinions, des participants et des intérêts en présence pour le bien-être de tous, en sauvegardant les intérêts de toutes les parties.

Le plaidoyer et les activités de débats et de sensibilisation : à travers ces actions les partenaires locaux peuvent se constituer en véritable lobby, avec une voix qui porte des revendications claires remontées de la base aux différents sommets (étatique et internationaux).

En effet, si les activités liées au développement économique sont importantes pour la capacitation des populations cibles, leur transformation mentale semble être le point clé de ce processus décolonial. Et cela s'effectue par des actions très variées.

La collaboration au niveau des agendas et projets : globalement présentée comme positive dans l'ensemble, il y'a néanmoins un bémol à signaler lequel est revenu à cinq reprises (communautés incluses). En effet, les témoignages faisaient état du fait que souvent les idées qui étaient proposées à la base, revenaient parfois méconnaissables.

La question qui décide de l'agenda ? des thématiques et de l'orientation des financements ?... est d'après les retours obtenus des partenaires et des communautés plus nuancée. En effet, certains programmes spécifiques relèvent de la politique des ACNG belges, mais dans la plupart des initiatives qui nous ont été présentées, l'idée de départ venait d'une conception burkinabè. Cependant, l'un des pendants de cet état de fait est la Priorisation des thématiques à développer. Exemple : Les thèmes les plus récurrents énoncés sont Changement climatique, la question foncière, le Genre en lieu et place de l'inclusion... Ces thèmes sont parfois formulés comme des paramètres à intégrer parfois de manière forcée au sein des projets.

- **Organisation inclusive**

Au niveau des organisations occidentales d'aides au développement, l'inclusion invite à laisser les partenaires locaux s'exprimer librement et en tenir compte sur ce qu'ils pensent, articulent, expriment ou disent. L'inclusion est aussi la prise en compte des opinions contraires ou dissidentes. L'inclusion suppose aussi le fait de comprendre comment les structures articulent leurs rapports. Ceci afin de réarticuler de la conception à l'évaluation, en passant par l'implémentation et l'animation, le projet de la solidarité internationale dans ses différents linéaments. Il s'agira aussi de penser à co-



revisiter ou de co-écrire les contrats de financement, en les assouplissant. L'inclusion concerne aussi l'expertise et suppose de tenir compte, ou valoriser et bien rémunérer l'expertise locale.

Au niveau des organisations locales, l'inclusion suppose la transparence, le professionnalisme, et même le renforcement de la gouvernance interne, en réformant les structures décisionnaires de ces organisations. Tout comme elle participe de la relecture des procédures, du contenu et de la forme des contrats. Elle invite à comprendre et débattre sur les préoccupations communes et conclure ensemble sur un modèle délibératif avec les bailleurs de fonds.

- **Communication et image**

La communication d'image dans ce domaine postule une prohibition morale et éthique de dégradation de l'image de l'autre à des fins de financements. C'est l'interdiction des images attentatoires à la dignité humaine dans le cadre de la coopération internationale. Cette interdiction inhérente au projet décolonial s'applique à tous les acteurs de la coopération indépendamment de leur niveau de responsabilité ou de leur emplacement géographique ou de leur appartenance raciale. Elle résume en quelque sorte ce que signifie habiter le monde, faire œuvre humaine et induit la notion de coresponsabilité et de coappartenance à la communauté humaine.

Les Burkinabè dénoncent avec véhémence les images humiliantes et dégradantes des Africains aux fins de collecte de fonds utilisée par la communication en Europe et en Belgique et certains refusent même l'octroi de fonds importants tant que l'orientation de ces fonds ne correspond pas aux objectifs majeurs de l'ONG (locale) en question.

- **Réflexion historique**

C'est l'ambition du projet décolonial que de faire humanité ensemble, ou d'habiter ensemble le monde. Cette réflexion pour être sincère ne devrait éluder aucune problématique du paradigme de la colonialité. Elle devrait donc poser sur la table la question des injustices et des réparations des crimes du passé récent : la question centrale de la justice.

Dans cette réflexion dite historique, il existe aussi un risque réel d'octroi de la décolonisation par les ACNG, les bailleurs de fonds, ou l'entrée dans la décolonisation par effraction par l'ensemble des partenaires, au regard de la vogue du concept, sans décoloniser l'ensemble du système ; ou comme par le passé, avec l'octroi des indépendances nominales ou la décolonisation de façade en Afrique francophone.

Il y a une sorte d'homogénéité dans le langage des communautés rencontrées quant à la conscience civique et historique de qui ils sont par rapport aux autres (l'extérieur), de comment « faire bien et même mieux » dans le contexte qui est le leur.

Ce qui a aussi été frappant justement, c'est leur capacité à mettre en commun leurs efforts, en faisant quasiment disparaître les intérêts individuels au profit de l'action concertée d'intérêt commun. Les mots « moi » ou « je » étaient d'ailleurs quasiment bannis dans certains groupes /associations, tels que l'Organisation Démocratique de la Jeunesse (ODJ), chez qui nous avons eu la même ferveur autant dans la communauté de Sakoinsé, qu'au siège de Ouagadougou (pourtant interrogé après la communauté). On pouvait y observer beaucoup de lucidité dans l'évaluation des rapports avec l'étranger. « Grâce à l'ODJ, je sais qu'il y'a des bons et des méchants partout, mais j'ai appris à barricader ma porte pour me préserver des méchants ». Deux points sont le plus ressortis à ce niveau. Le rôle, voire le « fantasme de l'école » et celui des religions.

Argument/Fait recueilli : le décolonial doit selon plusieurs témoignages, d'abord commencer par briser le mythe selon lequel on a réussi parce qu'on a fait « l'école du Blanc ». De plus, les



programmes scolaires devraient être davantage focalisés sur les besoins et réalités locales et non extérieures⁸ (Témoignage : « C'est pourquoi nos enfants veulent fuir le village pour la ville, ou aller en Europe. (...). On leur apprend à l'école que ce qui vient du village ne vaut rien »). Par contre au sein des structures partenaires, celles-ci ont réussi à briser ce tabou. Exemple observé : La Confédération Paysanne du Faso (CPF), a à sa tête de grands agriculteurs issus du modèle traditionnel, et les ingénieurs et administratifs sont leurs employés.

Les reliques de la mémoire collective. L'un des éléments qui ont été mentionnés par les partenaires et au sein des communautés, c'est celui du poids de la mémoire collective, le poids du passif entre les nations. La Belgique ici a relativement un avantage de n'avoir pas à proprement parlé de passif colonial avec le Burkina Faso ce qui peut faciliter la neutralité du rapport entre les partenaires locaux et les ACNG Belges. Cependant, l'un des faits coloniaux les plus marquants réside dans l'autocensure des populations locales⁹ vis-à-vis « du Blanc » ou des bailleurs de fonds en général. Il s'agit d'un phénomène à rectifier d'abord au niveau interne burkinabè. C'est-à-dire de désacraliser le rapport avec l'extérieur. Et les activités de débats et sensibilisation, ainsi que les programmes culturels et artistiques menés par les partenaires contribuent justement à déprogrammer ce système, lequel rend la discussion d'égal à égal inenvisageable.

Les recommandations de l'étude

Il convient de distinguer les recommandations destinées aux ACNG, des recommandations destinées aux partenaires locaux et enfin des recommandations destinées aux acteurs étatiques ou institutionnels.

Les recommandations adressées aux ACNG (siège ou Bureaux pays/ Représentations locales)

1. **Décolonisation au niveau des financements : Au plan financier** il est urgent de tendre vers le financement qui renforce les capacités des partenaires, tendre vers une autonomisation progressive et immuable des acteurs locaux. C'est un impératif dicté par ce qu'induit la décolonisation. Le cofinancement, le financement alternatif, les participations des autres acteurs locaux, acteurs étatiques et non étatiques, sont aussi autant de pistes à explorer. Le principe même de la coopération internationale, ou de la solidarité éponyme avec les financements partant toujours du Nord vers le Sud, est contraire à l'idée du décolonial. Cette idée de décolonisation porte en elle une certaine connotation en termes d'autonomisation des acteurs qui coopèrent sur le même pied d'égalité et cherchent à résoudre les problèmes d'intérêt commun. Dans le lien décolonial il y'a absence de dépendance. La dépendance est le propre de la relation coloniale du siècle dernier. Cette dépendance au sens de la solidarité internationale est aussi dépendance vis-à-vis de la décision, vis-à-vis du financement. En gros qui a le dernier mot du financement ? Alors, que la décision des financements est prise en Belgique et que les financements viennent toujours du même pays pour les partenaires burkinabè est un contre sens, surtout une évidence de l'urgence de parachever le processus de décolonisation. C'est la raison pour laquelle, conscient des besoins réels des populations burkinabè et vue l'urgence de l'action, nous ne recommandons pas l'arrêt immédiat des financements, ce qui serait dommageable pour tous, tout au moins suggérons-nous à court terme l'orientation vers un financement régressif ou alternatif, et à moyen terme un autofinancement par le recours aux institutions burkinabè et enfin à long terme à la capacitation définitive des partenaires locaux, des groupements et des

⁸ « En biologie on vous apprend le Pin et le Sapin, dans un pays comme le Burkina Faso »

⁹ 'Locale' est utilisé ici dans le sens des acteurs du pays abritant cette étude, à savoir le Burkina



associations dans les problématiques de gestion autonome de leurs affaires. C'est en ce sens que le projet décolonial est libérateur, que ce soit pour les Belges ou pour les Burkinabè.

2. Décolonisation des instances de décision : Au plan organique l'impératif est celui de la décolonisation des instances de décision et de la structure même des ACNG. On devra tendre vers la composition hétéroclite des conseils d'administration, la diversité raciale dans les instances de direction, et l'instauration de la délibération et du consensus dans les autres instances de décision des ACNG où ce mouvement de réforme tarde à prendre corps. L'étude de la sociologie de la décision ayant montré une participation résiduelle des acteurs burkinabè puisqu'en dernière analyse la décision est toujours prise en Belgique selon les conditionnalités de la DGD. Il faut le reconnaître, sur cette question certaines ACNG sont plus avancées que d'autres dans la rationalisation des instances de décision. Le présent rapport sur l'étude décoloniale tout en se félicitant de cette transformation significative, synonyme de la démocratisation des structures de décision, invite les ACNG qui traînent le pas à faire pareil. C'est-à-dire à intégrer la diversité dans les structures de décision que ce soit pour les directions ou pour les conseils d'administration, respectives. Le principe étant que les gens aient leur mot à dire, et cela est très important, pour les décisions qui les concernent. C'est une exigence de la bonne gouvernance ou de la gouvernance démocratique des sociétés humaines tout simplement.
3. Décolonisation des procédures : Au plan processuel il devient urgent de tendre vers la simplification des procédures, la relecture en profondeur du cadre logique, la suppression des clauses léonines, la définition des programmes en synergie et la mise en place des mécanismes d'implémentation de contrôle, d'évaluation et de suivi concertés. Et au besoin avec la participation des tierces personnes à l'évaluation. En clair, les procédures doivent non seulement être clairement définies (cela tarde à se généraliser malgré la déclaration de Paris en 2005), mais mieux encore elles doivent être arrêtées de commun accord ou d'accord-parties, entre les parties à la coopération. Le privilège du bailleur de fonds, qui fait et défait la procédure, qui fait la pluie et le beau temps et dicte la procédure unilatéralement, devra disparaître, là où il subsistait encore, avec le projet décolonial. Cette pratique est contraire à l'idée même de coopération au sens étymologique. La survivance de ces pratiques légitime ceux qui pensent encore aujourd'hui que la coopération dans sa version actuelle n'est qu'une contractualisation du rapport colonial avec le chargé d'affaires « indigène ».
4. Promotion de la nationalisation des postes dans les bureaux pays : il s'agit d'un acquis de la coopération des ACNG belges tel que recommandé par la DGD. Mais ceci peut avoir pour conséquence logique de priver les acteurs belges de l'expérience du terrain africain. Il faut donc mettre en œuvre d'autres mécanismes d'expatriation pour résoudre ce problème et permettre aux acteurs de travailler ensemble et d'échanger les expériences ou de gagner en expertise.
5. Elaborer un guide et un programme pour la décolonisation des écoles en Belgique et au Burkina Faso.

Les acteurs à la coopération internationale devraient se préoccuper de l'éducation des masses et donc des futurs coopérants. Il est donc indiqué de mettre sur pied des guides de formation décoloniale destinée à la formation pour leurs pays respectifs. Le guide décolonial est un outil didactique, pédagogique et prospectif.

6. Le changement de la terminologie au centre de l'action des ACNG et ONG en général.

C'est un pan important du projet décolonial que de changer le regard et la terminologie de l'action vers l'Afrique. Du moins ce vocabulaire doit se dépêtrer d'un langage outrancier ou outrageant. On est parti de « sauver l'Afrique » à un autre temps : celui de faire de l'Afrique un partenaire qu'on traite avec dignité et respect. Et c'est ensemble que les acteurs le feront.



7. Elargir l'assiette du débat décolonial au Burkina Faso : Impliquer dans le débat dé colonial tous les segments de la société. Ainsi par exemple on pourrait voir comment intégrer dans cette nouvelle démarche tout ce qui est réseaux sociaux, radios locales ou communautaires pour toucher les masses et les paysans.
8. Conjurer l'impact sécuritaire par des programmes spécifiques à destination des populations déplacées. Cela semble être jusqu'aujourd'hui l'impensé du projet décolonial. Ce programme pourrait aussi prévoir des études sur les causes de la conflictualité au Sahel et mieux informer ou éclairer les gouvernements.
9. Intensifier les ateliers ou les programmes de formations en direction des communautés ou des acteurs du monde rural. Les descentes sur le terrain ont laissé apparaître un besoin réel de formation. Ce besoin semble même supérieur au besoin de financement des activités de productions pour les communautés.
10. Vulgarisation et diffusion de l'étude sur le décolonial : publication de l'Etude sous forme de livre avec une traduction en anglais, et dans les langues africaines.
11. Enfin il convient de mettre sur pied un programme d'implémentation des recommandations de la présente étude

Les recommandations adressées aux partenaires locaux

12. Les organisations doivent d'abord affirmer leur souveraineté. Chacun doit savoir ce qu'il veut et travailler à se doter des moyens d'action et de subsistance.
13. Travailler pour l'autonomie financière à travers les financements alternatifs et le financement endogène (mobilisation du secteur bancaire, des acteurs) et l'autofinancement (élargissement de l'assiette des projets). L'autonomie des partenaires est donc une donnée capitale du projet décolonial, et la diversification des ressources et des financements est le moyen privilégié dans ce sens.
14. Implication des autorités traditionnelles dans la mobilisation de la collectivité villageoise dans son ensemble, dans les stratégies de communication et d'implémentation des actions de la solidarité internationale
15. Privilégier les ateliers de formation et les séminaires de renforcement des capacités
16. Renforcer l'autonomisation et l'épanouissement des femmes, des jeunes, et des personnes vulnérables
17. Définir de façon claire les besoins des partenaires locaux en termes de formation et d'accompagnement financier.

Les recommandations adressées aux acteurs étatiques

18. Créer au sein des gouvernements une majorité politique soutenant l'implémentation du décolonial dans les relations internationales de l'acteur étatique.
19. Décoloniser les instruments de socialisation : écoles, universités, lieux de culte, média. Ces instruments jouent un rôle important pour l'éducation des masses. Leur décolonisation permettrait de démocratiser le concept de décolonisation et de toucher les masses.



20. Ouvrir le débat sur le colonialisme global : Il est urgent d'engager, dès à présent aussi, à toutes les strates de la société, au Burkina Faso et en Belgique, un débat sérieux et systémique sur la colonialité des rapports Nord-Sud (la prédation), employeur-employé, élite africaine-population...
21. La décolonisation de l'ensemble de coopération internationale devrait aussi suivre :
Au plan socioéconomique : la fin de la tutelle monétaire, la décolonisation des institutions financières, FMI, Banque Mondiale, franc CFA, etc. Pour un ordre économique plus juste et efficace ; la décolonisation de l'économie mondiale et son système de rente, ou son système de prédation ou d'exploitation des ressources de l'Afrique sans contrepartie.
Au plan sociopolitique la décolonisation des super structures de domination, du système des Nations Unies, et sur le plan de la politique interne, l'endogénéisation des dynamiques institutionnelles : institutions politiques à l'instar des États et des communes, décolonisation et endogénéisation des dynamiques normatives et des pratiques ;
22. Restituer les objets de pouvoir, de culte et d'art africain :
Cela participe de la réarticulation de la mémoire collective et la lutte contre l'amnésie. Le partenaire africain devrait retrouver la mémoire active au lieu de vivre avec une mémoire effacée par la colonisation et les théories esclavagistes nées du système de la plantation.
23. Articuler le débat des crimes de colonisation et de l'esclavage et articuler le processus d'indemnisation des victimes. Il est impossible d'écrire l'histoire de l'humanité en gommant les lignes, en effaçant les pages de notre passé récent qui posent problème à notre conscience collective aujourd'hui ; au risque d'avoir les trous de mémoire. La coopération internationale si elle veut vraiment se réformer devrait avoir le courage d'aborder la question des crimes du passé. Pourquoi, parce que ces faits historiques ont laissé au sud une population marquée par une conscience collective douloureuse.
24. Créer des cellules de veille éthique au sein des administrations, des ACNG, pour réduire les cas d'abus Exemple : Détournement des fonds de soutien à des fins de commodités des coopérants. Ces cellules de veille éthique devraient fonctionner en collaboration directe avec les cibles et les partenaires avec un principe de témoignage sous anonymat et une méthode quantitative et qualitative d'analyse des témoignages.
25. Favoriser les projets de développement mutuellement profitables. Ex. : agro-industries, industries - culturelles en vue de l'exportation sur les marchés du Nord. Le partenariat équitable préserverait ainsi davantage la dignité de chaque partie.

Les stratégies d'implémentation des recommandations

Il est urgent de renforcer et d'harmoniser les calendriers du projet décolonial définissant les priorités à court, moyen et long terme. C'est la condition pour donner de la visibilité à ce projet et rendre lisibles les actions et les synergies d'ensemble.

Il faudrait mettre sur pied à bref délai un cadre de concertation impliquant les différents acteurs institutionnels, les ACNG en collaboration étroite avec les administrations, les ONG locales, les autorités traditionnelles, la société civile et les communautés.

Un comité d'évaluation des programmes de décolonisation des Etats, et des ACNG devrait aussi voir le jour. Cette évaluation se fera une fois par an, par un organisme indépendant, dans les sièges et les représentations pays, et les partenaires locaux. Les travaux de ce comité dit d'évaluation donneront lieu à la production d'un rapport annuel, dont les modalités restent à définir.



Impliquer par le biais d'un colloque international réunissant la Belgique et l'Union Européenne, et les États du Sahel, les gouvernements et les administrations publiques et privées, tous les acteurs du projet décolonial pour une réflexion prospective en vue de s'approprier le décolonial. La décolonisation pourrait alors être inscrite sur l'agenda international et devenir une réalité en termes de définition des politiques publiques.

Mettre en place un comité *vérité - réconciliation* pour épurer les rapports historiques entre l'Afrique et l'Europe et au besoin établir les responsabilités.

Classifier par ordre d'impact et de complexité les principaux problèmes liés à la mentalité coloniale autant dans les rapports Nord – Sud que dans les rapports Sud – Sud ; puis établir des programmes à court moyen et long terme pour les résorber avec un système de partage des expériences entre acteurs de la solidarité (les plus avancées pourraient ainsi partager leurs expériences avec les autres ou comparer leurs résultats respectifs).

Renforcer l'implication des médias dans le programme du décolonial.

Créer des espaces inclusifs de sensibilisation entre les différents maillons de la chaîne, les spécialistes de la communication, mais aussi les cibles. Recueillir leurs avis sur l'image qu'on projette d'elles et dans l'autre sens, établir un système de veille éthique qui permettra d'identifier les « mauvais élèves » dans les deux sens.



RAPPORT DE L'ÉTUDE

« ÉTUDE POUR UNE IMPLÉMENTATION DU DECOLONIAL DANS LE SECTEUR DE LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE, BURKINA FASO »

Introduction

L'étude pour une implémentation du décolonial dans le secteur de la solidarité internationale à l'exemple du Burkina Faso que nous soumettons à l'appréciation de Broederlijk Delen et de ses neuf autres partenaires nous a conduit à porter un regard au-delà des questions de recherche posées par la coopération entre des ACNG belges et leurs partenaires du Burkina Faso. Il s'avère que ces questions fondamentales se posent dans toutes les relations entre l'ancienne Europe colonisatrice et l'Afrique soumise, que ce soit pendant la colonisation directe, après les indépendances ou dans tout le système qualifié de néocolonial, et de façon plus générale, dans les relations entre les pays du Nord et du Sud.

L'approche des ACNG belges et ONG burkinabè dévoile plutôt la position d'avant-garde de ces partenaires du nord et du sud qui veulent mettre sur pied une plateforme de solidarité internationale, de relations égalitaires et de coopération internationale exempte de racisme. Cette coopération entre les ACNG belges et ONG burkinabè se dévoile être un cas d'école des relations entre l'Europe et l'Afrique, ou entre le nord et le sud en général.

La ligne directrice de l'étude est fixée sans ambiguïté par ces ACNG et ONG (Broederlijk Delen a beaucoup impliqué ses partenaires dans l'élaboration des TDR) :

« L'objectif général de cette étude est d'élaborer un cadre d'analyse qui nous permet d'examiner minutieusement, en tant qu'acteurs de la solidarité les structures, les stratégies et les modes de pensée existants/dominants dans le secteur du développement afin de pouvoir par la suite les ajuster étape par étape pour arriver à une réalité plus équitable. Il s'agira lors de cet exercice d'identifier, de reconnaître les inégalités existantes et les relations de pouvoir inégales afin de pouvoir les traiter durablement, sur base de recommandations concrètes appliquées à la solidarité internationale et au niveau de la recherche académique. »

Les goulots d'étranglement

Il s'agit surtout de comprendre pourquoi, malgré la volonté affichée des partenaires, des goulots d'étranglement empêchent la réalisation au quotidien de relations égalitaires



exemptes de racisme, et mettent en entrave l'application d'une véritable solidarité internationale.

Pour bien comprendre les blocages personnels et institutionnels, l'étude ne pouvait pas se concentrer uniquement sur la période actuelle de cette coopération, il a fallu faire appel à l'histoire des relations entre l'Europe et l'Afrique, entre les Européens et Occidentaux et les Africains, mais aussi au développement personnel des acteurs et des institutions des deux côtés, surtout après les indépendances africaines. Mais il a aussi fallu poser la question, pourquoi est née la coopération internationale après 1960, pourquoi au sein de cette coopération, se sont établis des ONG¹⁰ et acteurs institutionnels au Nord pour opérer au Sud.

Nous nous sommes posés la question sur l'acteur belge et burkinabè opérant dans une ACNG ou ONG au Burkina, sa formation multifacette depuis l'enfance par l'école, l'église, la mosquée, les médias, la recherche personnelle, la culture, bref, sur tout ce qui a pu forger la personnalité de lui ou elle devenus acteur de coopération, belge ou burkinabè.

Pour les ACNG belges, nous avons procédé par vidéoconférences depuis Ouagadougou et avons eu le privilège d'échanger avec 10 sièges d'organisations belges. Sur le terrain à Ouagadougou, nous avons communiqué avec 8 bureaux pays, 9 partenaires et 6 communautés locales¹¹ burkinabè. Les partenaires burkinabè ont été interrogés au sein de leurs structures au Burkina Faso. Nous avons pu comptabiliser un total de 200 heures d'enregistrements.

L'école coloniale en Afrique et en métropole : les résultats du formatage

Qu'est-ce que l'acteur actuel de la coopération, côté Belgique et Burkina Faso a hérité des structures qui ont formaté sa personnalité ? *L'Afrique existe depuis que le colonisateur européen et blanc y a mis les pieds. Avant, il n'y avait rien sur ce continent, la sauvagerie y régnait, et le colonisateur a conduit l'Africain¹² peu à peu à la civilisation et à la modernité. L'Européen lui, a tout inventé, bâti de grands royaumes, développé une grande civilisation moderne, mis sur pied une culture universelle. Il règne sur le monde à travers tous les continents et s'est donné pour mission de sortir les autres peuples de la barbarie, de l'ignorance et de la faim.*

¹⁰ Ici, cela s'entend dans le sens large

¹¹ Locales ici pour désigner les ONG ou communautés dans le pays abritant cette étude. Il n'est pas utilisé de manière péjorative ici.

¹² En parlant d'"Africain" ou d'"Européen", nous parlons bien des deux sexes femmes comme homme



C'est ainsi que les Belges ont été formatés pour ce qui est de l'Afrique et du monde, mais curieusement, c'est aussi ce que les Burkinabè de la même génération ont aussi hérité comme préjugés sur l'Afrique et le monde. Les royaumes africains avant la colonisation, les performances scientifiques, architecturales, artistiques des Africains depuis la nuit des temps n'ont tout simplement pas existé. Tous grandissent donc dans la suprématie évidente, naturelle de l'Européen et de l'Homme¹³ blanc, le Noir assume son infériorité comme voulue par le Dieu suprême, il doit être aidé par le Blanc pour améliorer sa condition humaine et vivre plus décentement. Ce n'est que plus tard, en grandissant, que certains acteurs de l'actuelle coopération, en lisant des livres appropriés, en cherchant des reportages ciblés dans les médias, en suivant certains cours à l'université, qu'ils découvrent la dimension multiple et profonde d'une Afrique millénaire qui a su s'assumer au fil des temps. Les acteurs burkinabè de la coopération qui sont encore tout jeunes témoignent qu'eux, ils ont pu découvrir certains royaumes africains à l'école, sans pour autant que cela remette en cause l'image de suprématie de l'Occident sur l'Afrique. Les auteurs des livres scolaires, des livres religieux, de la littérature générale dans les colonies et à la métropole étaient issus de la métropole coloniale et véhiculaient la même image dégradée de l'Africain et celle de l'Européen triomphant. Les dirigeants africains au pouvoir dans leurs pays sont aussi des élèves issus de ces écoles coloniales et reproduisent le modèle de l'Africain qui attend de l'aide de l'Occident pour sortir de la pauvreté et de l'inculturation.¹⁴ Voici ce que le professeur d'Université Alphonse GAGLOZUN du Bénin écrit :

*« Si je pouvais savoir que l'école de chez moi, qui suis Africain, me rendrait autant « Français » et étranger chez moi, et que je pouvais faire moi-même le choix, peut-être que je n'y serais jamais allé ».*¹⁵

Et une fois qu'il arrive à un certain niveau de cette école, l'Africain rêve seulement de fuir son pays, son continent, pour partir rejoindre la métropole occidentale, souvent ancienne puissance colonisatrice, et vivre au centre de la modernité.

¹³ 'Homme' pour désigner femme et homme

¹⁴ Pour ce débat, consulter : KUM'A NDUMBE III, *Quand les Anciens parlent*, « Dès qu'on parlait de l'école, on fuyait seulement ! », Ed. AfricAvenir, Douala/Vienne 2019 ; *L'Afrique s'annonce au rendez-vous, la tête haute !* Ed. AfricAvenir, 2012 ; *Tu ne diras plus que tu ne savais pas ! Leçons africaines pour la marche d'une nouvelle humanité*, Ed. AfricAvenir, 2021

¹⁵ Alphonse GAGLOZOUN, *Pendules à zéro – l'audace de l'invention d'une école endogène africaine*, Ed. AfricAvenir, Douala/Vienne, 2021



Le formatage de l'Européen, mais aussi de l'Africain colonisé a fait intégrer l'esclavage, la colonisation ou la néo-colonisation comme des étapes incontournables pour accéder à la lumière de la civilisation, à la capacité de s'ouvrir à la modernité. L'école parle à peine de l'esclavage, et lorsqu'il s'agit de la période coloniale, elle est plus présentée comme une chance pour les pays africains sortant de la barbarie, aidés par le maître colonial pour accéder enfin à la civilisation. Grâce à ce formatage, tout ceci dort de manière inconsciente chez l'acteur actuel de la coopération, aussi bien du côté belge ou occidental que du côté africain.

Mosquée, église et subconscient spirituel de l'Africain colonisé

L'évolution des questions religieuses et spirituelles a créé un déséquilibre et dilemme profond chez l'Homme¹⁶ noir. Avec la domination arabe de l'Afrique du Nord dès l'an 654, les conquêtes des pays au sud du Sahara et puis l'esclavage transsaharien, l'islam importé hors d'Afrique a éradiqué sur son passage religions et spiritualités proprement africaines. Un phénomène analogue se produira avec la domination coloniale de l'Occident où l'armée et l'administration coloniales seront accompagnées par l'église, les chercheurs souvent géographes, ethnologues, anthropologues, commerçants, investisseurs, etc.¹⁷ Le christianisme à résonance européen sera donc importé à partir du 19e siècle sur l'ensemble du continent africain. Il ne tolérera pas la cohabitation avec les religions africaines trouvées sur place, il s'agira au contraire de les diaboliser, de les combattre, de les éradiquer, pour avoir des Africains christianisés à l'Européenne selon les obédiences de la puissance coloniale. Dorénavant, le salut sur le continent africain viendra d'ailleurs, en dehors du continent, de l'Arabie Saoudite, de Rome ou de tout centre religieux hors d'Afrique, mais dominateur sur le continent. Dorénavant, Dieu se vêtira de la couleur de peau blanche, le diable sera de couleur noire. Cette image sera intégrée dans le subconscient de tout un chacun, en Afrique comme en Europe. Même au 21e siècle, plusieurs églises en Afrique, surtout catholiques, peindront sur les murs Jésus, des apôtres et des saints blancs pour des communautés africaines entièrement noires. L'école, la religion, l'administration, les médias formateront plusieurs générations d'Africains

¹⁶ En écrivant 'Hommes', nous parlons bien de femmes et d'hommes africains.

¹⁷ Pour approfondissement, voir Idrissou ALIOUM, Nadine Carole NGON, Dir de publication, *Esclavage et traites négrières en Afrique centrale : mémoires et héritages – Une perspective pluridisciplinaire*, Ed. AfricAvenir, Douala/Vienne 2018 ; Macaire MANIMBA MANE, *L'Eglise catholique et la traite négrière transatlantique – Mémoire et responsabilités*, Ed. Baobab, Kinshasa, 2009



et d'Européens dans l'esprit de la supériorité et de la sainteté blanches, comme un phénomène naturel, voulu par le Dieu créateur.¹⁸

Indépendance, coopération internationale et apparition des ONG sur le sol africain

Quand les indépendances des années 60 et 70 furent proclamées, un nouveau paradigme vit le jour : la coopération internationale. L'ancien colonisateur ne voulant pas lâcher du lest, proposa des accords de coopération au jeune État pour maintenir sa présence, sa suprématie, ses directives militaires, politiques, économiques et culturelles dans l'ex-colonie. Ces accords furent secrets pendant des décennies dans la plupart des pays surtout francophones. Le chef de l'État qui ne voulait pas s'harmoniser à ces accords ou qui tentait de ne pas les respecter était éjecté par un coup d'État ou tout simplement assassiné. C'est pour ces raisons que les autorités belges assassinèrent Patrice Emery Lumumba au Congo en 1961¹⁹ avec la bénédiction de l'Occident, et que les autorités françaises tuèrent Thomas Sankara au Burkina Faso en 1987²⁰ dans la satisfaction toujours de cet Occident. « *Ne l'oublions pas, de 1963 à 2011, 22 chefs d'États africains au pouvoir ont été assassinés parce qu'ils ne plaisaient pas ou plus aux Maîtres régnant hors du continent* ». ²¹

Les accords de coopération étaient d'abord conçus comme des accords entre États, la société civile et les populations n'étaient pas incluses. Or l'ancien colonisateur avait la mainmise sur plusieurs écoles, sur diverses églises, sur des sociétés parfois secrètes, et il fallait que ceux-ci continuent à perpétuer la présence, voir la domination de l'ex-colonisateur sur le terrain, loin des manœuvres étatiques. C'est ainsi que dans la suite des années soixante apparut le phénomène des ONG au nord de l'hémisphère, financées par les gouvernements ou les institutions du Nord, avec le crédo qu'elles sont créées pour venir en aide aux populations civiles d'un pays donné, africain ou de ce qu'on appelait le 'Tiers-Monde'. Il faut

¹⁸ Voir ces 2 livres du professeur Fabien KANGE EWANE, *L'Eglise d'Afrique aux conciles de Vatican I et II – Etude sociologique*, Thèse de doctorat d'Université, Mention droit canonique, Strasbourg, 1969 ; *Geste Colonisatrice et Mystique Esotérique Judéo-chrétienne en Afrique – La problématique essentielle de la Décolonisation*, Ed. AfricAvenir, 2016 ; Jean-Paul MESSINA, Engelbert MVENG, *La plume et le pinceau – Un message pour l'Afrique du IIIe millénaire 1930-1995*, Presses de l'UCAC, Yaoundé, 2003

¹⁹ Ludo de WHITTE, *L'assassinat de Lumumba*, Ed Khartala, Paris, 2000

²⁰ Ndongo Samba SILLA, Dir. de publication, *Redécouvrir Sankara, Martyr de la liberté*, Editions AfricAvenir, Douala/Vienne/Berlin, 2012

²¹ Voir la liste de ces chefs d'Etats assassinés in : KUM'A NDUMBE III, *Tu ne diras plus que tu ne savais pas !* p. 164, voir aussi : Patrick MBEKO, *Objectif Khadafi – 42 ans de guerres secrètes contre le Guide de la Jamahiriya arabe lybienne (1969-2011)*, Ed. Libre Pensée, Québec, 2016



bien noter que ces ONG n'ont pas été créées au Sud ou en Afrique pour s'occuper de plus près de leurs populations civiles, mais bien au Nord, surtout en Europe, pour maintenir la présence de l'ex-colonisateur ou de ses partenaires européens et américains sur le terrain africain. Voyant qu'il est difficile d'atteindre la population africaine uniquement par les agents pour la plupart blancs venus du nord, ces ONG du nord suscitérent la création d'ONG sur place en Afrique pour servir de relais de transmission et atteindre leurs objectifs spécifiques sur place. Les pays comme les États-Unis ou la Russie qui n'avaient pas eu de colonies en Afrique se rendirent compte du vide créé par le départ ne serait-ce que théorique de l'ex-colonisateur et entrèrent dans la danse de la coopération internationale, avec aussi leurs propres instruments étatiques et ONG.

Mais aussi bien les États africains que leurs populations se rendirent compte au fil des ans d'une chose : le développement tant chanté par les institutions de la coopération internationale et leurs ONG se faisait attendre. Les pays africains continuèrent à vivre dans la galère de la pauvreté, de la dépendance et de l'exploitation excessive par les structures des pays du Nord. Les citoyens de bonne volonté des pays du Nord eux aussi commencèrent à décrier le système établi par les relations internationales comme injuste, exploiteur et inhumain. De grands débats furent déclenchés dans les institutions et ONG des pays du Nord, d'autres citoyens organisèrent des marches de protestation dans la rue pour attirer l'opinion publique et les responsables politiques sur les méfaits structurels d'une coopération internationale qui ne faisait que maintenir les pays du sud dans le besoin et la pauvreté. Certains acteurs de la coopération du nord se sentirent de plus en plus mal à l'aise et entreprirent des démarches externes et internes à leurs structures pour amorcer une véritable politique de solidarité internationale capable de promouvoir le développement des pays partenaires en Afrique ou ailleurs dans ce qu'on appelait le Tiers-Monde. C'est le cas du groupe Broederlijk Delen et leurs autres neuf partenaires qui cherchent des pratiques pouvant aboutir à une égalité de partenaires nord-sud, au bannissement des complexes de supériorité et d'infériorité, à l'abolition du racisme et à la réalisation d'un développement visible au sud.

Ce développement poussa les partenaires africains, tout en continuant à coopérer avec les acteurs de la solidarité (jusqu'à un passé récent on utilisait le terme de coopération) du nord, à chercher leur propre voie, à s'autodéfinir, à chercher leurs propres moyens de survie, de technicité, d'appropriation de know-how, d'émancipation financière. Comment sortir de la



pauvreté, du mal-développement, en s'appuyant avant tout sur les propres moyens de la communauté, même et surtout au sein d'un village africain ou du Burkina Faso ? Voilà les tendances actuelles rencontrées sur le terrain.

Alors, compte tenu de l'analyse générale argumentée dans cette introduction, comment pourront ces ACNG belges parvenir à leurs objectifs d'antiracisme, de relations équilibrées et de solidarité internationale ? Comment pourront leurs partenaires burkinabè atteindre les objectifs d'auto-conception, d'auto-suffisance, d'auto-financement dans le cadre du partenariat avec les ACNG belges ou en dehors ?

Il faudra bien interroger la structuration des domaines à aborder dans cette relation nord-sud, mais aussi celle de la prise de décision. Qui définit les domaines sur lesquels on va travailler ensemble ? Et s'il y a débat et concertation, qui prend la dernière décision ? Qui est censé décider du financement et débloquer les fonds, et qui est censé attendre ce financement pour travailler sur le terrain et prétendre contribuer au développement de son pays africain ?

Le décolonial court-il aussi le risque de devenir une nouvelle mode d'argumenter pour gagner les sympathies du Sud et mieux perpétuer une domination subtile ? La décolonisation nous a emmené à la néo-colonisation, l'aide au développement a enfoncé les pays africains dans le sous-développement ou le mal-développement²², l'ajustement structurel a abouti à un appauvrissement majeur des pays du sud qui ont livré leurs infrastructures au capitalisme mondial, et à chaque fois, la communication pour convaincre les citoyens du nord et du sud a été bien adaptée, les images fortes, souvent humiliantes pour les hommes et femmes d'Afrique ont soutenu des campagnes de collectes de fonds au nord, surtout par des ONG qui cherchaient à toucher les cœurs des citoyens et décideurs d'institutions du nord.²³ Voilà quelques-uns des pièges qui guettent le décolonial.

Nous allons nous baser sur la recherche fondamentale pluridisciplinaire de l'histoire des relations entre l'Afrique et l'Europe, sur l'évolution de la coopération internationale entre

²² Dambisa Moyo, *l'Aide Fatale* (2015)

²³ Kum'a Ndumbe III (directeur, 1986), *L'Afrique et l'Allemagne – De la colonisation à la coopération, le cas du Cameroun/Africa and Germany – From Colonisation to Cooperation, The Case of Cameroon 1884-1986*; Voir aussi la thèse de habilitation en sciences politiques, Kum'a Ndumbe III, (1992) *Was will Bonn in Afrika ? Zur Afrikapolitik der Bundesrepublik Deutschland*, Centaurus Verlagsgesellschaft



le nord et le sud, et sur la recherche sur le terrain avec les interviews menées avec les ACNG belges et l'échange avec leurs partenaires sur place au Burkina Faso.

A la fin de cette étude, nous allons aligner quelques recommandations pour les acteurs de la solidarité internationale, tout en réitérant que la coopération internationale est d'abord structurée dans le cadre des politiques gouvernementales, principaux bailleurs de fonds qui tracent le cadre et les limites de l'action avec les partenaires africains ou du sud en général. Pour comprendre le choix et les limites de ces recommandations, tout acteur qui veut progresser vers le décolonial est invité à saisir l'analyse globale de cette étude pour voir comment, dans des cas concrets, promouvoir la solidarité internationale dans les politiques locales et internationales. Se contenter des recommandations seulement sans tenir compte de l'analyse risquerait de mener à des résultats fallacieux.



IERE PARTIE : DÉFINITION DES CONCEPTS

➤ **Le concept décolonial :**

Le dictionnaire Larousse (Petit Larousse 1968) enseigne que la colonisation est l'action de rendre un pays ou un territoire dépendant d'une métropole. Le professeur KANGUE EWANE²⁴ abondant dans ce sens ajoute que cette dépendance à l'exploitation s'accompagne du fait de priver péremptoirement ce territoire de tout droit de regard sur l'ensemble de ses intérêts sociopolitiques, socioéconomiques et socioculturels ; au profit de la seule métropole. Jean WEYDERT abondant dans ce sens affirme de la colonisation qu'elle peut être comprise dans une pluralité de sens. Pour le cas de l'Afrique noire, l'auteur met un accent particulier sur l'analyse de la colonisation blanche, impliquant la domination d'une nation blanche, de civilisation occidentale, sur un peuple de race ou de civilisation différente²⁵. L'auteur va plus loin dans son propos en martelant, au soir de son raisonnement, *que cette dépendance est encore observable aujourd'hui dans le monde du 20^e au 21^e*. Toute proportion gardée, c'est cette actualité qui rend pertinent le thème sur la décolonisation comme objet du présent projet d'étude.

Le projet décolonial pour sa part identifie la manière dont la colonialité globale, la néo-colonisation y comprise, structure les rapports entre le Nord et le Sud global. Bien plus, ce concept novateur, parce que porteur d'un nouveau sens, celui de la justice et de l'équilibre, propose l'alternative de la restructuration en termes d'égalisation, avec en exergue la prédominance du privatif « dé ». Dans son principe même, la décolonisation vise à égaliser tout ce qui est resté inégal ; à rééquilibrer tout ce qui est déséquilibré, à niveler ce qui est demeuré sanieux ; afin de pouvoir redéfinir les rapports des hommes, des structures, des institutions, des États sur la base du multiculturalisme et du respect de l'indépendance des peuples, de la souveraineté des nations, et de la dignité humaine. Il participe aussi à la restauration de l'égalité des peuples, des cultures, des pratiques en réinvestissant l'humain dans sa dignité et son inviolabilité. Par exemple si le projet colonial occidental a été et reste de faire de l'Afrique selon l'expression empruntée à Anton ZISCHKA, le « *complément tropical*

²⁴ Fabien KANGUE EWANE, *Geste colonisatrice et mystique ésotérique judéo-chrétienne en Afrique, la problématique essentielle de la décolonisation*, Editions AfricAvenir, Douala 2016.

²⁵ Jean WEYDERT, in : *A propos de la colonisation*, in Revue de l'action populaire n°92, novembre 1955, pp. 1031-1041.



de l'Europe »²⁶, le projet décolonial ne saurait faire l'économie de restaurer l'Afrique dans sa souveraineté, son indépendance et son autodétermination pour une coopération égalitaire et librement consentie. Le concept décolonial qui rend ainsi intelligible le renoncement à l'esprit colonial peut s'appréhender tantôt comme catégorie analytique, tantôt comme catégorie intellectuelle, tantôt comme catégorie pratique. Et c'est en cela qu'il est porteur de sens, de signification et surtout d'intérêt dans le cadre de la présente étude.

Au plan analytique la décolonisation postule l'absence de colonialisme et du néocolonialisme (ou nouvelle colonisation). D'où l'importance et la résonance même du privatif « dé » comme pour dire qu'il y'a renoncement au projet colonial, qui est un projet de domination globale et d'abâtardissement des consciences. La finalité est d'établir loin du fantochisme habituel des rapports plus équitables, plus égalitaires et mieux apaisés. On part donc du principe que de par leur diversité, et nonobstant le présupposé civilisateur et le dogmatisme froid, toutes les cultures se valent, et se complètent hors du concept de la colonialité et de sa prétendue mission civilisatrice. Vu sous cet angle, il y'a, non pas universalisme comme le prétend le projet colonial occidental²⁷, mais pluralisme ou pluriversalisme, résultat de la pluralité des cultures, des identités et de la différence des visions de monde.

En tant que catégorie intellectuelle, la décolonisation induit pour l'Africain comme pour l'Européen, au moins trois aspects :

- La restauration de la dignité et la liberté d'action et de décision,
- La restauration de la prospérité ou le bien être défini par les Africains ou avec leur consentement, et enfin,

²⁶Anton ZISCHKA, *Afrika, Europas Gemeinschaftsaufgabe Nr.1* (L'Afrique tâche commune Nr1 de l'Europe) ; (*Afrique, complément de l'Europe* - trad. de l'allemand par Christine Croizard), Paris, R. Laffont, 1952, 288 p. ; voir aussi du même auteur autrichien pendant la période nazie : *La Guerre secrète pour le coton*, Paris, Payot, coll. « Collection d'études, de documents et de témoignages pour servir à l'histoire de notre temps », 1934, 212 p ; et *La Guerre secrète pour le pétrole* (préf. Francis Delaisi), Paris, Payot, coll. « Collection d'études, de documents et de témoignages pour servir à l'histoire de notre temps », 1934, 286 p.

²⁷ Cet universalisme est fondé sur « l'exception culturelle de l'Europe », fondement de la mission civilisatrice. En effet l'occident pense que tout ce qu'il s'applique à lui est universel et devrait être accepté comme tel par le reste du monde : son économie de type capitaliste, sa politique fondée sur le modèle démocratique, sa religion chrétienne etc...



- La restauration de la respectabilité que suppose la réciprocité, prise comme condition inhérente à la coopération et de nature à assurer la sécurité globale de toutes et tous en facilitant l'atteinte des objectifs escomptés.

Dans ce sens la solidarité internationale ne saurait se faire dans un sens unique de l'Europe vers l'Afrique, comme c'est le cas actuellement, ou partant du Nord pour le Sud et donc obéissant au seul modèle de la mission civilisatrice fondée sur « l'exception culturelle » et le modèle hégémonique de l'occident.

La décolonisation intellectuelle implique pour ainsi dire le renouvellement intellectuel, le renouvellement de la pensée²⁸. Elle suppose que les partenaires de l'Afrique, dans la coopération internationale, renoncent à la pensée dominante des 19^e et 20^e siècles et acceptent les Africains comme des êtres humains à part entière et les traitent en conséquence de manière égalitaire. Nous vivons actuellement dans un contexte caractéristique de l'éveil des consciences, comme celui de la mouvance du vent de la décolonisation entamée en Afrique de l'ouest, et ayant conduit à la création de l'Alliance des États du Sahel²⁹. Ce pan de la décolonisation rend absolument nécessaire et opérationnel l'aspect éducationnel : l'éducation pédagogique et didactique pour tous, des Européens et des Africains. D'où l'urgence de la refonte des programmes et des curricula.

Cette décolonisation rend intelligible aussi l'appropriation du patrimoine historique et socioculturel africain par le biais des humanités historiques et fondamentales de l'Afrique. Ce projet induit aussi une excellente connaissance de l'histoire et la déconstruction de tout le corpus du présumé civilisateur pour justifier la traite négrière, la colonisation, la néo-colonisation, la prédation des ressources du continent. Il en va de même des nouvelles formes de conquête sur le continent par la manipulation de la fameuse lutte contre le terrorisme, le mercenariat et l'attitude du pompier pyromane. Ce travail du décolonial est le lieu même de l'articulation du devenir de l'Afrique, de la renaissance de l'âme nègre, ou de la renaissance anthropologique de l'Homme³⁰ africain dont la chair fut autrefois marchandise. La décolonisation postule la pluralité des cultures et implique la connaissance de l'éducation

²⁸ Cf Congrès du CERDOTOLA, *Assises pour une nouvelle pensée africaine*, Yaoundé, Cameroun, 25-27 octobre 2022. <https://www.cerdotola.org/wp-content/uploads/2022/05/Note-Conceptuelle-Conference-Internationale-du-CERDOTOLA-2022-FR.pdf>

²⁹ Ici nous énonçons les faits : il n'est pas question pour nous de soutenir ou de condamner l'AES.

³⁰ Il s'agit bien de la femme et de l'homme africain



traditionnelle, de l'histoire africaine précoloniale et millénaire. Elle confère enfin le respect réciproque dû aux partenaires, aux Africains, comme des Hommes « créés à l'image de Dieu », des alter ego. La décolonisation combat l'image décadente de haine de soi, le dénigrement des autres, le racisme, la discrimination, la xénophobie. Enfin la décolonisation en tant que catégorie intellectuelle donne aux États africains et à tous les acteurs une vision d'ensemble de leurs intérêts socioculturels, socioéconomiques, sociopolitiques ; et aux Européens la décolonisation confère la capacité de renoncer aux seuls intérêts de la métropole qui ont structuré les mondes esclavagiste, colonial, et néocolonial avec en prime le triomphe du capitalisme³¹ au détriment des peuples, et de la richesse des nations.

Vu comme catégorie pratique, la décolonisation interroge significativement les procédures, les pratiques, les personnes et les institutions. Cette interrogation vise à niveler les rapports de force pour la transformation des institutions, des hommes et des procédures dans la dynamique de l'inclusion ou de l'absence d'exclusion. Aussi, implique-t-elle et met-elle en discussion la réorganisation du travail de la coopération au sein des conseils d'administration, des directions générales, des représentations-pays, des ACNG ou plus fondamentalement de la philosophie de l'État pris comme administration publique. Dans la mouvance actuelle et pour être digne d'intérêt, ce travail ne peut s'arrêter à la seule relecture de la coopération belge ; il interroge la coopération internationale dans toute sa globalité. Tous les aspects de la vie actuelle de l'arrière monde colonial sont concernés : le travail des États, des administrations publiques et privées, la finance et la gouvernance mondiale, le système des Nations Unies, les organisations régionales, les rapports Nord - Sud, etc. Le travail des acteurs de la solidarité n'est qu'une excroissance des politiques publiques, de la politique générale des États. Toujours au plan pratique la décolonisation a un pan procédural (étapes ou actions pratiques entreprises pour mettre en œuvre la décolonisation) ou délibératif (les discussions, les débats ou les processus de prise de décision impliqués dans ce processus). Ce pan implique le travail en concertation, en synergie dans la courtoisie et la convivialité, deux éléments de la démocratie procédurale qui traduisent notre commune appartenance à l'humanité et au monde de plus en plus globalisé.

Mais pour autant, le concept de décolonisation reste un concept querellé au contenu fuyant. Et le moins qu'on puisse dire est que lorsque que nous parlons de décolonisation nous

³¹ Max WEBER, *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme*, Flammarion, 4^e éditions 2017.



pensons légitimement avec nos partenaires, parler de la même chose. Or, l'atelier de cadrage, tenu ici à Ouagadougou au pays des hommes intègres, en septembre dernier, nous a mis la puce à l'oreille et a démontré qu'on n'avait pas tous en partage cette déclinaison de la décolonisation. Il faut le dire tout de suite, le malaise était réel au point où on utilise ce concept pour désigner des réalités parfois diamétralement opposées. Prenons en exemple cette synonymie établie par les participants à ces travaux préparatoires en lien avec ce concept décolonial. Quand on dit « décolonisation », à quoi pensez-vous, que comprenez-vous ? Chaque participant donnait une autre définition, comme suit :

« Décolonisation » égale : *« autonomie et décision ; inclusion – gagnant - gagnant ; lutte de libération – indépendance véritable ; collaboration gagnant - gagnant – respect de l'autre ; lutte anti-impérialiste et solidarité entre les peuples ; nouvel ordre partenarial – équitable ; égalité – prise de conscience ; nouvelle parade – changer pour continuer ; révolution – rééquilibrage – revalorisation mutuelle ; autonomie des peuples – culturel ; indépendance – destin ; lutte de libération – progrès véritable ; réquisitionner le passé – pour construire le futur ; nouvelle perspective – nouveau départ des relations internationales ; multiculturalisme – autodétermination »*

➤ **Le partenariat international égalitaire**

Les relations entre l'Afrique et l'Europe ne datent pas d'aujourd'hui³². C'est le résultat de la longue maturation historique qui pour la période récente, va de l'esclavage à la coopération internationale (1415-2023). Bien qu'ils s'agissent des États indépendants, certains pensent que la décolonisation africaine n'aura été qu'un accident bruyant, un craquement à la surface, ou le signe d'un futur appelé à se fourvoyer³³. La superstructure coloniale n'a jamais disparu, ce qui a eu pour conséquence de proliférer les systèmes inégalitaires du simple fait que l'Europe « décolonisa » sans s'auto-décoloniser. Suivant cette dynamique historique, le partenariat égalitaire est dans l'idéal un vœu pieux, c'est un horizon de sens dans la pratique des rapports Nord - Sud. Ces rapports sont pour l'essentiel, les rapports de forces dominés par la colonialité globale, la métaphysique de la race, la

³² Wolfgang REINHARD, *Die Unterwerfung der Welt - Globalgeschichte der Europäischen Expansion 1415 - 2015*, Verlag CH BECK oHG, München 2016 (*La soumission du monde, Histoire Mondiale de l'Expansion européenne 1415-2015*, Verlag CH BECK oHG, München 2016).

³³ Achille MBEMBE, *Sortir de la grande nuit, Essai sur l'Afrique décolonisée*, éditions La découverte, 2010.



prépondérance des intérêts économiques malgré l’habillage contemporain par le terme de coopération. Ce sont les relations qui de par leur origine sont contraires au partenariat, à l’idée même de l’égalité, de la justice et même de manière combinée au partenariat égalitaire.

D’après le dictionnaire Petit Robert (1989), le partenaire désigne celui avec qui on est allié, on partage la même cause, la même lutte. Vu sous cet angle, un partenariat véritable entre l’Europe et l’Afrique est l’horizon du projet décolonial. Pour le moment l’Europe reste l’hégémon et l’Afrique sous hégémonie européenne : d’où la nature unilatérale ou le sens unique des financements et de l’exécution des programmes de coopération.

Avant d’être égalitaire, le partenariat a besoin d’être réel, c’est-à-dire d’exister dans les faits. De l’existence même du partenariat, on peut se risquer de dire que la relation de partenariat suppose l’égalité des parties, des co-contractants du partenariat. Or, le plus souvent ce rapport est déséquilibré dès sa naissance ; et c’est le cas des partenariats nés au surlendemain des indépendances politiques nominales en Afrique francophone. Ce déséquilibre, synonyme d’hégémonie, qui persiste aujourd’hui³⁴ sous une forme ou sous une autre, vient de la mutation historique de la colonisation à la coopération. Le but ici pour les nations européennes ayant colonisé l’Afrique était non pas d’égaliser les rapports, mais plus insidieusement de ne pas quitter le continent noir, de conserver ou de sauvegarder leurs privilèges socioculturels, socio-économiques et sociopolitiques en Afrique. Est-ce que ce but a vraiment changé aujourd’hui ? Seule la décolonisation du cadre global des rapports entre l’Europe et l’Afrique peut conduire à un vrai partenariat, dit partenariat égalitaire. Le terme paraît d’ailleurs redondant à notre sens.

Le partenariat est égalitaire si les relations sont réciproques, égalisées ou mutuellement bénéfiques³⁵. C’est-à-dire que le déséquilibre a été conjuré³⁶ au préalable, qu’il

³⁴ Comme l’atteste les auditions au Burkina Faso effectuées en septembre 2023. Voir aussi la définition même du partenariat égalitaire lors des travaux préparatoires à ces interviews, ou le concept de domination ressort à la fois clairement et implicitement.

³⁵ Dans un partenariat égalitaire il est indispensable de déterminer ce que gagne chaque partie. Et c’est la présence ou l’absence de ce gain qui constitue l’élément déterminant à partir duquel on juge la relation partenariale.

³⁶ Mais comment conjurer ce déséquilibre historique (esclavage, colonisation, néo-colonisation, mondialisation, coopération) et construire la paix durable entre les peuples ? Plusieurs pistes dont celle de la réparation et de la restitution à la fois du patrimoine culturel africain et de la vérité historique sont envisageables comme préalable. Pour bâtir un partenariat égalitaire, il faut niveler les dénivellations historiques et actuelles.



y'a eu renoncement à l'esprit de conquête, de domination et de soumission³⁷. Pour être égalitaire le partenariat international doit identifier les éléments de déséquilibre ou de nature à causer le déséquilibre et essayer de les rationaliser pour conjurer les déséquilibres en partant des racines mêmes du problème. Au plan littéral, le partenariat est international à partir du moment où il présente un élément d'extranéité (un élément ou partenaire étranger à la nation ou l'institution qui établit ledit partenariat). Limiter le partenariat international égalitaire aux seuls rapport et travail des ONG et acteurs institutionnels en Afrique c'est un peu comme mettre de la prothèse sur la jambe défectueuse de la communauté européenne dans ses rapports de prédation avec l'Afrique.

Cette conception de la distorsion des relations ressort aussi des travaux préparatoires³⁸ à cette étude, l'atelier de cadrage où les participants ont donné des définitions différentes du terme « partenariat égalitaire », comme suit : « *convention – exigence ; bailleur de fonds – nord ; relations entre pays – coopération ; développement – collaboration ; domination – capitaux ; coopération et égalité ; projet et coopération ; coopération compétition ; humanité – solidarité ; échange – aide ; profit – Gagnant – gagnant ; coopération – Profit ; co-construction-autonomie ; déséquilibre des relations et dilemme dans les concepts ; partage-équité ; équité - respect ; partenariat égal – confiance ; équité – justice ; humanité – ensemble ; amitié-entraide (ce mot...trop galvaudé).* »

➤ **Mouvement international de lutte commune**

La décolonisation est un évènement dont la signification réside dans la volonté active de la communauté, cette volonté qu'on pourrait appeler la volonté de vie. La décolonisation avait pour but la réalisation d'une œuvre partagée : se tenir debout par soi-même et constituer un héritage³⁹. Dans ce sens, le mouvement international de lutte commune est louable en tant que volonté active de faire communauté. De par son ambition même, il a un sens, ou du moins fait sens dans la mesure où il traduit une ambition et définit la perspective : le chemin à prendre en cas d'accord entre les parties pour renoncer à la prédation et à la

³⁷Wolfgang REINHARD, *Die Unterwerfung der Welt, Globalgeschichte der Europäischen Expansion 1415 - 2015*, Verlag CH BECK oHG, München 2016 (*La soumission du monde, Histoire mondiale de l'expansion européenne 1415-2015*, Verlag CH BECK oHG, München 2016).

³⁸ Atelier de septembre 2023 à Ouagadougou, Burkina Faso

³⁹ Achille MBEMBE, *Sortir de la grande nuit, Essai sur l'Afrique décolonisée*, éditions La découverte, 2010.



soumission. Il est de par sa nature et sera davantage de par son avènement hypothétique, sous bénéfice d'inventaire, la traduction dans les faits, de l'implémentation dans le terrain de la coopération, du projet ambitieux de décolonisation de notre commune appartenance à l'humanité. Il participera à la mise sur pied des synergies pour la construction de la prospérité partagée, de la paix durable entre les peuples. C'est l'horizon de l'avènement d'une nouvelle humanité à caractère fédératif, au sens de cela même qui fédère.

Mais s'il y'a lieu d'être optimiste au regard de la vogue des changements de paradigme en Europe et en Afrique, il va sans dire qu'il faut rester non pas dubitatif, mais circonspect du moins à ce niveau du débat et du travail sur le terrain. Parce que rendu à ce stade, le débat reste sans portée réelle sur des problèmes concrets⁴⁰, qui dépassent le seul cadre restrictif de la coopération ou du travail de terrain avec les ACNG belges. Ce débat donne aussi l'impression soit de vouloir mettre la charrue avant les bœufs, en brulant les étapes d'un travail itératif de fond sur l'histoire récente des relations entre l'Europe et l'Afrique, soit en opérant par cynisme, un sélectivisme de circonstance, du mouvement humanitaire de la coopération à l'exclusion de tous les domaines porteurs de souveraineté, porteurs des intérêts socio-économiques, sociopolitiques et socioculturels ; et qui sont le nœud même du problème depuis au moins 1415, date à partir de laquelle l'Afrique est sous hégémonie européenne. Sinon, comment comprendre qu'on propose un mouvement de lutte commune à des peuples d'Afrique Noire dont on est conscient d'avoir ruiné, à travers l'esclavage, la colonisation, et la néo-colonisation, la culture, base même de l'existence de l'homme et de son rapport à la nature, à son semblable et à l'absolue. À la communauté il faut ajouter la volonté de savoir et le désir de singularité des nations. L'essentiel étant de partir dans un mouvement évolutif de ce monde-ci, celui de la colonialité globale, vers d'autres mondes possibles. La colonisation avait enserré une part importante du globe dans un réseau de dépendance, de domination et de sous-humanité. La coopération internationale dans les pays du Sud est fille de la colonisation et de ce simple fait de filiation, et pour faire crédible, in s'avère qu'un aggiornamento s'impose.

Bien plus, l'ONG reste pour certains d'abord un business de mobilisation de fonds, l'assurance d'un salaire, d'un travail, de la lutte pour la survie. Il y'a toute une économie qui

⁴⁰ Exemple comment traiter les crimes d'esclavage, de colonisation, de pillage du patrimoine culturel et culturel africain, le vol des objets d'art, la prédation de la richesse des nations par les multinationales occidentales?



nait de l'action des ONG qui fait vivre les communautés. Pour d'autres c'est l'assurance d'avoir un emploi, de s'épanouir, de construire une maison, d'arrondir les angles.

Les ONG et acteurs institutionnels sont aussi le produit des structures capitalistes qui existent. Dans ce sens, ils sous-traitent la misère causée par les multinationales ou les injustices que le déséquilibre de la finance mondiale et de l'économie internationale post guerres mondiales perpétuent. Après la colonisation, par le biais de la coopération, les ONG et acteurs institutionnels permettent donc l'existence de ces structures-là en Afrique.

Au fond, tout le monde connaît le problème, mais c'est une question de relation de force entre l'Europe et l'Afrique, entre l'Occident et le Sud global. C'est ce qui justifie peut-être aussi le fait que les gouvernements africains ne financent pas beaucoup ces ONG, qui soit dit en passant restent d'une utilité certaine pour les peuples exploités et désabusés par l'organisation raciale et économique du monde et la répartition des richesses.

Cependant, le mouvement international en gestation pourrait regrouper de part et d'autre de la Méditerranée les hommes, les femmes et les structures qui veulent égaliser les rapports et qui renoncent à vivre uniquement de la rente du système ou de ce système de rente, pour prendre acte des injustices qui créaient la misère en Afrique et travailler à rendre intelligible leur action ou à égaliser les systèmes pour entamer le mouvement post colonial de la coopération.

Au surplus la « lutte commune » pourrait, toute proportion gardée impliquer les pans suivants, selon l'entendement de chaque participant à l'atelier de cadrage : « *Autonomie et Décision ; Inclusion – Gagnant - gagnant ; Lutte de libération – Indépendance véritable ; Collaboration gagnant - gagnant – Respect de l'autre ; lutte anti-impérialiste et solidarité entre les peuples ; nouvel ordre partenarial – Équitable ; Égalité – Prise de conscience ; nouvelle parade – Changer pour continuer ; Révolution – Rééquilibrage – Revalorisation mutuelle ; Autonomie des peuples – Culturel ; Indépendance – Destin ; Lutte de libération – Progrès véritable ; réquisitionner le passé – Pour construire le futur ; nouvelle perspective – Nouveau départ des relations internationales ; Multiculturalisme – Autodétermination. »*



➤ La structure et prise de décision :

Au plan global, les structures de décision ici désignent l'ensemble des décideurs, à quelque niveau que ce soit, de la gouvernance mondiale. C'est un système mondial hérité de la colonisation, et des deux guerres, qui n'a pas beaucoup évolué depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Il est largement aujourd'hui en faveur des vainqueurs de la guerre et de l'occident dans son ensemble. Il est dominé par le système des Nations Unies, Les États ayant la puissance économique, politique et militaire, regroupés dans les organisations telles le G7, le club de Paris, le club de Londres, l'Union Européenne etc.

Au sens restreint, les structures de prise de décision dans la coopération belge concernent l'État et ses excroissances. Aussi, la structure de décision tour à tour, du côté belge concerne : l'État belge, la DGD, les ACNG, leur Conseil d'administration, leur direction générale, les représentations pays. Côté burkinabè on pourrait citer l'État, les administrations sectorielles, les démembrements de l'État, la société civile, et les partenaires locaux, etc.

Au plan théorique, la prise de décision se fait soit par l'inscription sur agenda (par la prévision), soit par la mise sous agenda (du fait de la contingence). La décision peut se prendre soit de manière concertée, soit de manière autoritaire ou non concertée. Plusieurs paramètres devant être pris en compte pour prendre une décision concertée selon les exigences de la nouvelle gouvernance, de la solidarité internationale. L'idéal étant que les partenaires à la coopération n'imposent rien, qu'ils se concertent, que tout se négocie, qu'ils décident ensemble dans une sorte de dialectique et d'échange des opinions, des participants et des intérêts en présence pour le bien-être de tous, en sauvegardant les intérêts de toutes les parties.

Cette sociologie de la décision équitable ou égalitaire n'est pas absente des définitions données le jour de l'atelier de cadrage, lors de la discussion autour des concepts. Aussi, il ressort des débats que la décision est prise en dernier lieu par le bailleur de fonds ou plus prosaïquement par celui qui débloque l'argent. Dans le cas de la coopération belge, cette décision est prise en haut lieu par la DGD, pour ce qui est de l'orientation des programmes et de la définition des moyens alloués. Elle est prise par les ONG locales pour ce qui est du ressort du partenariat avec les représentations pays ou avec les communautés de base. Les travaux préparatoires nous informent que la logique de la prise de décision n'est pas démocratique, il



y'a « imposition, dictat, instrumentalisation, participation de façade des partenaires, extraversion, dépendance financière ». Ces travaux préparatifs font aussi transparaître en filigrane le canevas d'une bonne décision ; celle-ci doit être inclusive, participative, conjointe, partage des responsabilités, démocratiques et non subie.

Structure de « prise de décision » selon les participants à l'atelier de cadrage :
« bailleur – règles ; imposition – pas toujours inclusif ; imposition dictat – injustice ; imposition – nouvelle forme de colonisation ; participer ou subir – nécessité d'avoir une identité ; injustice et inégalité ; instrument de domination et partage de responsabilité ; intérêt- rapport de force ; contrôle- inadéquation avec les réalités ; inadéquation-imposition ; échange-démocratie ; lieu – imposition à d'autres ; absence de diversité – participation de façade ; extraversion – dépendance financière ; agenda-enjeux ; décision conjointe - partage des responsabilités ; participation-concertation ; eurocentrisme - participants (bénéficiaires) absents ; complexité – intérêts. »

Enfin la sociologie de décision dans l'optique du futur alternatif épouse les contours de la palabre africaine, de la collégialité ou une organisation collégiale, en concertation avec les partenaires locaux et tous les intervenants de la chaîne ; avec en prime la démocratisation des instances de décision au plan global et local.

➤ **L'organisation inclusive**

Coopérer au sens littéral et étymologique du terme signifie mener une opération ensemble, de commun accord, en bon père de famille au sens du droit romain, de bonne foi. La coopération implique de travailler de concert, le travail en synergie. L'inclusion est inhérente à la coopération, si l'on met de côté les rapports de domination dictés hier par le colonialisme et aujourd'hui par la géopolitique de la néo-colonisation ou nouvelle colonisation.

Les participants à l'atelier de cadrage ont dégagé une polysémie de la définition de la « coopération » ou « organisation inclusive » : *« humanité – ensemble ; amitié- entraide ; partage- empathie ; plus pauvre que soi ; entraide – tontine ; partage – bon vivre ; humanité-respect ; vulnérabilité - espoir ; assistance- compassion ; empathie- humanité ; péril- altruisme ; aide humanitaire- attentisme ; aide- partage ; soutien mutuel- respect ; entraide- survie*



commune ; habiter le monde-humanité ; besoins – inconditionnel ; coopération me convient, solidarité me convient et c'est le mot développement qui ne me convient pas parce qu'il y'a de la prétention. Comme si nous, nous connaissons le chemin et que nous éduquons les autres. La solidarité est la tendresse des peuples. Le peu commun, une activité qui est mise en œuvre ensemble, mais les partenaires ont aussi les programmes indépendants ; organisations apprenantes partenariat gagnant - gagnant ; non-discrimination - participation ; rétrospection gagnant - gagnant ; responsabilisation – injustice – non aboutie ; gouvernance partagée – prise en compte du genre ; représentativité et écoute active ; implication flexibilité ; leurre – participation de façade ; qualité – inégalité ; regroupement – responsabilisation des différentes sensibilités ; participer ne veut pas dire avoir le pouvoir ; échange sincère – destin commun ; synergie – délibération »

Au total on retient de ces travaux préparatoires que l'organisation inclusive représente l'avenir et le devenir de la solidarité internationale. Cette organisation concerne tant les ACNG que les partenaires locaux. Au niveau des organisations locales, l'inclusion suppose la transparence, le professionnalisme, et même le renforcement de la gouvernance interne, en réformant les structures décisionnaires de ces organisations. Tout comme elle participe de la relecture des procédures, du contenu et de la forme des contrats. Elle invite à comprendre et débattre sur les préoccupations communes et conclure ensemble sur un modèle délibératif avec les bailleurs de fonds. Au total il est impératif à ce niveau, de respecter les clauses conclues conjointement, de diversifier les sources de financement (inclusion financière) et de redoubler de vigilance et de la diligence dans la gestion des projets.

Au niveau des organisations occidentales d'aides au développement, l'inclusion invite à laisser les partenaires locaux s'exprimer librement et en tenir compte sur ce qu'ils pensent, articulent, expriment ou disent. L'inclusion est aussi la prise en compte des opinions contraires ou dissidentes. L'inclusion suppose aussi le fait de comprendre comment les structures articulent leurs rapports. Ceci afin de réarticuler de la conception à l'évaluation en passant par l'implémentation et l'animation, le projet de la solidarité internationale dans ses différents linéaments.

Il s'agira aussi de penser à co-revisiter ou de co-écrire les contrats de financement, en les assouplissant. L'inclusion concerne aussi l'expertise et suppose de tenir compte, ou valoriser et bien rémunérer l'expertise locale.



➤ **Communication et image**

Il faut distinguer la communication qui est de manière basique, l'échange d'information à l'aide soit de la parole, soit des gestes, soit des signes ; de l'image : terme générique pour désigner au sens premier une photographie ou un dessin. Mais quel est le lien entre communication et l'image du point de vue de la coopération internationale ? La communication d'image dans ce domaine postule une prohibition morale et éthique de dégradation de l'image de l'autre à des fins de financements. C'est l'interdiction des images attentatoires à la dignité humaine dans le cadre de la coopération internationale. Cette interdiction inhérente au projet décolonial s'applique à tous les acteurs de la coopération indépendamment de leur niveau de responsabilité ou de leur emplacement géographique ou de leur appartenance raciale. Elle résume en quelque sorte ce que signifie habiter le monde, faire œuvre humaine et induit la notion de coresponsabilité et de coappartenance à la communauté humaine. À l'origine cette interdiction est associée à l'image dégradante du noir, du colonisé ; présenté par le colonisateur d'hier qui est devenu le coopérant d'aujourd'hui. La communication d'image revêt ainsi un caractère mémoriel et prohibitif qui induit non pas la sauvegarde de la mémoire collective, mais une certaine « ruse de l'histoire⁴¹ » pouvant échapper à l'intention première de l'utilisateur ; et pouvant faire l'objet à interprétations multiples.

➤ **Réflexion historique**

L'histoire au même titre que la réflexion, participe de l'activité mémorielle. La réflexion historique désigne ce qui dans le devenir ou l'avenir des peuples est digne d'intérêt, digne de mémoire, digne d'être transmis. L'histoire est ainsi conçue comme la science de l'avenir ou du devenir des peuples. Appliquée à la coopération internationale, la réflexion historique bien que prenant racines dans le passé, est au service de la transformation actuelle et de la mutation souhaitable du système de la coopération vers la solidarité internationale.

Comment ne pas rappeler l'intérêt de cette réflexion dite historique ? Les accords de coopération n'avaient pas pour objectif de liquider le rapport colonial, mais de le

⁴¹ Guy BOURDET, *Les écoles historiques*, éditions du Seuil, 1983 p. 66.



contractualiser et de le sous-traiter à des fondés de pouvoir indigènes⁴². Telle est la réalité de la première démarche décoloniale sur le continent noir. Le passé des rapports entre l’Afrique et l’Europe ayant été plus ou moins chaotique, parce que régi par les rapports de domination raciale (colonisation et système de la plantation ou esclavage)⁴³, les rapports d’exploitation, et les rapports d’asservissement. C’est sur ce socle que la coopération internationale des acteurs de la solidarité et même des États est censée trouver de l’humus pour enrichir les initiatives louables qui participent de notre commun destin et de l’appartenance à une humanité commune : c’est l’ambition du projet décolonial que de faire humanité ensemble, ou d’habiter ensemble le monde. Cette réflexion pour être sincère ne devrait éluder aucune problématique du paradigme de la colonialité. Elle devrait donc poser sur la table la question des injustices et des réparations des crimes du passé récent : la question centrale de la justice. Tout comme la question de la sauvegarde des intérêts pluriels du continent demeure que ce soit au plan socio-économique, au plan sociopolitique et au plan socioculturel. C’est du moins l’impensée de cette problématique qui est la base de la misère en Afrique.

Le moins qu’on puisse dire est que communauté décolonisée se définit encore par sa relation au futur, il devient urgent de penser l’expérience d’une nouvelle forme de vie et un rapport neuf avec l’humanité, qui définira le nouveau contenu original, socle sur lequel une forme nouvelle doit être créée. Au plan institutionnel cette réflexion vise la rationalisation des pratiques. Et elle oscille de ce fait entre la réalité décriée et le futur souhaitable. Élément clé de la solidarité internationale, et des nouvelles politiques de développement, l’appui aux acteurs sociaux semble, pour la coopération internationale, et dans une certaine mesure ou dans l’immédiat, manquer son but : persistance de la pauvreté. Ses insuffisances alimentent l’éternel débat sur le point de savoir s’il faut cesser d’aider ou doit-on réguler davantage les flux financiers de la coopération internationale. C’est donc dire que cette réflexion inclut de questionner pour le passé, le présent et pour l’avenir à la fois la portée de l’action des ACNG belges que la collaboration des partenaires nationaux, dans les différentes rubriques. La réflexion historique est donc de ce fait fondamentale. Et cette fundamentalité va même plus

⁴² Achille MBEMBE, *Sortir de la grande nuit, Essai sur l’Afrique décolonisée*, éditions La découverte, 2010.

⁴³ Colonisation est une forme primitive de la domination de race, ce qui entraîne une impossibilité de faire communauté et ré arpenter le chemin de l’humanité.



loin en questionnant le principe de la coopération dans sa nature, son sens, son but et sa finalité, en dernière analyse.

Dans cette réflexion dite historique, il existe aussi un risque réel d'octroi de la décolonisation par les ACNG, les bailleurs de fonds, ou l'entrée dans la décolonisation par effraction par l'ensemble des partenaires, au regard de la vogue du concept, sans décoloniser l'ensemble du système ; ou comme par le passé, avec l'octroi des indépendances nominales ou la décolonisation de façade en Afrique francophone. Et voici comment ce risque transparait au dire du Professeur Achille MBEMBE : « *Au lieu d'agir comme un signe intensif qui force l'ex-colonisé à penser par et pour lui-même, et au lieu d'être le lieu d'une genèse renouvelée du sens, la décolonisation surtout là où elle fut octroyée prit l'allure d'une rencontre par effraction avec soi-même : non point le résultat d'un désir fondamental de liberté, quelque chose que le sujet se donne et qui devient une source nécessaire de la morale et de la politique, mais une extériorité, une greffe apparemment dénuée de toute puissance de métamorphose⁴⁴ ».*

⁴⁴ Achille Mbembe, *Sortir de la grande nuit, Essai sur l'Afrique décolonisée*, éditions La découverte, 2010



IIE PARTIE : ÉCHANTILLON DES ACNG, CARTOGRAPHIE DES PARTENAIRES ET INVENTAIRE DES PRATIQUES

La recherche de terrain s'est déroulée du 20 septembre 2023 au 03 octobre 2023, via zoom pour les sièges des ACNG à Bruxelles, et dans les villes/village de Ouagadougou et ses environs, Sakouinsé, Ziniare et Koupela (Kanrin). Le tableau suivant permet d'avoir un rendu quantitatif de l'échantillon fourni et disponible par catégories.

Il est à préciser que des dix ACNG ayant participé à l'étude, huit possèdent des représentations directes au Burkina Faso (Bureaux pays/ Consultant), et deux d'entre elles pratiquent le système des partenariats directs avec les ONG locales d'objectifs communs ou similaires (I).

| ACNG – Siège de Bruxelles - 10 | Représentation pays – 08 | Partenaires ONG – 09 | Communautés locales – 06 |
|--------------------------------|---|----------------------------|---|
| Broederlijk Delen | Broederlijk Delen | ODJ | Communauté de SAKOUINSSE |
| IMT | Pas de bureau pays (système des partenariats locaux) | CRUN | - Descente écartée pour raison sécuritaire - Site : NANORO |
| OXFAM Belgique | OXFAM Burkina Faso | CPF | - |
| AFRICALIA | Pas de bureau pays (système des partenariats) | CNA | Site audiovisuel de OUAGA |
| RCN JD | RCN JD | CINESDA | |
| SOLIDAGRO | SOLIDAGRO | - Pas d'échantillon fourni | - Pas d'échantillon fourni |
| HUMUNDI | HUMUNDI | APIL | Groupe des femmes/ ZINIARE |
| AUTRE TERRE | AUTRE TERRE | BAOBAB | La saisonnière |
| TRIAS | TRIAS | UPC – CO | OUAGA / Formateurs endogènes |
| Îles de paix | Îles de paix | ARFA | Communauté de KANRIN/ par KOUPELA |

Tableau récapitulatif des entretiens effectivement réalisés durant l'étude (entre le 21 09 2023 et le 03 10 2023)

De même, parmi les dix ACNG, neuf ont fourni un échantillon de partenaires pour les entretiens (II), avec des communautés cibles interrogées au nombre de six (II). À travers les



différents échanges, il ressort que des pratiques en faveur du dé colonial sont déjà en place, malgré la survivance de points à problèmes (III).

I- Échantillon des ACNG (siège et représentation le cas échéant)

La présence des ACNG s'affirme le plus souvent à travers la création de représentations locales (A) qui peuvent cibler le pays concerné, ou une sous-région. Cependant, certaines ACNG font délibérément le choix d'opter pour un système de « mise en œuvre direct par les partenaires », avec une ou plusieurs ONG locales, ou ont recours à des consultants (B). Par ce mécanisme, l'ACNG n'a pas de Bureau local.

A- ACNG avec représentations locales

1. Broederlijk Delen

Broederlijk Delen commanditaire principal de l'étude, et partie intégrante de l'échantillon d'analyse a mis à disposition le personnel de son siège (Bruxelles), son bureau pays, un partenaire avec une communauté cible. L'échantillon fourni ici est donc complet. Le processus de décolonisation chez BD est déjà bien connu avec plusieurs études et programmes amorcés dans ce sens (depuis 05 à 10 ans). Ses domaines d'action sont globalement autour de la gestion des systèmes alimentaires durables, de la gestion des ressources naturelles et des droits humains.



| ACNG Broederlijk Delen | Mode de présence locale | Périmètre d'action | Processus décolonial |
|---|---|--|---|
| <ul style="list-style-type: none"> - ONG de droit Belge - Siège à Bruxelles Rue des Tanneurs, 165,1000 Bruxelles - Modes de Financement : Bailleur de fonds (majoritairement), Appel à projets, financement participatif (minoritaire) | <p>Bureau pays :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Soumis au droit belge - Situé à Ouagadougou, quartier Ouaga 2000; Boîte postale : BP: 13 578 Ouagadougou 10 | <ul style="list-style-type: none"> - Pays d'intervention en Afrique Centrale : Burundi, Ouganda, République Démocratique du Congo (RDC), Rwanda - Zone d'intervention au Burkina Faso : Centre | <ul style="list-style-type: none"> - Date : Depuis cinq à dix ans, - Actions : Session de réflexion sur la thématique lors de l'analyse contextuelle pour la construction du programme 2022-2026 au Burkina, Ateliers de formation et sensibilisation des partenaires, programmes éducatifs au niveau des communautés de base, Sessions de partage des expériences pays à Bruxelles, Groupe de travail sur la décolonisation, décolonisation comme un axe principal de réflexion et d'apprentissage pour la prochaine évaluation interne en 2024, études, réflexions sur le partenariat égalitaire - Cibles : Femmes, Jeunesse, petits producteurs et petites productrices, Entrepreneurs agricoles |

2. OXFAM



Oxfam International est une confédération d'une vingtaine d'organisations caritatives indépendantes à travers le monde. Celles-ci travaillent ensemble et en collaboration avec des partenaires locaux répartis dans 66 pays dans le monde. » Le principe du siège en Belgique n'est donc pas applicable dans ce cas de figure.

OXFAM Belgique est un affilié d'OXFAM, une organisation membre de la confédération. Avec les autres affiliés OXFAM Belgique coordonne et dirige son action par le biais du Secrétariat d'OXFAM International.

Au Burkina Faso, OXFAM est présente via le bureau d'OXFAM au Burkina Faso qui rend compte au secrétariat d'OXFAM International basé à Nairobi. Oxfam Belgique et le bureau d'Oxfam au Burkina Faso sont alors des organisations qui collaborent au même titre.

Le rapport hiérarchique n'est donc pas présent ici, ce qui rend l'échantillon plus intéressant dans l'évaluation d'une collaboration égalitaire dans un cas de figure où les deux structures sont supposées être équivalentes. À noter aussi que OXFAM au Burkina Faso a fourni pour l'échantillon un partenaire.



| ACNG OXFAM | Mode de présence locale | Périmètre d'action | Processus dé colonial |
|---|---|--|--|
| <ul style="list-style-type: none"> - ONG de droit international, avec des sections nationales, dont OXFAM Belgique (Rue des Quatre Vents 60 1080 Molenbeek-Saint-Jean BE 0743.875.974 RPM Bruxelles) - Financement : Bailleurs de fonds (UE, DGD, ... majoritaires) | <ul style="list-style-type: none"> - Section nationale OXFAM Burkina Faso : - Situé, Ouagadougou Zone du Bois 286 Rue Baor Ganga, secteur 22, 06 BP9518 Ouagadougou 06, Ouagadougou, Burkina Faso | <ul style="list-style-type: none"> - Pays d'intervention : 90 pays affiliés dans le monde, Confédération d'ONGI (20) - Zone d'intervention au Burkina Faso : toutes les treize régions du Burkina Faso, avec des équipes réparties sur trois bases : Ouagadougou, Kaya et Dori | <ul style="list-style-type: none"> - Date : Environ dix ans (2014) - Actions : plaidoyer interne, OXFAM, actuellement nouvelle stratégie d'OXFAM, rencontre au KENYA, avec les directeurs pays, - Décentralisation, les pays sont plus autonomes en matière de prise de décision, chaque bureau pays écrit ses programmes, - Évaluation individuelle par projet, appel à des consultants externes, par moment auto évaluation, - Back stopping, - Renforcement des chaînes de valeur, développement agricole, transformation des céréales locales, changement climatiques, inclusion des femmes, et entrepreneuriat des jeunes - Construction de la résilience et action humanitaire, humanitaire (plus de la moitié du budget), tout ce qui est relèvement⁴⁵, renforcement des capacités - Les synergies ex : SPONG⁴⁶ - Cibles : personnes déplacées internes PDI , femmes, communautés rurales, personnes vulnérables |

⁴⁵ Cas spécifique des déplacés internes. PDI, action de réinsertion sociale

⁴⁶ SPONG, « *Secrétariat Permanent des ONG, compte 232 ONG nationales, associations de développement et ONG internationales. Ses missions consistent à informer les membres, renforcer leurs capacités, coordonner leurs actions, faire le suivi et agir pour influencer les politiques.* » Rapport final - Évaluation Intermédiaire SIA | Programme commun 2017-2021, p. 31



3. SOLIDAGRO

Observation : SOLIDAGRO n'a pas fourni d'échantillon de partenaire local, et de communauté. L'échantillon est à ce niveau incomplet, et le processus décolonial semblait mieux connu et conscient au siège qu'au niveau local.

| ACNG SOLIDAGRO | Mode de présence locale | Périmètre d'action | Processus dé colonial |
|---|--|---|--|
| <ul style="list-style-type: none"> - ONG de droit Belge, - Siège : Mercatorstraat 81, 9100 Sint-Niklaas, Belgique - Financement : Bailleurs de fonds (majoritaire) | <ul style="list-style-type: none"> - Bureau pays Burkina Faso : - Situé à Ouagadougou, Avenue Conseil de l'Entente, Secteur 07, Boîte postale : 01 BP 1022 Ouagadougou 01 Burkina Faso | <ul style="list-style-type: none"> - Pays d'intervention : Belgique, Philippine, Mali, Burkina Faso, Sénégal, Bolivie - Zone d'intervention au Burkina Faso : nos partenaires sont actifs autour de la plateforme de l'agriculture biologique (CNA-Bio) sur le niveau national. | <ul style="list-style-type: none"> - Date : Mouvement encore récent, surtout au niveau du Bureau local, 2022, impulsé par d'autres ONG sur place - Actions : Inclusivité dans la proposition des programmes, promotion de l'agroécologie comme moteur de développement endogène ; le renforcement des capacités et le Bottom up – partir de la base, les agriculteurs au cœur des projets - Cibles : Communautés de base, Coopératives agricoles, Femmes, Hommes, jeunes |



4. HUMUNDI

À première vue l'ACNG anciennement dénommée SOS Faim, tient à marquer son objectif principal du droit à une nourriture de qualité et en quantité suffisante pour tous.

Observation : Le personnel interrogé intégrait celui du siège de Bruxelles, le Bureau pays, un partenaire local et sa communauté. Cependant les deux derniers ont été interrogés simultanément, ce qui n'est l'idéal en termes d'objectivité.

| ACNG Humundi | Mode de présence locale | Périmètre d'action | Processus dé colonial |
|---|--|--|--|
| <ul style="list-style-type: none"> - ONG de droit Belge - Siège à Bruxelles 4, rue aux Laines – 1000 Bruxelles - Modes de Financement : Bailleur de fonds (majoritairement), Appel à projets, financement participatif (minoritaire) | Bureau pays : <ul style="list-style-type: none"> - Soumis au droit belge - Situé à Ouagadougou, CISSIN | <ul style="list-style-type: none"> - Pays d'intervention : Belgique et dans 08 pays d'Afrique et d'Amérique latine - Zone d'intervention au Burkina Faso : Nationale via les partenaires | <ul style="list-style-type: none"> - Date : Autour de 05 ans, Processus entamé au sommet d'abord, et descend maintenant au niveau local, - Actions : agroécologie, soutien à l'agriculture paysanne, renforcement des capacités, processus de relèvement - Cibles : Femmes, Jeunesse, Entrepreneurs agricoles |

5. AUTRE TERRE

Observation : Échantillon complet également à ce niveau. Les entretiens ont couvert les 04 cibles : le personnel du siège de Bruxelles, le Bureau régional pour l'Afrique de l'Ouest basé à Ouagadougou, un partenaire et une communauté.



| ACNG Autre Terre | Mode de présence locale | Périmètre d'action | Processus décolonial |
|--|--|---|--|
| <ul style="list-style-type: none"> - ONG de droit Belge - Siège : 4^e avenue 45, 4040 Herstal, Belgique - Modes de Financement : Fund Raising des membres (majoritairement), Bailleurs de fonds (Minoritaire), Appel à projets, | Bureau pays : <ul style="list-style-type: none"> - Soumis au droit belge - Situé à Ouagadougou, 01 BP 4173, Burkina Faso | <ul style="list-style-type: none"> - Pays d'intervention en Afrique : Burkina Faso, Sénégal, Mali, et puis Péru, Belgique - Zone d'intervention au Burkina Faso : Kaya, Centre Ouagadougou, | <ul style="list-style-type: none"> - Date : Environ 05 ans, Niveau d'imprégnation sur le dé colonial avancé au siège et au niveau du bureau local, Plan d'action interne en cours de finalisation - Actions : Synergies - SPONG, réflexion sur les financements locaux pour aider les équilibres, Agroécologie, environnement, promotion du savoir-faire local et communication et image orientée sur les savoir-faire et non la dépendance - Cibles : Femmes, Jeunesse, Entrepreneurs agricoles |

6. TRIAS

Observation : Les entretiens avec TRIAS, se sont déroulés avec le personnel du siège de Bruxelles, le personnel du Bureau sous régional basé à Ouagadougou, et avec le Partenaire UPC – CO. Le partenaire a fait l'effort du déplacement, mais le consultant n'a pas eu l'occasion de voir les sites et les exploitations agricoles.

| ACNG TRIAS | Mode de présence locale | Périmètre d'action | Processus décolonial |
|---|---------------------------------|--|---|
| <ul style="list-style-type: none"> - ONG de droit Belge - Siège à Bruxelles | Bureau sous régional Afrique de | <ul style="list-style-type: none"> - Pays d'intervention en Afrique du Bureau | <ul style="list-style-type: none"> - Date : avec la DGD réflexion depuis plus de 05 ans, avec un plan de travail sur 10 ans |



| | | | |
|--|--|---|--|
| <ul style="list-style-type: none"> - Modes de Financement : Bailleur de fonds (majoritairement), Appel à projets, financement participatif (minoritaire) | <p>l'ouest basé à Ouagadougou :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Soumis au droit belge - Situé à Ouagadougou, quartier Ouaga 2000; | <p>sous régional :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Burkina Faso, Bénin, Guinée - Zones d'intervention au Burkina Faso : Bureau régional à Ouagadougou : quatre régions, Centre, Centre – Est/ Kaya, Haut Bassin/Bobo-Dioulasso, Centre - Ouaga | <ul style="list-style-type: none"> - Actions : la co définition de l'agenda décennal avec les partenaires locaux et structures non-partenaires incluses, impliquant aussi d'autres ONG de développement, renforcement des, capacités - Cibles : « <i>Organisations de membres</i> », qui comprend les agriculteurs familiaux et les regroupements de petite taille (03 à 10ha) |
|--|--|---|--|

7. Îles de Paix

La spécificité de l'Îles de Paix d'après les entretiens est que sur les 5 premières décennies d'existence (jusqu'en 2012), l'essentiel des fonds ne venaient pas de bailleurs institutionnels ou classiques, mais plutôt des contributions des membres et sympathisants. Ceci procurait alors une certaine marge de manœuvre, même si la redevabilité (rapportage) vis-à-vis des mécènes demeure. Depuis une décennie, son principal bailleur est la DGD qui est spécifique par sa grande flexibilité, avec d'autres bailleurs (UE, l'AwAC, le MECDD, le MAE-Lux) qui le soutiennent alternativement

Observation : L'échantillon est complet, avec les quatre groupes cibles recommandés : Siège, Bureau pays/sous régional, Partenaire et communauté d'implémentation.

| ACNG Îles de Paix | Mode de présence locale | Périmètre d'action | Processus décolonial |
|---|--|---|--|
| <ul style="list-style-type: none"> - ONG de droit Belge - Siège à Bruxelles, Rue du Marché 37, 4500 HUY, Belgique | <p>Bureau pays :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Soumis au droit Burkinabè - Situé à Koupéla (avec annexe à | <ul style="list-style-type: none"> - Pays d'intervention : Burkina Faso, Bénin, Pérou, Tanzanie, Mali, Ouganda, Guinée | <ul style="list-style-type: none"> - Date : 2014, environ 10 ans, avec la réflexion de la DGD - Actions : Programme interne en cours, synergie |



| | | | |
|---|--|---|--|
| <ul style="list-style-type: none"> - Modes de Financement : Fund Raising des membres (majoritairement), Bailleurs de fonds (Minoritaire), Appel à projets, | <p>Ouagadougou), BP 74 Koupéla, Burkina Faso</p> | <ul style="list-style-type: none"> - Zone d'intervention au Burkina Faso : Kourittenga, Gourma (régions Centre-Est et Est) | <ul style="list-style-type: none"> - avec les autres ACNG, SIA SPONG, programmes de financements participatifs au niveau des communautés locales, projets concertés avec collaboration des municipalités - Cibles : Femmes, Jeunes, Exploitations agricoles familiales, Municipalités, Autorités locales |
|---|--|---|--|

B. ACNG avec d'autres systèmes de représentation (partenariats directs et consultants)

1. L'Institut Tropical de Médecine d'Anvers (IMT)

L'IMT, à la spécificité de ne pas être une ONG mais une fondation d'utilité publique qui « *S'efforce de faire progresser en permanence la science et la santé, en se concentrant sur la recherche innovante, l'enseignement avancé, les services professionnels et le partage des capacités avec nos institutions partenaires en Afrique, en Asie et en Amérique latine.* » Le point focal ici est celui de la recherche sur les maladies dites tropicales. IMT opte pour le système du partenariat direct et n'a donc pas de représentation déconcentrée au Burkina Faso.

Observation : L'échantillon ici comprend, le personnel du siège d'Anvers/ Belgique, le personnel du Partenaire interrogé en dehors du site.

| IMT | Mode de présence locale | Périmètre d'action | Processus dé colonial |
|--|--|---|---|
| <ul style="list-style-type: none"> - Fondation d'utilité publique de droit Belge - Siège à Anvers, Nationalstraat 155, 2000, Antwerpen, Belgique | <p>Partenaire direct :</p> <ul style="list-style-type: none"> - CRUN, Clinical Research of Nanoro | <ul style="list-style-type: none"> - Zone d'intervention Afrique Rwanda, RDC, Burkina Faso, Asie, Amérique | <ul style="list-style-type: none"> - Date : 2020 de manière plus concrète - Actions : Création d'une commission interne, décolonisation en synergie avec les partenaires, |



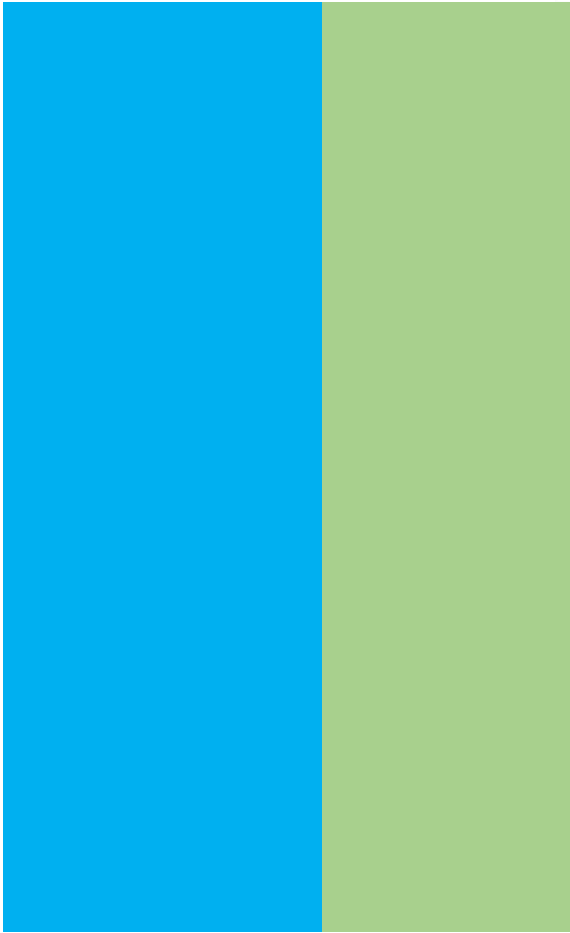
| | | | |
|--|--|--|---|
| <ul style="list-style-type: none"> - Modes de Financement : Principalement de Financement de projets, mécénat | | <ul style="list-style-type: none"> - Zone d'intervention au Burkina Faso : Nanoro, via le partenaire CRUN | <ul style="list-style-type: none"> - Événements commémoratifs et ateliers de sensibilisation au sein de IMT et en synergie avec d'autres ACNG - Groupe de débats inter thématiques, - Cibles : recherche médicale et formation (jeunes chercheurs), vaccins, essais cliniques, malades (maladies tropicales) et santé dans les PVD (Pays en voie de Développement) |
|--|--|--|---|

2. RCN Justice et Démocratie (RCN J&D)

« Il n'y a pas de société sans justice ».

Son objet social vise à contribuer à garantir le respect des droits fondamentaux de toute personne et plus particulièrement du droit à la justice ainsi que la protection des droits reconnus par les conventions internationales. « *Pour servir la société et les personnes, la justice doit s'adapter aux réalités et besoins sociaux, économiques et culturels, permettre le dialogue et le maintien du lien social, être accessible à tous, instituer des normes et des pratiques positives garantissant les libertés et l'égalité devant la loi, lutter contre l'impunité des crimes les plus graves et enfin respecter les principes de l'État de droit.* » **Observation :** L'échantillon ici est constitué du personnel du siège en Belgique, le consultant basé sur place au Burkina Faso, et le partenaire local.

| ACNG RCN | Mode de présence locale | Périmètre d'action | Processus dé colonial |
|---|---|--|---|
| <ul style="list-style-type: none"> - ONG de droit Belge - Siège à Bruxelles, Boulevard Adolf Max, 13/17 – 1000, Bruxelles, Belgique - Modes de Financement : (majoritairement), Fonds publics, | <ul style="list-style-type: none"> - Consultant : Honorat SOGNON | <ul style="list-style-type: none"> - Pays d'intervention : Rwanda, RDC, Burundi, Maroc, Burkina Faso et Belgique - Zone d'intervention au Burkina Faso : Envergure nationale via les projets | <ul style="list-style-type: none"> - Date : RCN J&D défend l'idée qu'il existe une pluralité de modèles de justice et apporte une attention particulière au pluralisme juridique (droit/coutume). - Si la réflexion interne sur la question de la décolonisation de la justice a |



entamé depuis peu, la prise de conscience et l'appui aux mécanismes endogènes de justice est au cœur du travail de RCN depuis longue date.

-
- **Actions :** Plaidoyer, partenariats, programmes de résilience et de relèvement, études socio anthropologiques, modes alternatifs de gestion des conflits et crises
- **Cibles :** Hommes, Femmes, Jeunesse, PDI (personnes déplacées internes),

3. AFRICALIA

« Afrique créative »

Observation : À l’instar de IMT, le système de mise en œuvre directe du projet par le partenaire local est ici privilégié, pour davantage de gouvernance associative. L’échantillon fourni comprend, le personnel du Siège, le partenaire burkinabè et l’un de ses sites d’implantation.

| ACNG Iles de paix | Mode de présence locale | Périmètre d’action | Processus dé colonial |
|--|---|--|--|
| <ul style="list-style-type: none"> - ASBL de droit Belge - Siège à Rue du Congrès 13, 1000, Bruxelles/Belgique | Partenariat direct : <ul style="list-style-type: none"> - CNA | <ul style="list-style-type: none"> - Pays d’intervention en Afrique : Kenya, Ouganda, Zimbabwe, Burundi, Burkina Faso, RDC, | <ul style="list-style-type: none"> - Date : environ 10 ans, y compris en dehors de la réflexion de la DGD - Actions : Pas de document officiel écrit de politique de |



- Modes de
Financement : Fund
Raising, Bailleurs de
fonds, Appel à
projets,

- Zone d'intervention
au Burkina Faso :
nationale via les
partenaires

décolonisation, mais des
pratiques implicites, volet
très fort de renforcement des
capacités

- Projets artistiques et
culturels mettant en avant la
diversité et la beauté des
cultures et populations,
efforts de contextualisation
- Le décolonial va plus se vivre
dans les pratiques et les
modes de coopération,
gouvernance associative
- **Cibles** : Artistes, Artisans,
Jeunesse, culture

C. Résultats et analyse des entretiens au sein de l'échantillon des ACNG

À titre de rappel les ACNG de l'échantillon étaient au nombre de dix. Cependant, l'analyse de huit d'entre elles s'est effectuée à deux niveaux : les entretiens avec les sièges de la Belgique, et les entretiens avec les représentations locales au Burkina Faso. Un autre fait intéressant aussi, notamment avec OXFAM, est que le rapport siège et bureau local ici ne s'applique pas, car, OXFAM Belgique et OXFAM Burkina Faso sont tous deux des structures pays de OXFAM international. Il n'y a donc pas à proprement parler de rapport hiérarchique entre elles, mais un mécanisme de réseau.

Ces précisions établies, il est possible de remarquer certains points suite à l'étude de cet échantillon :



1. Le processus décolonial pour les ACNG belges : entre volonté réelle et programme général de politique étrangère de la Belgique

Lors des échanges avec les sièges de Bruxelles, un fait est revenu quasi systématiquement, le rôle de la DGD. En effet, nous ne saurions exclure qu'au sein de trois ACNG sur les dix, le processus décolonial a semblé être une volonté, voir une décision interne. Cela explique d'ailleurs, que celles – ci étaient souvent beaucoup plus avancées dans ce processus que les autres.⁴⁷ Cependant, dans plusieurs d'entre elles, l'impression (même si ce n'était pas implicitement déclaré) qui était dégagée était que le travail sur le décolonial coïncidait approximativement avec les réflexions au niveau national entamées par la DGD et d'autres institutions parfois européennes. Cette hypothèse peut se traduire à travers deux arguments/faits :

Argument/Fait recueilli 1 Le processus décolonial au sein des ACNG, dénote un gros Gap entre le sommet et la base. Exclusion faite aux ACNG n'ayant pas de représentations locales, et aux ACNG semblant plus avancées ou à l'initiative dudit processus, au sein des représentations du reste des ACNG (particulièrement chez une) le processus étant souvent présenté comme une décision voir « *une nouvelle mode* » des sièges. « *Mode* » qu'il faut maintenant chercher à appliquer au niveau local.

Argument/Fait recueilli 2 La multi redevabilité financière fondement du déséquilibre. Grâce aux échanges avec les sièges, il est ressorti un fait très important : le financement de la DGD et des bailleurs de fonds européens est une source majeure de fonds dans l'action des ACNG belges. Il est vrai que certaines ont mentionné le mécénat privé comme source première de fonds (notamment une d'entre elles). Cependant, la question de la provenance des fonds implique un principe de multiredevabilité. Les ONG - partenaires locaux sont redevables vis-à-vis des bureaux pays, qui sont eux-mêmes redevables vis-à-vis des sièges, lesquels doivent eux-mêmes rendre des comptes aux pourvoyeurs de financement. In fine, la question de **qui dicte les conditions ?** revient inexorablement.



⁴⁷ Par avancement ici, nous notons que les programmes internes ayant déjà été expérimentés, des débats et réflexion entamés, et surtout la capacité du personnel à en parler semblait largement plus fluide.



2. Une croyance en un partenariat égalitaire et une « lutte commune » encore très controversée du sommet à la base

Lors des échanges avec les sièges, malgré certaines balises ou réserves imposées par le réalisme, la conviction était clairement affichée en faveur d'un partenariat qui se voudrait égalitaire et transparent dans le rapport avec les structures locales au Burkina Faso. Cependant, la même conviction n'était absolument pas partagée. Surtout pour ce qui est de la lutte commune dans la mesure où, pour lutter ensemble il faudrait avoir un minimum de valeurs en commun, et intérêts communs. Et sur ce point, le scepticisme quant à l'universalité absolue des valeurs défendues par la solidarité internationale belge, a largement été majoritaire. Deux faits traduisent cette hypothèse :

Argument/Fait recueilli 1 : Au sein des sièges, on a clairement ressenti une conviction réelle de travailler dans ce sens. « *Il faut bien commencer quelque part...* ». D'après eux, l'impact des suprastructures, même s'il ne doit pas être minimisé, ne constitue pas un empêchement dirimant à l'établissement de partenariats équitables et égalitaires. Les organes convaincus devraient ainsi mettre en commun leurs efforts pour faire bloc et impulser cette valeur à grande échelle.

Argument/Fait recueilli 2 : Au niveau local le scepticisme ne renvoie pas nécessairement au partenariat égalitaire dans l'absolu. Cependant, celui-ci ne sera réaliste que lorsque les structures locales auront acquis suffisamment de force et d'autonomie pour parler d'égal à égal aux structures Belges. Un des commentaires a supposé que les ACNG belges ont choisi le Burkina Faso pour l'étude, car la situation y est plus neutre, comparativement au Congo par exemple. Par ailleurs, dans certaines représentations on a senti le personnel presque déconnecté de ce processus souvent présenté comme « *une tendance, ou la nouvelle mode* » venue des sièges. Dans d'autres par contre, c'est plutôt la méfiance, que l'on pouvait



ressentir : « ***D'après vous, qu'est-ce qui cache cette nouvelle volonté ?*** » *« La Belgique veut éviter que le sentiment antifrançais la contamine en termes d'image. »* Elle veut adapter sa politique de solidarité internationale pour faire face aux « Récents mouvements de contestation des puissances occidentales sur le sol africain ». Il s'agit ainsi de maintenir le lien, mais en le transformant.

3. Une volonté d'associer les différents acteurs dans le processus de décision

Au niveau des structures de décision, plusieurs processus internes dénotent d'une volonté d'association des différents acteurs belges, et burkinabè ou plus globalement africains dans le processus de décision. L'on parle ici des agendas, des thématiques abordées et aussi des mesures concrètes qui seront implémentées sur le terrain.

Argument/Fait recueilli 1 : La participation en physique ou en distanciel aux bilans annuels, et à la définition des programmes (proposition d'activités), la création de synergies au niveau de la Belgique, et leur déclinaison au niveau du Burkina Faso. Nous avons remarqué, que quasiment tous les travailleurs et associés des ACNG se connaissaient entre eux et parvenaient très facilement à se coordonner les uns aux autres.

Argument/Fait recueilli 2 : Les divers programmes décoloniaux observés, qu'ils soient officiels ou constitués de principes implicites permettent de constater une inclusivité (raciale, nationalités, âges, genre.) croissante en termes d'origines et de nationalité, dans les postes les plus élevés même au sein des sièges. Dans certaines de ces structures, ce sont d'ailleurs des ressortissants d'origine africaine qui sont à la tête des programmes, ou du moins à des postes clés.

4. Communication et Image : les chemins de la dignité...

« Le chemin de l'enfer est pavé de bonnes intentions »

Si l'on se situe jusqu'aux années 2000 à 2010, l'essentiel des images de solidarité internationale belge correspondant au système plus global occidental de l'Afrique de la faim, des maladies, de la guerre, de la misère ou même de la « vie sauvage » ... Et les témoignages ont fait état de l'attrait vraiment rentable en termes de levée de fonds que cette communication avait. Cependant, avec le processus décolonial, il y'a une prise de conscience



collective qui a permis de voir que développer ce schéma, même pour les raisons les plus vertueuses, retirait la dignité aux personnes que l'on prétendait aider. Six des ACNG belges ont d'ailleurs affirmé que les départements communication et image en leur sein veillaient depuis lors à valider clairement les différents contenus de communication à la fois audiovisuels et écrits, afin de rompre avec ce principe.

Argument/Fait recueilli 1 : Situation initiale. L'Afrique de la misère est très vendeuse. Un des témoignages a donné en exemple le fait de « *demander à des enfants de l'école primaire de donner une journée de leur gouter pour nourrir les enfants africains* ». En effet, même si cela part apparemment d'une bonne intention, cela retire la dignité à la cible que l'on se propose pourtant d'aider et cela maintient fortement le principe colonial de la **mission civilisatrice** auprès d'une Afrique infantilisée, au point où des petits enfants belges sont appelés à lui venir en aide.

Argument/Fait recueilli 2 : Depuis environ une dizaine d'années, un gros travail d'assainissement est en cours au sein des ACNG belges, d'après ce que nous avons eu à récolter des discussions à la fois avec les sièges (dont certains ont bien voulu nous communiquer des supports), mais surtout les représentations locales où nous avons pu à chaque fois collecter les images sur place (Roll up, affiches, communiqués, flyers, cartes, logos, etc.). On peut noter un exemple intéressant avec HUMUNDI, initialement dénommée SOS Faim. La précédente dénomination, bien que très claire en termes de compréhension, peut laisser penser que l'action de ladite ACNG était focalisée à apaiser la faim/ la famine dans le monde, ce qui en plus d'être réducteur, n'est pas valorisant pour les cibles de son action.

5. Une réflexion historique et prise en compte des variants socioculturels des terrains d'implantation encore assez faible

Nous avons relevé quelques éléments non exhaustifs qui permettent de déduire que la réflexion historique et la prise en compte des variants socioculturels restent malgré tout encore faibles. Nous allons en présenter trois éléments :

Argument/Faits recueilli 1 : Parler de décolonial, veut d'abord dire maîtriser la question même du rapport colonial, son origine, son contexte et surtout les incidences que celle-ci a eu dans les rapports entre les acteurs européens et africains en général, et maintenant belges et



burkinabè en particulier. L'idée du décolonial pouvait être connue, parfois vaguement ou de manière très précise, selon les informateurs⁴⁸. Cependant, la conscience historique semblait parfois être un sujet tabou chez certains. Les plus transparents ont même admis qu'il s'agissait d'un : « *passé dont nous - mêmes ne sommes pas fiers* ». De plus, la méthode holistique visant à recourir à une approche par sociogénèse, n'était pas toujours comprise au départ, ou pensée. Certains informateurs, ont admis qu'il était plus facile de « traiter » ou de parler du décolonial au présent pour avancer, que d'aller « remuer le passé ».

Argument/Faits recueilli 2 La place des modes alternatifs⁴⁹ endogènes, semble encore faible dans un processus qui se veut décolonial, et inclusif. L'agroécologie est souvent le schéma présenté comme valorisant le savoir endogène. Mais lorsque l'on sort du domaine agropastoral, on constate que les indicateurs de performance et de valeurs ex : IDH – Indices de Développement Humain, restent exogènes, voir eurocentristes (définis par le cadre logique de la DGD, UE ...). Cependant, des tentatives ont été notées, notamment dans le domaine des modes alternatifs de la régulation et de gestion des conflits.

Argument/Faits recueilli 3 : La sociogénèse du phénomène décolonial au niveau individuel, au niveau des sièges a plusieurs vitesses. Certains sont beaucoup plus avancés que d'autres. Mais dans l'ensemble, le fait d'établir de manière holistique et évolutionniste le rapport colonial et le processus décolonial, surtout au niveau individuel, semblait être nouveau, et même incompris. Beaucoup ont réalisé l'incidence des informations et données individuelles sur l'action globale. « Les ACNG sont d'abord gérées par des personnes physiques, qui ont leurs interprétations et même leurs faiblesses, en fonction de qui elles sont ».

II. Cartographie des partenaires

La cartographie des partenaires sera articulée autour de deux axes. Le premier plus descriptif présentera schématiquement les partenaires interrogés (A). L'on pourra à partir de leur analyse dégager quelques éléments d'analyse en rapport avec les différents axes de l'étude (B).

⁴⁸ Certains semblent plus outillés que d'autres selon les structures interrogées et les différences d'âges des informateurs. En effet, les plus âgés et /ou expérimentés semblant avoir des connaissances très solides, par rapport aux informateurs plus jeunes.

⁴⁹ Administration de la Justice, gestion des ressources naturelles, santé et recherche, développement économique et organisation socio culturelle ... selon les domaines traités par les ONG de l'échantillon de cette étude.



A. Présentation sommaire de l'échantillon des partenaires interrogés

1. ODJ – Organisation Démocratique de la Jeunesse/ Partenaire de BD

| ACNG Partenaire | Localisation | Périmètre d'action | Processus dé colonial |
|---|---|--|---|
| - Partenaire Broederlijk Delen | - Situé à Ouagadougou, siège : Ouagadougou, Dassasgho | - Zone d'intervention au Burkina Faso : ensemble du territoire | - Date : Depuis sa création. 2002, la problématique est au cœur de l'action de L'ODJ, qui lutte contre toutes formes d'impérialisme et de domination, sans distinction de races, nationalités, tribus etc. |
| Communauté échantillon | - Statut Association | | - Actions : synergie avec les autres Structures, Plaidoyer, Thé débats, Formations socioprofessionnelles, renforcement des capacités, |
| - Communauté de Sakouinsé / Commune de KOGOLOGO | | | - Cibles : Hommes, Femmes, Jeunesse, Entrepreneurs agricoles, communautés |

2. CRUN – Clinical Research Unit of Nanoro /Partenaire de IMT

| ACNG Partenaire | Localisation | Périmètre d'action | Processus dé colonial |
|--|---------------------------------|---|--|
| - Partenaire IMT | - Situé à NANORO, Centré Ouest, | - Zone d'intervention au Burkina Faso : Laboratoire à NANORO, Centre Ouest, mais expertise nationale et internationale partagée | - Date : Pas de document interne |
| - Communauté/ Site : | - Statut : Centre de recherche | | - Actions : recherche biomédicale, recherche collaborative, programme entrants endogènes, essais cliniques, innovation, laboratoire et pharmacie pour le traitement des maladies endémiques et épidémiques tropicales |
| - Nanoro – Pas de descente sur le site | | | - Cibles : Malades, centres de recherche, hôpitaux, jeunes chercheurs, |



3. CPF – Confédération paysanne du Faso/ Partenaire d'OXFAM

| ACNG Partenaire | Localisation | Périmètre d'action | Processus dé coloniale |
|---------------------------|---|---|---|
| - Partenaire OXFAM | - Situé à Ouagadougou 01 BP 2978 – 01, Burkina Faso | - Zone d'intervention au Burkina Faso : Burkina Faso | - Date : À cœur depuis la création, en 2002 - Actions : Plaidoyers et lobby (ex : révision des TEC, Tarifs Extérieurs Communs, en 2005) valorisation du savoir-faire endogène, valorisation des produits locaux, renforcement de la chaîne de valeurs au niveau local, renforcement des capacités – alphabétisation en langues locales, etc. ; financements locaux des projets - Cibles : entrepreneurs agricoles, communautés et groupements sociaux ruraux et urbains |
| - Communauté/ Site : - | - Statut : Confédération | | |

4. CNA – Cinéma Numérique Ambulant / Partenaire d'AFRICALIA

| ACNG Partenaire | Localisation | Périmètre d'action |
|---|---|---|
| - Partenaire AFRICALIA | - Siège Burkina Faso : 09 PB 23 Ouagadougou 09 Burkina Faso, Wemtenga, secteur 29 | - Zone d'intervention au Burkina Faso : Zones rurales principalement, mais également dans les grandes villes |
| - Communauté/ Site : - St Camille | - Statut : ONG | |



5. CINESDA - Centre International d'Etudes Sociologiques et de Droit Appliqué / Partenaire de RCN&JD

| ACNG Partenaire | Localisation | Périmètre d'action | Processus dé colonial |
|--|---|--|---|
| <ul style="list-style-type: none"> - Partenaire RCN Justice et Démocratie | <ul style="list-style-type: none"> - Situé à NANORO, siège : Rue 13.52, Porte 350 – 06 BP : 9905, Ouagadougou 06 - Statut : Cabinet d'avocat & d'Etudes | <ul style="list-style-type: none"> - Zone d'intervention au Burkina Faso : Burkina Faso, mais débute à Fada | <ul style="list-style-type: none"> - Date : Depuis sa création en 2001, de manière implicite, mais plus affirmée avec les premiers partenariats étrangers - Actions : Plaidoyer, consulting/expertise, Gouvernance association et valorisation des paramètres culturels et endogènes dans la gestion foncière, modes alternatifs de gestion et prévention des conflits et la procédure judiciaire, approche projet d'intérêt commun avec les ACNG - Cibles : Problématique foncière Zone urbaine et rurale d'implantation des tribunaux, PDI (Personnes déplacées internes) |
| <ul style="list-style-type: none"> - Communauté/ Site : - Cabinet à Zogona | | | |

6. APIL – Action pour la Promotion des initiatives Locales / Partenaire de Humundi

| ACNG Partenaire | Localisation | Périmètre d'action | Processus dé colonial |
|---|---|--|---|
| <ul style="list-style-type: none"> - Partenaire Humundi | <ul style="list-style-type: none"> - Situé à ZINIARE, siège : 11 BP 792 CMS, Ouagadougou - Statut : Centre de recherche | <ul style="list-style-type: none"> - Zone d'intervention au Burkina Faso : - Nationale via les partenaires | <ul style="list-style-type: none"> - Date : Pas de manière explicite, mais ses activités globalement sont tournées vers la valorisation des savoirs endogènes, le renforcement des capacités via l'alphabétisation ... - Actions : Professionnalisation des savoirs endogènes, agroécologie, chaîne de valeurs, programme de financement endogène à terme (diversification des sources de financements), environnement mixte avec formateurs endogènes - Cibles : Groupements agricoles, Groupements de femmes, entrepreneurs |
| <ul style="list-style-type: none"> - Communauté/ Site : - Ziniare | | | |



agricoles dans les domaines de l'apiculture, de l'agriculture, et l'élevage

7. UPC – CO / Partenaire de TRIAS

| ACNG Partenaire | Localisation | Périmètre d'action | Processus dé colonial |
|-------------------------|----------------------------------|--|---|
| - Partenaire TRIAS | - Statut : Union professionnelle | - Zone d'intervention au Burkina Faso : National | - Date : Pas précisée |
| - Communauté/ Site : | - Membre de la CPF | | - Actions : Formateurs endogènes, valorisation et modernisation des savoirs endogènes, microcrédit et financement, chaîne de valeurs, environnement mixte, innovations agroécologiques |
| - | | | - Cibles : Entrepreneurs agricoles, groupements sociaux |

8. ARFA - Association pour la Recherche et la Formation en Agro-écologie/ Partenaire de l'ONG Îles de paix

| ACNG Partenaire | Localisation | Périmètre d'action | Processus dé colonial |
|------------------------------------|------------------------|---|--|
| - Partenaire Iles de paix | - Situé : BP 15 FADA, | - Zone d'intervention au Burkina Faso : ARFA en chiffres c'est une couverture géo - quantitative de « 41 communes ; 08 provinces ; 03 Régions ; | - Date : Pas explicitement |
| - Communauté/ Site : | - Statut : Association | | - Actions : approche partenariale, gouvernance associative, modernisation scientifique des savoirs endogènes, innovations et recherches, projets |
| - Kanrin / par Koupela | | | - Cibles : 22 sites maraichers ; 3727 producteurs, dont 1766 femmes ; 17 écoles, 03 unités de transformation agroalimentaire ; 11 projets en cours d'exécution. |
| Site de compostage en construction | | | |



9. Associations BAOBAB/ et La Saisonnière / Partenaires d'Autre Terre

| ACNG Partenaire | Localisation | Périmètre d'action | Processus dé colonial |
|--|--|--|--|
| <ul style="list-style-type: none"> - Partenaire Autre Terre, | <ul style="list-style-type: none"> - Baobab - Situé, siège : Ouagadougou Cissin - Statut : Association Société civile/ commerciale | <ul style="list-style-type: none"> - Zone d'intervention au Burkina Faso : Ouagadougou, Cissin, et les localités de Villy, Tinsounka, Koudougou ... | <ul style="list-style-type: none"> - Date : 2016 au cœur de l'action depuis la création avec la première de troupe de théâtre. Montrer une autre image que celle reçue - Actions : Sensibilisation et éducation au développement à propos de l'agroécologie et de l'assainissement : concours de théâtre, théâtre-action, Microcrédit, programme de financement alternatif - Cibles : initialement jeunes déscolarisés, entrepreneurs agricoles, femmes, groupements sociaux |
| <ul style="list-style-type: none"> - Communauté/ Site : - La saisonnière. Communauté présentée par Autre Terre, mais lors de la descente nous avons constaté qu'elle n'a pas de lien direct avec BAOBAB. Il s'agissait d'une association à part entière | <ul style="list-style-type: none"> - Bendogo, Ouagadougou, Burkina Faso. | <ul style="list-style-type: none"> - Centre 04 sites | <ul style="list-style-type: none"> - Cibles prioritaires : Femmes en situation de précarité, jeunes - Pas de manière explicite, mais la philosophie générale de l'association est articulée autour du développement socio culturelle et économique par le biais de l'agroécologie et la transformation des produits locaux - Actions concrètes : Financements dégressif à terme, transition financière avec l'ouverture des cycles de formations payantes, alphabétisation en langue locale, magasin de produits locaux |



B. Résultats et analyse des entretiens et descentes avec les partenaires avec un point sur leurs communautés cibles

S'il y'a un fait marquant dans l'action des associations et ONG au Burkina Faso, c'est bien la capacité à établir des synergies et coactions qui fonctionnent dans la durée. De plus, sur les neuf / dix partenaires interrogés, seul un seul a vu sa création motivée par un partenaire extérieur (Suisse en l'occurrence). C'est une donnée importante, dans la mesure où cela traduit qu'en réalité les partenaires locaux existaient avant les partenariats avec les ACNG Belge. Souvent par des initiatives internes, des mécanismes bénévoles, ou des groupements d'initiative commune et socio professionnelle. La question décoloniale ici, d'après les données est plus implicite. Ce qui lui donne encore plus de valeur en matière de décolonial, car ces structures n'avaient pas nécessairement en viseur de se penser par rapport à l'extérieur, mais d'auto générer les voies de leur développement.

Cela a permis d'observer une forte indépendance de pensée, dans la mesure plus de la moitié de l'échantillon déclarait ouvertement que les partenariats qui étaient établis, ne pouvaient l'être qu'à condition que des intérêts communs soient partagés, et que les conditions générales de partenariats ne soient pas contraires à leur intégrité et éthique propres. Cependant, au sein de certains retours, on pouvait ressentir que parfois il était nécessaire de « mettre de l'eau dans son vin », ou même de poser certains actes pour « faire la leçon au partenaire ». Comme par exemple retourner un financement jugé contraire aux principes et valeurs du partenaire burkinabè, bien que la somme mentionnée était très importante. Ou compenser les frais logistiques supplémentaires de traitement des agents burkinabè, lorsque le partenaire belge estimait que le minimum ou la valeur /la moins élevée était suffisant. Pour développer un peu l'analyse de ce segment, nous présenterons de manière non exhaustive quelques axes majeurs ayant particulièrement retenu l'attention.

1. Le processus décolonial au cœur du développement des structures partenaires

Le cas des organismes d'action solidaire au Burkina Faso est particulièrement intéressant dans la mesure où leur plus grand succès est d'avoir réussi à développer un sentiment de conscience nationale et d'engagement citoyen, ce à tous les niveaux de la société. En effet, il ne s'agissait pas seulement d'avoir des réponses et des résultats clairs dans



la ville de Ouagadougou et ses environs, mais même au sein des communautés plus excentrées. Parmi les communautés cibles des partenaires visités, trois se situaient en dehors de la ville de Ouagadougou, et une dans la zone périurbaine de Ouagadougou. L'on a constaté à chaque fois que le **développement endogène** avait motivé la création et le développement des différents groupements cibles, lesquels avaient souvent été choisis pour ce motif. Deux faits peuvent être énoncés à titre de constats :

Argument/Fait recueilli 1 : *Le développement endogène.* En effet, celui –ci se traduit par recours aux financements alternatifs (autre que celui des ACNG, pas seulement belges, mais ACNG en général), les synergies internes (SPONG, CNABIO), mais aussi l'intervention progressive des institutions internes de crédit et de microcrédit (les activités de l'un des partenaires, notamment Le Baobab, ont d'ailleurs un point sur le microcrédit) Ex : la Banque populaire, les municipalités, les tontines (financement participatif observé particulièrement en zone rurale) au sein des groupements ... Cette image casse lourdement avec celle de nécessiteux, lesquels attendent et tendent la main. Plusieurs des partenaires rencontrés avaient des structures importantes et biens organisées, informées et coordonnées. Surtout, les marqueurs identitaires de ces partenaires en termes de décolonial étaient souvent très forts, presque revendicatifs, sans pour autant être conflictuels. **Exemples de commentaire :**
1- *« Nous savons faire la différence entre les bons et les mauvais, lesquels existent de chaque côté. C'est davantage le principe capitaliste que nous condamnons ».* **2 -** *« Nous ne sommes pas dupes, du fait que la main qui reçoit est toujours en dessous de celle qui donne. Voilà pourquoi nous avons développé une stratégie interne d'autofinancement pour assurer notre fonctionnement. Le partenaire intervient en général sur des projets précis ».*

Argument/Fait recueilli 2 : *la valorisation et la professionnalisation des savoirs endogènes.*

Un autre fait marquant que nous avons constaté chez la plupart des partenaires réside dans la valorisation des savoirs endogènes. On peut l'observer autant dans le domaine agropastoral avec les techniques endogènes en matière d'agroécologie, qu'à travers les méthodes alternatives de gestion des conflits, ou de gouvernance coutumière. De même, les connaissances autrefois qualifiées de villageoises, sont ici transformées, capitalisées et professionnalisées dans les langues locales. **Exemples :** **1-** Les formateurs endogènes en agroécologie (L'une des formatrices endogènes que nous avons rencontrés nous a semblé plus professionnelle en termes de maîtrise du terrain et des actions à mener, que l'ingénieur



agronome avec lequel elle était, ceci tout en s'exprimant en Moré), **2-** les méthodes endogènes de gestion des conflits et les justices transitionnelles (celles – ci interviennent dans le cas du relèvement, notamment pour le cas des PDI, mais aussi dans le cas des conflits interethniques et conflits asymétrique en urbains / ruraux. Les fondements desdits conflits ayant souvent une origine historique, culturelle ou sociologique, ceux – ci sont mieux adaptés que les règlements internationaux lesquels n'ont souvent pas été pensés pour des cas aussi spécifiques.

2. Les partenaires locaux, force de proposition, mais pas décideurs des actions conjointes

Ici la problématique du poids de l'argent revient à nouveau. L'essentiel des témoignages, s'ils faisaient état en général de bons rapports, et de respects mutuels, relevait néanmoins le fait que leurs avis restaient des avis consultatifs et non des avis conformes. Ceci même lorsque le projet en question avait des aspects fortement dépendants du site d'implantation et de la culture locale. Leur contribution s'articule selon les témoignages, à travers des actions telles que le plaidoyer, la participation aux bilans et au montage des projets et agenda, mais aussi aux activités d'éveil et de sensibilisation.

Argument/Faits recueilli 1 : *Le plaidoyer et les activités de débats et de sensibilisation.* À travers ces actions les partenaires locaux peuvent se constituer en véritable lobby, avec une voix qui porte des revendications claires remontées de la base aux différents sommets (étatique et internationaux). **Exemple:** La révision des TEC⁵⁰, pour que ceux-ci soient plus adaptés au marché local, et ne défavorisent pas les producteurs locaux au profit de l'importation. De même, nous avons particulièrement été sensibles aux activités de débats et sensibilisation développés par trois des partenaires. En effet, si les activités liées au développement économique sont importantes pour la capacitation des populations cibles, leur transformation mentale semble être le point clé de ce processus décolonial. Et cela s'effectue par des actions très variées **Exemple:** Les thés débats de L'ODJ, les théâtres éducatifs avec Le Baobab, le cinéma inclusif en zone rurale avec le CNA.

⁵⁰ Tarifs Extérieurs Communs



Il s'agit au fond, au-delà de l'aspect purement mécanique du développement d'apporter une transformation mentale aux cibles, afin que celles – ci se voient comme les premiers acteurs de leur épanouissement. Il s'agit aussi de leur renvoyer une image positive d'elles-mêmes et de leur environnement immédiat, en mettant l'action sur le potentiel et les opportunités qu'ils ont autour d'eux.

Argument/Fait recueilli 2 *La collaboration au niveau des agendas et projets.* Globalement présentée comme positive dans l'ensemble, il y'a néanmoins un bémol à signaler lequel est revenu à cinq reprises (communautés incluses). En effet, les témoignages faisaient état du fait que souvent les idées qui étaient proposées à la base, revenaient parfois méconnaissables. C'était particulièrement le cas lorsque la thématique abordée générait un conflit de valeurs, opposant ainsi l'approche des ACNG belges, à la vision socio culturelle au Burkina Faso.

Exemple : Les exemples qui est le plus revenu sur la table est **la question du genre et l'accès des femmes à la terre.** En effet, la problématique foncière est un exemple d'opposition en termes de valeur et de mentalité. Au Burkina comme dans la majeure partie des pays d'Afrique subsaharienne, « *La terre appartient aux ancêtres et non à un individu* » dans la culture ancestrale et traditionnelle des peuples. C'est justement le fait colonial⁵¹ qui a créé le phénomène de la propriété foncière individuelle. Le système de gestion des terres est globalement limité à l'usufruit (parfois même la jouissance est collective ex : dans deux des communautés, les informateurs (groupe mixtes constitués d'hommes et de femmes, dont l'âge variait entre 21 et 69 ans) ont parlé des systèmes traditionnels des champs communautaires, afin que tous puissent bénéficier des récoltes souvent plus abondantes de la meilleure parcelle du village. Ce qui n'exclut pas que chacun puisse pratiquer individuellement de l'agriculture aux alentours des concessions familiales (et non sur les terres d'un individu),

Les femmes sont d'ailleurs souvent les plus actives dans le domaine agricole des villages. « **Le conjoint, qui lui-même n'est déjà pas propriétaire de la terre, ne peut pas retirer une parcelle spécifique pour la donner à sa femme** ». Pour ces communautés, cela renverrait à

⁵¹ Avec la colonisation, l'on assiste à l'introduction du principe exogène du Titre Foncier et à la transition vers la propriété individuelle et non collective ancestrale. Or, on note une survivance du système de gestion foncière endogène dans la sociologie des populations locales jusqu'aujourd'hui, surtout en zone rurale. Le mari ou même le chef de village n'est lui-même pas propriétaire (au sens juridique, usage, jouissance et disposition), mais gestionnaire des biens de la collectivité. Il ne peut pas donner ce qu'il ne possède pas.



« diviser les familles ». Tandis que dans l'approche occidentale du genre, et du développement des femmes en particulier, la femme est prise comme un chaînon à part extrait de la société. Ce qui n'est clairement pas opérationnel dans un contexte comme au Burkina Faso, où la société est fortement communautaire. La femme, qui se développe le fait avec toute sa famille, et non en opposition à celle – ci.

Il est donc impératif de mieux réfléchir sur l'approche genre non pas dans le principe de soutenir les déséquilibres (ce n'est certainement pas notre propos), mais sur la meilleure méthode de l'implémenter de manière réaliste, en accord avec la culture locale. Selon certains partenaires locaux ayant pour point focal l'agriculture, ce qui pose réellement problème, ce n'est pas le refus d'inclusion des femmes, mais la solution (processus matériel) qui consiste à exproprier la communauté au profit de l'attribution individuelle de terres à une frange de la communauté. Cette solution peut dans le même esprit être remplacée, par d'autres modèles d'action visant à restaurer la dignité des personnes en position/situation difficile. L'impression que cela renvoi auprès de certains acteurs, notamment ceux fortement ancrés en zones rurales, c'est qu'il y'a par là une volonté de transposition de solutions exogènes sur un sol qui fonctionne avec une vision du monde communautaire, donc différente, et cela peut ne pas marcher.

3. Une conscience historique et civique très forte au Burkina Faso

En effet, contrairement à ce que l'on peut observer au sein d'autres pays africains notamment les pays d'Afrique centrale, le degré de conscience historique et civique semble avoir évolué de manière significative au Burkina Faso. Et cela, depuis le plus petit village, jusqu'aux centres urbains. Les informateurs rencontrés venaient de milieux très variés avec des conditions sociales très différentes. Cependant, il y'a une sorte d'homogénéité dans le langage quant à la conscience civique et historique de qui ils sont par rapport aux autres (l'extérieur), de comment « *faire bien et même mieux* » dans le contexte qui est le leur.

Ce qui a aussi été frappant justement, c'est leur capacité à mettre en commun leurs efforts, en faisant quasiment disparaître les intérêts individuels au profit de l'action concertée d'intérêt commun. Les mots « *moi* » ou « *je* » étaient d'ailleurs quasiment bannis dans certains groupes /ONG, tels que l'ODJ, chez qui nous avons eu la même ferveur autant dans la



communauté de Sakoinzé, qu'au siège de Ouagadougou (pourtant interrogé après la communauté). On pouvait y observer beaucoup de lucidité dans l'évaluation des rapports avec l'étranger. « Grâce à l'ODJ, je sais qu'il y'a des bons et des méchants partout, mais j'ai appris à barricader ma porte pour me préserver des méchants ». Deux points sont le plus ressortis à ce niveau. Le rôle, voire le « fantasme de l'école » et celui des religions.

Argument/Fait recueilli 1 *L'école et l'environnement ont largement contribué à extravertir les comportements sociaux dans l'ensemble.* Le décolonial doit selon plusieurs témoignages, d'abord commencer par briser le mythe selon lequel on a réussi parce qu'on a fait « l'école du Blanc ». De plus, les programmes scolaires devraient être davantage focalisés sur les besoins et réalités locales et non extérieures⁵² (**Témoignage** : « C'est pourquoi nos enfants veulent fuir le village pour la ville, ou aller en Europe. (...) on leur apprend à l'école que ce qui vient du village ne vaut rien »). Par contre au sein des structures partenaires, celles-ci ont réussi à briser ce tabou. **Exemple observé : La CPF**, a à sa tête de grands agriculteurs issus du modèle traditionnel, et les ingénieurs et administratifs sont leurs employés. Et les performances et capacités de ces dirigeants n'avaient rien à envier, si n'est pas l'inverse, à celles de ceux qui avaient suivi le cursus académique et professionnel étatique postcolonial. Dans la majorité des cas de contextes de type colonial, c'est l'inverse.

Argument/Fait recueilli 2 *Le rôle de l'église et de l'Islam.*

Dans l'une des communautés, nous avons constaté que le rapport avec l'extérieur s'il ne passe pas par l'école, était souvent le fait des églises et des mosquées. En effet, l'association coloniale du Blanc qui apporte la civilisation est souvent revenue dans le cadre des communautés comme KANRIN, où l'Église catholique par exemple, joue un rôle majeur dans la localité depuis la période coloniale. **Témoignage** : « Ils nous donnaient les bonbons, des habits et du riz » parlant des prêtres de la Caritas.

Le cas de l'Islam nous est revenu plutôt en zone urbaine. En effet, il faudrait rappeler que la première colonisation connue sur le continent était celle de l'Islam du VIIe au XIIIe siècle. Deux informateurs parmi les staffs des partenaires ont abordé ce sujet, en précisant que dans le cas de l'Islam, souvent même la langue originelle avait tendance à disparaître, même si dans certaines localités il y'a eu des résistances. L'Islam, dans ce cas de figure est

⁵² « En biologie on vous apprend le Pin et le Sapin, dans un pays comme le Burkina Faso »



devenu le standard en lieu et place des traditions et coutumes ancestrales, aussi bien qu'aujourd'hui on arrive parfois à le confondre avec celles – ci.

4. Un partenariat international égalitaire encore loin du compte

Le processus décolonial enclenché au sein des ACNG belges en particulier fait état du fait que celles – ci sont plus collaboratives au Burkina Faso, que la solidarité venant d'autres pays cités tels que la Suisse, ou la France qui a beaucoup été mentionnée. Cependant, même dans ce cas de figure la question du partenariat égalitaire reste encore sensible et peu réaliste au regard des multiples goulots d'étranglement liés au contexte géopolitique international (cf. introduction).

Les ACNG belges, même si elles sont guidées par une bonne volonté manifeste, ne peuvent pas échapper aux contraintes des rapports de forces inter état. De même, le principe selon lequel certaines valeurs sont universelles et non contextualisables, crée un braquage de non-dits, où le sentiment que les valeurs exogènes sont imposées à celles locales domine. En pareille circonstance, soit cela crée une rupture nette avec le partenaire étranger, soit le partenaire local (certains ont reconnu avoir parfois eu à « *arrondir les angles* ») doit transiger avec son intégrité pour que l'accord soit trouvé.

Argument/Fait recueilli 1 *Le poids de l'argent.* L'un des arguments majeurs dans la question du partenariat égalitaire est celui du poids de l'argent. Tant que la solidarité internationale sera orientée en termes de capitaux en flux du Nord vers le Sud, parler d'égalité restera un idéal. Par contre ce qui a pu ressortir plusieurs fois c'est qu'une collaboration « *équitable* »⁵³ est envisageable et réaliste avec les ACNG belges sur la base d'intérêt.

Argument/Fait recueilli 2 : *Les reliques de la mémoire collective.* L'un des éléments qui ont été mentionnés par les partenaires et au sein des communautés, c'est celui du poids de la mémoire collective, le poids du passif entre les nations. La Belgique ici a relativement un avantage de n'avoir pas à proprement parlé de passif colonial avec le Burkina Faso ce qui peut faciliter la neutralité du rapport entre les partenaires locaux et les ACNG Belges. Cependant, l'un des faits coloniaux les plus marquants réside dans l'autocensure des populations locales

⁵³ Deux critères sont revenus en termes d'équité ici : le caractère respectueux des valeurs et intérêt des deux parties, et le second est que celui – ci soit profitable aux différents co – contractants.



vis-à-vis « du Blanc » ou des bailleurs de fonds en général. Il s'agit d'un phénomène à rectifier d'abord au niveau interne burkinabè. C'est-à-dire de désacraliser le rapport avec l'extérieur. Et les activités de débats et sensibilisation, ainsi que les programmes culturels et artistiques menés par les partenaires contribuent justement à déprogrammer ce système, lequel rend la discussion d'égal à égal inenvisageable. **Exemple observé** : Dans la communauté de KANRIN, parlant de l'Église catholique, la vision de l'Européen a largement été présentée comme celle de la mission civilisatrice. « *Les blancs nous ont amené de l'eau courante, l'école et des cadeaux* ». S'il est vrai que, les projets de solidarité étaient l'initiative des communautés, l'acceptation du format de celle – ci, reste fortement influencée par l'image selon laquelle ce qui vient des bailleurs de fonds est forcément positif.

5. Un agenda entre Top down et Bottom up

La question qui décide de l'agenda? des thématiques et de l'orientation des financements?... est d'après les retours obtenus des partenaires et des communautés plus nuancée. En effet, certains programmes spécifiques relèvent la politique des ACNG belges, mais dans la plupart des initiatives qui nous ont été présentées, l'idée de départ venait d'une conception burkinabè. Cela s'observait particulièrement avant la contractualisation de la collaboration avec l'ACNG. Cependant, une fois le rapport établi le rythme était à tributaire de l'organe de financement.

Argument/Fait recueilli 1 *Les thématiques privilégiées.*

Lorsqu'il (le rapport ou la collaboration) est défini, le rythme est souvent mené par le biais des ACNG, qui dans la plupart des cas constituent les principaux vecteurs de financements, et sont souvent à tort ou raison assimilée à cela dans les inconscients collectifs. Cependant, l'un des pendants de cet état de fait est que Priorisation des thématiques à développer **Exemple** : Les thèmes les plus récurrents énoncés sont Changement climatique, la question foncière, le Genre en lieu et place de l'inclusion... Ces thèmes sont parfois formulés comme des paramètres à intégrer parfois de manière forcée au sein des projets.



Argument/Fait recueilli 2 *L'approche conventionnelle et les intérêts communs.* Dans ce cas de figure le rapport partenarial est défini contractuellement⁵⁴ et non par appel d'offres. Dans six sur neuf des exemples observés, c'est cette approche qui a été opérée. Elle présente l'avantage, de définir dès le départ comment la collaboration va être définie, et surtout les règles de conflits applicables à celle – ci.

6. Regard sur les communautés cibles rencontrées

D'entrée de jeux, l'on va constater à regret que l'équilibre au niveau de l'échantillon global a été moins favorable au niveau des communautés, largement minoritaires ici. Cependant on a principalement constaté deux cas de figure :

- *Les communautés à fort taux d'encadrement*

Ici aussi on va plus ou moins avoir deux catégories de communautés. La première, comme à Sakoinzé bénéficie à la fois d'un accompagnement technique et socio éducationnel. Les membres y sont très outillés, très informés sur le processus décolonial, son importance et son implémentation au quotidien à travers des actions très concrètes ex : Projet de développement agricole, fabrique de savons etc. Leur point fort est qu'elles sont mieux structurées, et on constate déjà une conscience claire et lucide sur les différentes questions liées au décolonial, ce sans rentrer dans une forme d'idéologie extrémiste. Cependant, le bémol ici intervient au niveau de la méthode, car la distinction entre la communauté, et la structure partenaire n'est pas claire. La communauté est quasiment assimilée à la structure et dans à ses idéaux.

Dans le second cas, l'appui est essentiellement technique avec une valorisation des savoirs endogènes et langues locales, qui vont être professionnalisés à moyenne et à grande échelle, pouvant même aller jusqu'à l'industrialisation agropastorale. Ex : A Ziniaré. Le point fort ici réside indéniablement dans la valorisation et la modernisation des savoirs endogènes. Ce qui est un argument en faveur du décolonial. Cependant, la proximité (au moment des

⁵⁴ Les parties se rapprochent pour définir leurs intérêts communs à travers une convention de partenariat. Ce avant toute action. Les motifs et l'agenda ne sont pas encore construits, et c'est mutuellement que l'architecture du partenariat va se définir. Dans le cas de l'appel d'offre, même s'il y'a contractualisation, il s'agit d'abord d'une « offre ». Ce qui signifie que le cadre est le plus souvent déjà fixé au moins un minimum. Et celui qui répond à l'appel, adhère à un schéma déjà construit.



échanges, c'est le partenaire qui a assuré la traduction) avec le partenaire fait en sorte qu'on ne puisse pas directement généraliser ces déductions.

- *Les communautés à système libre*

Ce sont des communautés quasiment vierges, où le rapport avec les acteurs (ONG et associations locales ou étrangères) n'est souvent que ponctuel, à la faveur d'un projet. C'est le cas de la communauté de Kanrin par exemple. Ces communautés sont paradoxalement très libres et autonomes dans leur quotidien qui s'articule le plus souvent en dehors des débats sur le décolonial, ou plus globalement des questions politiques et sociales. Leur point fort est leur grande autonomie et le détachement face au poids de l'argent de la solidarité internationale par exemple. Mais, on y constate cependant que le travail de décolonisation n'y est pas encore amorcé au niveau local (le décolonial portant à la fois sur le rapport avec les ACNG, et les partenaires, que sur les populations elles-mêmes). La sensibilisation d'après l'entretien avec un peu plus d'une quinzaine de membres (08 femmes et environ 06 hommes si on exclut le traducteur qui était un instituteur déplacé pour l'occasion), semble encore très faible, car les projets mis en avant visaient d'abord à contribuer à l'amélioration du cadre de vie des communautés, et leur développement endogène du point de vue social et économique.

III. Récapitulatif et classement des pratiques recensées pour inventaire

Étant donné que nous avons déjà abordé plusieurs problématiques avec les deux précédents segments, nous ne relèverons au niveau que trois points / spécificités dans le cas du Burkina Faso, qui contribuent au processus décolonial.

- *Le décolonial : Vers une augmentation du recours aux langues locales dans la réalisation des projets au Burkina Faso*

La phase exploratoire a fait d'état de plusieurs études ou programmes préalables menés par les ACNG belges, tels que Broederlijk Delen, IMT, OXFAM, Africalia... Cependant, dans plusieurs des rapports soit de workshop, soit d'étude, le recours aux langues locales dans le processus de solidarité internationale au Burkina Faso revenait comme une doléance forte. Les descentes et entretiens sur le terrain ont permis de démontrer que la doléance est entendue et pratiquée, même s'il y'a encore des pas à faire au niveau des communautés, qui



restent sous représentées. En effet, dans toutes les communautés, les échanges se sont effectués en Mooré – langue du peuple Mossi, avec des traducteurs, et ce, même lorsque les informateurs comprenaient et avaient la possibilité de s’exprimer un peu en langue française. Plusieurs programmes portent également des noms africains. Cependant, il y’a encore beaucoup d’efforts à fournir pour que les outils de communication, les rapports d’évaluation, les documents de projet; les cadres logiques et théorie du changement soient systématiquement traduits en langues locales, et que les communautés et non les acteurs structurés soient mieux représentés dans les différents processus, et pas seulement à la réception.

Argument/Fait recueilli 1 *Les langues dans les activités des ONG locales.* Nous avons pu constater ce phénomène avec les classes d’alphabétisation en langues locales, les débats en langues locales au sein des communautés ; et le recours aux modes alternatifs de règlement des litiges. L’un des exemples qui nous ont particulièrement intrigués est celui du **CNA – Cinéma Numérique Ambulant** ; *où les populations elles-mêmes participaient à la réalisation du film, comme acteurs, figurants ou techniciens, dans leurs langues, et sur des thématiques qui leur permettent de s’identifier à ce qui leur sera projeté plus tard, car en rapport avec leur environnement immédiat.*

Argument/Fait recueilli 2 : *Les langues dans les entretiens.* Lors de cette étude, l’essentiel des entretiens avec les communautés et même certains échanges avec les partenaires ont été effectués en langue locale. Cela montre que dans le cas burkinabè, l’on peut ne pas parler le français ou l’anglais, ou être passé par le schéma de l’école postcolonial, sans pour autant discréditer les capacités et aptitudes à réaliser un projet ou à administrer une organisation locale (Certaines de ces organisations comptant plus de 20 000 membres à travers le Burkina Faso).

- *Un partenariat international égalitaire encore peu réaliste aux vues des pratiques et faits recueillis*

Les principaux piliers d’inégalité ici résident dans la question du traitement des ressources humaines, lequel relève majoritairement de la responsabilité générale des ACNG belges, et le réflexe d’autocensure de Burkinabè.



Argument/Fait recueilli 1 : *Le traitement inégal des ressources humaines.* Lorsque le personnel vient de la Belgique vers le Burkina Faso, certaines remarques ont fait état du fait que le montant des sommes allouées pour les commodités de vie (Villa, logistique, etc.) est assez élevé. Or, ceci n'est pas le cas d'après les témoignages lorsque l'inverse se produit. Témoignage. « C'est comme si le fait de prendre l'avion est déjà une aubaine pour nous Africain ». On va souvent sur le minimum. L'un des autres points qui sont revenus est la question des barèmes de traitement salarial.

Argument/Fait recueilli 2 : *l'auto censure des Burkinabè.* Le poids de la mémoire collective et de l'histoire a, nous l'avons mentionné précédemment, un mécanisme d'autocensure chez certains acteurs locaux. **Témoignage :** « Parfois, on a eu à s'arranger en interne pour être éligible aux conditions d'obtention des financements ». Ce alors que par la suite ils ont réalisé que le partenaire aurait pu être ouvert à la négociation de meilleures conditions si celles –ci étaient bien motivées.

- *Une amélioration de la politique des ACNG et des partenaires burkinabè en termes de Communication et Image*

Ce point a été développé au niveau des ACNG, mais est valable dans l'ensemble autant aux ACNG Belges, qu'aux partenaires locaux.

En effet, sur les différents sites des structures qui ont fait partie de l'échantillon, le focus est aujourd'hui orienté sur l'expertise qu'il faut soutenir. On ne présente plus une image des « cas sociaux » ou de maladie ; mais des personnes souriantes auxquelles les financements et les activités peuvent apporter un coup de pouce à la réalisation de leur projet, à la valorisation de leur expertise et savoir-faire. L'activité champêtre n'est plus présentée comme celle de celui qui n'a pas pu aller à l'école, mais plutôt comme un moteur réel de croissance et de développement durable.

Nous avons pu collecter durant l'étude de précieuses données relatives aux pratiques courantes au sein de l'activité des ACNG au Burkina Faso essentiellement grâce à trois sources : les supports documentaires existants et partagés par les ACNG de l'échantillon, les sources orales lors des entretiens de la part du personnel de celles – ci, et les témoignages recueillis chez les partenaires et les communautés d'implémentation. Il ressort à travers ces données que des pratiques que nous pourrions qualifier d'inéquitables persistent encore (A).



Cependant, le décolonial n'étant pas un processus nouveau, il est à noter et surtout à vulgariser les pratiques qui visent à une implémentation concrète de la décolonisation dans l'activité des ACNG au Burkina Faso (B).

A. Inventaire récapitulatif des faits et des pratiques inéquitables

Le principe méthodologique adopté étant celui de l'anonymat, nous n'allons pas préciser sur quel site nous avons identifié les pratiques en question. Nous faisons ici un état non exhaustif des faits et pratiques que nous avons pu recenser grâce aux entretiens, tout en précisant que les exemples donnés concernent également le vécu des partenaires et communautés, avec les structures autres que celles de l'échantillon d'analyse. Nous pouvons ainsi citer :

1. Les pratiques liées à la différence de paradigme Nord - Sud

- Les acteurs de la solidarité ne rassurent pas par leur approche des problèmes et des réalités africaines et par leur mode de fonctionnement. **Exemple cité :** *L'un des exemples revenus au moins à quatre reprises est celui du genre en rapport avec l'accès à la terre. En effet en Afrique « la terre appartient à la communauté ». Chacun y a accès de manière usufruitrière pour les cultures, y compris les femmes qui sont parfois majoritaires dans les activités agricoles. Diviser des parcelles ce serait diviser des familles ; des communautés. Car le principe même de la propriété foncière individuelle est un principe colonial.*
- L'envoi des contrôleurs ou des coordinateurs expatriés n'ayant aucune expérience des réalités de l'Afrique

2. Les pratiques et faits liés au poids de la mémoire collective

- L'humanitaire, la solidarité et le développement sont devenus un business. Les organisations locales fonctionnent parfois sur la base du clanisme⁵⁵ et du népotisme.
- La remise en cause implicite des compétences des personnels locaux (plusieurs témoignages font état d'une forme de « condescendance » au commencement des

⁵⁵ Le clanisme renvoie au système selon lequel un clan, mais aussi une tribu (tribalisme)/ ethnie (ethnisme) fonctionne en circuit fermé. Recrutement exclusif au sein du clan même en cas d'incapacité réelle, partage des fruits et bénéfices entre les seuls membres de celui-ci et méfiance voire rejet des autres groupes. Le Népotisme, en est parfois une variante, dans la mesure où là le principe agit au sein d'une même famille ou alliés.



relations de travail). « *Lorsqu'ils vous félicitent, ce n'est pas parce que le travail est bien fait, mais parce qu'il ne vous croyait pas capable de le faire* » ; « *Tu t'exprimes bien en français, tu es très intelligent(e)... comme si le fait d'être noir(e) était inconsciemment associé à une forme de bêtise* ».

- Le déficit de confiance entre les Africains. **Exemple cité** : Les Africains doivent aussi faire confiance aux Africains au même titre qu'aux Blancs. Lorsqu'un Africain est désigné pour diriger un bureau pays, les résistances les plus farouches viennent parfois de ses propres frères, qui pensent un Blanc plus apte à assurer de hautes fonctions ».
- L'éducation coloniale et postindépendance a souvent poussé les Africains actuels à détester leur culture et à développer une forme d'auto racisme vis-à-vis d'eux. **Exemple cité** : L'exemple du « symbole »⁵⁶ est revenu à plusieurs reprises notamment chez les personnes du plus de cinquante ans.

3. Les pratiques et faits liés au poids de l'argent

- Les financements sous conditions parfois très rigides. **Exemple cité** : Dans le domaine agropastoral nous avons eu plusieurs exemples où les financements avaient pour conditions le choix par l'Organisme de financement, du prestataire voir même des matériaux, même lorsque par la suite il s'est avéré que les éléments imposés n'ont pas apporté satisfaction à certains problèmes en instance (Ils n'avaient pas pris en compte les spécificités climatiques et géologiques du site)
- L'inadéquation dans la prise en charge du personnel à égalité de niveau entre le Nord et le Sud. **Exemple cité** : L'un des exemples cités ici était celui du logement, avec des loyers à 1.5 à 2 millions FCFA par mois pour des coopérants venus du Nord. Un autre exemple étant celui des billets d'avion (l'option la moins chère étant pour les ressortissants du Sud). Un autre exemple est celui de la dysmétrie des traitements financiers entre le Nord allant vers le Sud, et l'inverse du Sud vers le Nord au sein des mêmes structures ;
- L'absence ou la faiblesse de contribution financière des partenaires (publics et privés) locaux. En effet, le plus souvent si une personne ne contribue pas elle-même au projet

⁵⁶ Le symbole, était un **signe distinctif de forme animale** que l'on plaçait sur les enfants dans les écoles, lorsque ceux-ci parlaient leurs langues maternelles et non le français, ou qu'il la parlait mal. Egalement lorsque les manières étaient jugées grossières et contraires à la culture véhiculée par le colon ou l'administrateur post-colonial.



qu'elle défend, elle ne risque de ne pas être prise au sérieux, ou elle ne prend pas le projet au sérieux ;

- L'attrait de l'argent dans l'activité des acteurs de la solidarité, et les agents véreux. Aux moins quatre informateurs sont allés dans ce sens, à la fois pour ce qui est des personnels locaux, pour lesquelles le salariat y est souvent plus attractif que sur le marché du travail local. Il est alors très difficile pour les personnalités les plus fragiles face à l'argent de renoncer à cette sécurité (un bon salaire), même si les conditions posées en face sont clairement contraires à leur éthique et / ou à leur culture propre. Cela est aussi valable selon trois témoignages, pour certains expatriés, qui voient en ce créneau une manne financière **Exemple cité** : *Le reversement seulement partiel des fonds collectés en amont pour les actions solidaires, la surfacturation de certains coûts pour détournements dans le train de vie des expatriés, etc. Même si certaines organisations ont déjà mis en place des pourcentages entre les frais de fonctionnement et les montants qui vont vers les acteurs de base afin d'être transparents et rester dans une certaine éthique, ceci en vue d'endiguer ce phénomène.*

4. Les pratiques et faits liés au « cadre logique » et à la définition des agendas

- L'imposition des projets calés sur un cadre logique. « Il faut dépenser tel que c'est écrit ». Le contexte impose souvent une nécessité d'être flexible dans la mise en œuvre des activités. **Exemple cité** : *Lors d'une activité, la coutume veut souvent en Afrique que l'on apporte des présents aux chefs et dignitaires traditionnels, ou encore qu'on appelle un griot ou des groupes de danse. Comment traduire cela de manière comptable dans un rapport ? Surtout dans un cadre logique qui n'a pas nécessairement envisagé et été pensé dans un tel cas de figure.*
- Les fonds institutionnels ne permettent pas de grandir (Au Burkina Faso, propos recueillis auprès des ONG locales mais aussi dans trois bureaux pays). Or certains projets ou appels d'offre exigent des « capacités et garanties » spécifiques au sein de ces ONG locales.

B. Inventaire récapitulatif (non exhaustif) des pratiques de partenariat à encourager

L'on a relevé tantôt que le processus de décolonisation n'est pas un fait nouveau. De ce fait, les entretiens et les recherches exploratoires ont permis de détecter des faits et des



pratiques positives relatives aux aspects tels que l'inclusivité, le partenariat équitable, l'approche participative ... Nous pouvons évoquer de manière non exhaustive :

1. *Les pratiques visant à former, « partager »⁵⁷ et non « à financer »*

- Les **Dassandaga**, les « marchés de savoirs » qui ne coûtent pas grand-chose, organisés par certains partenaires locaux visités. On y vient pour vendre son savoir en échange d'autres savoirs lors de forums communautaires organisés où chaque participant peut donner son point de vue ou son expertise sur un sujet en lien avec les affaires de ladite communauté. Chacun/chacune repart en mettant dans son panier de savoir ce qu'il/qu'elle souhaite apporter avec lui/elle, Ici l'objet du partenariat n'est pas monétaire, mais concerne la mise en commun des savoirs-faire.
- La formation intellectuelle et civique **Exemple observé** : *Les thés débats qui mobilisent un groupe de jeunes qui débattent autour de sujets en lien avec leur environnement pour une éducation à la citoyenneté et la construction d'argumentaires pour défendre leurs droits. Minimum de coûts pour un maximum d'impact en vue d'une autonomisation réelle et concrète des populations cibles ;*
- Les formations d'insertion socio professionnelles au sein des villages. L'on finance ici non un projet, mais la transmission d'un savoir-faire et/ou sa professionnalisation. Cette pratique est favorable au décolonial, dans le sens où elle induit un processus d'autonomisation progressive, sans alimenter la dépendance.

2. *La transition vers le financement local pour des partenariats plus égalitaires*

- La diaspora, comme source de financement alternatif des projets de développement et de solidarité, comment les impliquer, passer par les communautés locales, incubation, banques, CNABio, financement avec l'aide des banques,
- Le recours au financement participatif, **Exemple observé** : *Le recours aux tontines, à l'autofinancement. L'un des projets rencontrés en zone rurale, projet de production des produits de la vie courante tels que le savon, les chaussures, etc. ont été entièrement*

⁵⁷ Informer, échanger, former, sensibiliser, éduquer ...



financés par la solidarité communautaire. Le rôle de L'ACNG ici, n'est intervenu qu'au niveau de la formation (transmission du savoir-faire)

3. Les pratiques favorables à une collaboration équitable et transparente

- Certaines ACNG ont développé des systèmes de transparence dans toutes les étapes dans la coopération. En effet, les agendas sont définis annuellement après bilan avec toutes les parties prenantes, soit en présentiel soit via les visioconférences ;
- La synergie dans la définition du créneau de l'action des projets à réaliser, en accord avec les intérêts de toutes les parties prenantes ;
- La prise en compte de la culture locale dans la définition des projets,
- L'orientation commune de l'agenda et la flexibilité dans les financements ;
- Les concertations directes comme substitut aux appels à projets ;
- Le refus des projets non intéressants pour les communautés et les partenaires locaux ;
- Les pratiques visant à éliminer la dépendance vis-à-vis du financement des ACNG **Exemple observé** : *Certains des partenaires locaux que nous avons écoutés existaient avant la collaboration avec les ACNG. Ils ont pu grâce à leurs actions communes grandir et se développer, cependant des stratégies de revenus alternatifs existent, tel que le reversement partiel des Perdiem des expertises dans le pot commun de la structure, la vente des produits agroalimentaires bruts et transformés, la commercialisation des services et expertises, la location des espaces, etc.*
- Les rencontres et ateliers de sensibilisation sur les concepts et réalités qui traduisent la survivance de la mentalité coloniale ;
- L'imprégnation de la culture locale du site d'implantation des projets solidaires. **Exemple observé** : *Lors des échanges avec les sièges de Bruxelles, l'on constate que tous les personnels en charge de l'Afrique y ont séjourné pendant des périodes plus ou moins longues (**certains plus de 25 ans**). De plus, le recours aux personnels locaux se développe (dans certaines ACNG, la pratique des coopérants étrangers a complètement disparu, au profit des locaux), même si l'on observe encore un système rotatif : un Camerounais peut être directeur du bureau pays d'un autre pays africain, mais pas du Cameroun dans certaines des ACNG*
- La communication concertée sur les indicateurs de progrès des projets en évitant l'exportation des indices de valeur supranationaux parfois inadéquats face aux réalités



concrètes du projet **Exemple observé** : *La notion d'autosuffisance alimentaire et le concept de pauvreté, ont un marqueur principalement financier selon les Indices de Développement Humain internationaux. Cependant, au sein de deux des communautés, les témoignages signalaient qu'il était tout à fait possible de vivre pendant une certaine période, sans recours à la monnaie fiduciaire. Ce, sans que le train de vie de la personne ne change. « Elle peut avoir ce dont elle a besoin, grâce à la solidarité communautaire, mais aussi par d'autres moyens tel que les échanges des services et des biens ... »*

- La réduction des intermédiaires dans le chemin des financements « *Parfois le budget est grand et le terrain ne reçoit qu'une quote - part* ». Certaines ACNG par exemple pratiquent le partenariat direct avec les ONG et groupements locaux, ou le système des consultants.
- Le recours aux consultants externes pour évaluer les projets et au besoin assurer le suivi et l'animation.
- L'adoption des fonds de souveraineté au niveau des représentations locales, afin de gérer les problèmes contingents et ceux ne pouvant pas être anticipés dès le départ dans les agendas ;
- L'adoption de plans d'action triennaux, voire pluriannuels ;
- La pratique des approches conventionnelles concertées en lieu et place des appels à projets.
- La valorisation des savoirs endogènes et leur professionnalisation **Exemple observé** : *Le cas des « formateurs endogènes »* (issus de la communauté locale).

4. Les pratiques favorables à l'autonomisation des populations locales

- La responsabilisation des partenaires locaux pour trouver des marchés internes et des débouchés **Exemple observé** : *Les financements dégressifs à terme ;*
- La pratique du « Back-Stopping » (suivi-progressif) Il s'agit ici de ne pas attendre la fin d'un projet pour son évaluation. Si l'on constate un problème à mi-parcours, l'on doit pouvoir agir de manière flexible pour ajuster la stratégie en fonction de l'élément à problème. **Exemple observé** : *En matière agricole au Burkina Faso, une production sur deux peut être déficitaire. De même, les aléas climatiques (excès ou absence de pluie, catastrophes naturelles ...) et sociaux impliquent souvent une révision des prévisions et indicateurs des projets en cours.*



- Les pratiques visant à éviter le Top-Down **Exemple observé** : *L'une des communautés de l'échantillon a mentionné que l'essentiel de ses projets était défini selon ses besoins. La collaboration ONG et ACNG, s'est établie dans leurs cas par le canal de la municipalité, en vue de rechercher des partenariats pour leurs réalisations. Ceci est un signe que l'accompagnement des communautés locales se fait également par Bottom-Off ;*

5. Les pratiques liées à la communication et à l'image

- L'évolution vers une valorisation des partenaires et communautés locales du point de vue conceptuel **Exemple observé** : *« Vous n'êtes plus des paysans, mais des entrepreneurs agricoles » ; le mot bénéficiaire est remplacé par partenaire ;*
- Le recours aux langues locales dans la réalisation des projets **Exemple observé** : *L'alphabétisation en Moré, langue Peuhl ...*
- Les campagnes inclusives et antiracistes et par le biais des réseaux sociaux et des supports de communication. **Exemple observé** : *certains des sites visités ont permis d'observer l'adoption d'une imagerie qui mettait en avant l'activité même des populations cibles, et leur savoir-faire, et non le caractère nécessaire de leur situation. « Il est vrai que la misère est plus vendable pour avoir des fonds. Cependant, elle prive de dignité les personnes que l'on prétend aider ».*



IIIE PARTIE : RECOMMANDATIONS ET STRATÉGIES D'IMPLÉMENTATION

Les recommandations faites à BD, aux autres ACNG belges et à leurs partenaires de la coopération au Burkina Faso s'adressent aussi à l'ensemble des acteurs qui agissent, à des niveaux divers, sur le continent africain, de quelque nature que soit leur relation. Comment ne pas le mentionner, l'Afrique est encore dominée aujourd'hui par le paradigme de la colonialité globale.

Cependant, le continent est à la croisée des chemins, au carrefour de sa destinée. Par exemple, l'Afrique entre désormais et plus que jamais dans le processus de la mondialisation et de l'internationalisation des échanges. La vogue des coups d'État sur le continent, l'éveil de la jeunesse panafricaine, combinés au nationalisme montant, sont la preuve d'un continent en ébullition, le Phoenix ayant atteint l'état d'éveil et cherchant sa propre voie pour parachever sa mue. Au surplus l'Afrique se dirige vers la construction ou la co-construction des rapports plus apaisés, parce qu'égalitaire. En tout cas, conscience est désormais prise qu'on ne peut penser le post colonialisme à partir du colonialisme : d'où l'impératif de la décolonisation, urgence dictée par le changement de paradigme.

Aussi devient-il pertinent que les ACNG, les partenaires locaux, la coopération bilatérale et multilatérale, les États occidentaux **et** leurs multinationales dans l'ensemble, **y compris** les élites africaines, et les sociétés civiles d'ici et d'ailleurs, les bailleurs de fonds FMI Banque Mondiale, etc. soient interpellés et surtout appelés à revoir leur copie pour l'avènement d'une nouvelle humanité, avec le renoncement à la logique de domination, de l'embalement des consciences et d'exploitation, conséquence d'une mondialisation ou d'un monde sans partage : celui du siècle dernier.

Ainsi, si au siècle dernier la colonisation ou la prédation donnait le pouvoir et créait la richesse, au siècle présent, le 21^e, la décolonisation conforme aux exigences de l'ère du verseau, transforme les liens, et réinvestit l'humain au cœur de l'action et de la solidarité internationale. Même s'il faut le reconnaître cette démarche ne sera pas aisée : c'est une question de pouvoir et de privilèges qui ne sont pas prêts, à disparaître, c'est-à-dire prêts au



renoncement. À cet effet la guerre de l'OTAN en Libye, ayant abouti à l'assassinat du Colonel Kadhafi, est un témoignage éloquent⁵⁸.

Donc il ne faut pas se leurrer ou entretenir un rapport naïf avec ce que ce concept implique sur le terrain de la politique et du contrôle des ressources. Disons-le, même dans le cadre du présent travail, conscience a été prise qu'il y'a certaines limites que la BD et l'ensemble des ACNG belges, malgré leur bonne volonté, ne pourront pas dépasser. La DGD et les autres Bailleurs de fonds, qui eux sont des acteurs étatiques, conscients et engagés dans les rapports de force, ne pourront pas accepter facilement certaines propositions qui ruinerait les fondements mêmes de l'ordre international actuel. Mais nous restons convaincus que ce travail est nécessaire et que c'est la voie à suivre pour l'effectivité du projet décolonial, projet d'égalisation des relations humaines et 'raciales'.

I. Les recommandations de l'étude

Il convient de distinguer les recommandations destinées aux ACNG, des recommandations destinées aux partenaires locaux et enfin des recommandations destinées aux acteurs étatiques ou institutionnels.

A. Les recommandations adressées aux ACNG (siège ou Bureaux pays/Représentations locales).

1- Décolonisation des financements : Au plan financier il est urgent de tendre vers le financement qui renforce les capacités des partenaires, tendre vers une autonomisation progressive et immuable des acteurs locaux. C'est un impératif dicté par ce qu'induit la décolonisation. Le cofinancement, le financement alternatif, les participations des autres acteurs locaux, acteurs étatiques et non étatiques, sont aussi autant de pistes à explorer. Le principe même de la coopération internationale, ou de la solidarité éponyme avec les financements partant toujours du Nord vers le Sud, est contraire à l'idée du décolonial. Cette idée de décolonisation porte en elle une certaine connotation en termes d'autonomisation des acteurs qui coopèrent sur le même pied d'égalité et cherchent à résoudre les problèmes d'intérêt commun. Dans le lien décolonial il y'a absence de

⁵⁸ Cf YOWERI MUSEVENI, Les Africains ont échoué à protéger la Libye contre les Occidentaux.
<https://www.bbc.com/afrique/region-51194120>



dépendance. La dépendance est le propre de la relation coloniale du siècle dernier. Cette dépendance au sens de la solidarité internationale est aussi dépendance vis-à-vis de la décision, vis-à-vis du financement. En gros qui a le dernier mot du financement ? Alors, que la décision des financements est prise en Belgique et que les financements viennent toujours du même pays pour les partenaires burkinabè est un contre sens, surtout une évidence de l'urgence de parachever le processus de décolonisation. C'est la raison pour laquelle, conscient des besoins réels des populations burkinabè et vue l'urgence de l'action, nous ne recommandons pas l'arrêt immédiat des financements, ce qui serait dommageable pour tous, tout au moins suggérons-nous à court terme l'orientation vers un financement régressif ou alternatif, et à moyen terme un autofinancement par le recours aux institutions burkinabè et enfin à long terme à la capacitation définitive des partenaires locaux, des groupements et des associations dans les problématiques de gestion autonome de leurs affaires. C'est en ce sens que le projet décolonial est libérateur, que ce soit pour les Belges ou pour les Burkinabè.

- 2- Décolonisation des instances de décision : Au plan organique l'impératif est celui de la décolonisation des instances de décision et de la structure même des ACNG. On devra tendre vers la composition hétéroclite des conseils d'administration, la diversité raciale dans les instances de direction, et l'instauration de la délibération et du consensus dans les autres instances de décision des ACNG où ce mouvement de réforme tarde à prendre corps. L'étude de la sociologie de la décision ayant montré une participation résiduelle des acteurs burkinabè puisqu'en dernière analyse la décision est toujours prise en Belgique selon les conditionnalités de la DGD. Il faut le reconnaître, sur cette question certaines ACNG sont plus avancées que d'autres dans la rationalisation des instances de décision. Le présent rapport sur l'étude décoloniale tout en se félicitant de cette transformation significative, synonyme de la démocratisation des structures de décision, invite les ACNG qui traînent le pas à faire pareil. C'est-à-dire à intégrer la diversité dans les structures de décision que ce soit pour les directions ou pour les conseils d'administration, respectives. Le principe étant que les gens aient leur mot à dire, et cela est très important, pour les décisions qui les concernent. C'est une exigence de la bonne gouvernance ou de la gouvernance démocratique des sociétés humaines tout simplement.
- 3- Décolonisation des procédures : Au plan processuel il devient urgent de tendre vers la simplification des procédures, la relecture en profondeur du cadre logique, la suppression



des clauses léonines, la définition des programmes en synergie et la mise en place des mécanismes d'implémentation de contrôle, d'évaluation et de suivi concertés. Et au besoin avec la participation des tierces personnes à l'évaluation. En clair, les procédures doivent non seulement être clairement définies (cela tarde à se généraliser malgré la déclaration de Paris en 2005), mais mieux encore elles doivent être arrêtées de commun accord ou d'accord-parties, entre les parties à la coopération. Le privilège du bailleur de fonds, qui fait et défait la procédure, qui fait la pluie et le beau temps et dicte la procédure unilatéralement, devra disparaître, là où il subsistait encore, avec le projet décolonial. Cette pratique est contraire à l'idée même de coopération au sens étymologique. La survivance de ces pratiques légitime ceux qui pensent encore aujourd'hui que la coopération dans sa version actuelle n'est qu'une contractualisation du rapport colonial avec le chargé d'affaires « indigène ».

- 4- Promotion de la nationalisation des postes dans les bureaux pays : il s'agit d'un acquis de la coopération des ACNG belges tel que recommandé par la DGD. Mais ceci peut avoir pour conséquence logique de priver les acteurs belges de l'expérience du terrain africain. Il faut donc mettre en œuvre d'autres mécanismes d'expatriation pour résoudre ce problème et permettre aux acteurs de travailler ensemble et d'échanger les expériences ou de gagner en expertise.
- 5- Elaborer un guide et un programme pour la décolonisation des écoles en Belgique et au Burkina Faso.

Les acteurs à la coopération internationale devraient se préoccuper de l'éducation des masses et donc des futurs coopérants. Il est donc indiqué de mettre sur pied des guides de formation décoloniale destinée à la formation pour leurs pays respectifs. Le guide décolonial est un outil didactique, pédagogique et prospectif.

- 6- Le changement de la terminologie au centre de l'action des acteurs de la solidarité.

C'est un pan important du projet décolonial que de changer le regard et la terminologie de l'action vers l'Afrique. Du moins ce vocabulaire doit se dépêtrer d'un langage outrancier ou outrageant. On est parti de « sauver l'Afrique » à un autre temps : celui de faire de l'Afrique un partenaire qu'on traite avec dignité et respect. Et c'est ensemble que les acteurs le feront.

- 7- Elargir l'assiette du débat décolonial au Burkina Faso : Impliquer dans le débat décolonial tous les segments de la société. Ainsi par exemples on pourrait voir comment intégrer dans



cette nouvelle démarche tout ce qui est réseau sociaux, radios locales ou communautaires pour les toucher les masses et les paysans.

- 8- Conjurer l'impact sécuritaire par des programmes spécifiques à destination des populations déplacées. Cela semble être jusqu'aujourd'hui l'impensé du projet décolonial. Ce programme pourrait aussi prévoir des études sur les cause de la conflictualité au Sahel et mieux informer ou éclairer les gouvernements.
- 9- Intensifier les ateliers ou les programmes de formations en direction des communautés ou des acteurs du monde rural. Les descentes sur le terrain ont laissé apparaitre un besoin réel de formation. Ce besoin semble même supérieur au besoin de financement des activités de productions pour les communautés.
- 10- Vulgarisation et diffusion de l'étude sur décolonial : publication de l'Etude sous forme de livre avec une traduction en anglais, et dans les langues africaines
- 11- Enfin il convient de mettre sur pied un programme d'implémentation des recommandations de la présente étude.

B. Les recommandations adressées aux partenaires locaux

- 12- Les organisations doivent d'abord affirmer leur souveraineté. Chacun doit savoir ce qu'il veut et travailler à se doter des moyens d'action et de subsistance.
- 13- Travailler pour l'autonomie financière à travers les financements alternatifs et le financement endogène (mobilisation du secteur bancaire, des acteurs) et l'autofinancement (élargissement de l'assiette des projets). L'autonomie des partenaires est donc une donnée capitale du projet décolonial, et la diversification des ressources et des financements est le moyen privilégié dans ce sens.
- 14- Implication des autorités traditionnelles dans la mobilisation de la collectivité villageoise dans son ensemble, dans les stratégies de communication et d'implémentation des actions de la solidarité internationale
- 15- Privilégier les ateliers de formation et les séminaires de renforcement des capacités
- 16- Renforcer l'autonomisation et l'épanouissement des femmes, des jeunes, et des personnes vulnérables
- 17- Définir de façon claire les besoins des partenaires locaux en terme de formation et d'accompagnement financier.



C. Les recommandations adressées aux acteurs étatiques :

- 18- Créer au sein des gouvernements une majorité politique soutenant l'implémentation du décolonial dans les relations internationales de l'acteur étatique.
- 19- Décoloniser les instruments de socialisation : écoles, universités, lieux de culte, média. Ces instruments jouent un rôle important pour l'éducation des masses. Leur décolonisation permettrait de démocratiser le concept de décolonisation et de toucher les masses.
- 20- Ouvrir le débat sur le colonialisme global : Il est urgent d'engager, dès à présent aussi, à toutes les strates de la société, au Burkina Faso et en Belgique, un débat sérieux et systémique sur la colonialité des rapports Nord-Sud (la prédation), employeur-employé, élite africaine-population...

21- La décolonisation de l'ensemble de coopération internationale devrait aussi suivre :

Au plan socioéconomique : la fin de la tutelle monétaire, la décolonisation des institutions financières, FMI Banque Mondiale, franc CFA, etc. Pour un ordre économique plus juste et efficace ; la décolonisation de l'économie mondiale et son système de rente, ou son système de prédation ou d'exploitation des ressources de l'Afrique sans contrepartie.

Au plan sociopolitique la décolonisation des super structures de domination, du système des Nations Unies, et sur le plan de la politique interne, l'endogénéisation des dynamiques institutionnelles : institutions politiques à l'instar des États et des communes, décolonisation et endogénéisation des dynamiques normatives et des pratiques ;

22- Restituer les objets de pouvoir, de culte et d'art africain :

Cela participe de la réarticulation de la mémoire collective et la lutte contre l'amnésie. Le partenaire africain devrait retrouver la mémoire active au lieu de vivre avec une mémoire effacée par la colonisation et les théories esclavagistes nées du système de la plantation.

23- Articuler le débat des crimes de colonisation et de l'esclavage et articuler le processus d'indemnisation des victimes. Il est impossible d'écrire l'histoire de l'humanité en gommant les lignes, en effaçant les pages de notre passé récent qui posent problème à notre conscience collective aujourd'hui ; au risque d'avoir les trous de mémoire. La coopération internationale si elle veut vraiment se réformer devrait avoir le courage d'aborder la question des crimes du passé. Pourquoi, parce que ces faits historiques ont laissé au sud une population marquée par une conscience collective douloureuse.

24- Créer des cellules de veille éthique au sein des administrations, des ACNG, pour réduire les cas d'abus Exemple : Détournement des fonds de soutien à des fins de commodités des



coopérants. Ces cellules de veille éthique devraient fonctionner en collaboration directe avec les cibles et les partenaires avec un principe de témoignage sous anonymat et une méthode quantitative et qualitative d'analyse des témoignages.

25- Favoriser les projets de développement mutuellement profitables. Ex. : agro-industries industries - culturelles en vue de l'exportation sur les marchés du Nord. Le partenariat équitable préserverait ainsi davantage la dignité de chaque partie.

II. Les stratégies d'implémentation des recommandations

- 1- Il est urgent de renforcer et d'harmoniser les calendriers du projet décolonial définissant les priorités à court, moyen et long terme. C'est la condition pour donner de la visibilité à ce projet et rendre lisibles les actions et les synergies d'ensemble.
- 2- Il faudrait mettre sur pied à bref délais un cadre de concertation impliquant les acteurs institutionnels, en collaboration étroite avec les administrations, les ONG, les autorités traditionnelles, la société civile et les communautés.
- 3- Un comité d'évaluation des programmes de décolonisation des Etats, et des ACNG devrait aussi voir le jour. Cette évaluation se fera une fois par an, par un organisme indépendant, dans les sièges et les représentations pays, et les partenaires locaux. Les travaux de ce comité dit d'évaluation donneront lieu à la production d'un rapport annuel, dont les modalités restent à définir.
- 4- Impliquer par le biais d'un colloque international réunissant la Belgique et l'Union Européenne, et les États du Sahel, les gouvernements et les administrations publiques et privées, tous les acteurs du projet décolonial pour une réflexion prospective en vue de s'appropriier le décolonial. La décolonisation pourrait alors être inscrite sur l'agenda international et devenir une réalité en terme de définition des politiques publiques.
- 5- Mettre en place un comité *vérité - réconciliation* pour épurer les rapports historiques entre l'Afrique et l'Europe et au besoin établir les responsabilités.
- 6- Classifier par ordre d'impact et de complexité les principaux problèmes liés à la mentalité coloniale autant dans les rapports Nord – Sud que dans les rapports Sud – Sud ; puis établir des programmes à court moyen et long terme pour les résorber avec un système de



partage des expériences entre acteurs de la solidarité (les plus avancées pourraient ainsi partager leurs expériences avec les autres ou comparer leurs résultats respectifs)

- 7- Renforcer l'implication des médias dans le programme du décolonial
- 8- Créer des espaces inclusifs de sensibilisation entre les différents maillons de la chaîne, les spécialistes de la communication, mais aussi les cibles. Recueillir leurs avis sur l'image qu'on projette d'elles et dans l'autre sens, établir un système de veille éthique qui permettra d'identifier les « mauvais élèves » dans les deux sens.



CONCLUSION

Nous avons mis l'accent sur une analyse globale des relations Nord-Sud, entre l'Afrique et l'Europe, nous avons mis les projecteurs sur les relations internationales avec le continent africain depuis les indépendances des années soixante, sur l'apparition de la coopération internationale, la création des acteurs institutionnelles et ONG du nord, puis celle des ONG du sud et africaines, et nous avons compris les limites des actions voulues en vue d'une solidarité internationale.

Il fallait aussi d'abord s'entendre sur les définitions des termes que nous utilisons et la compréhension globale de ces termes chez les différents partenaires. Comme nous l'avons constaté, il est prudent de s'assurer que quand on utilise un terme dans ce champ des relations ou des coopérations internationales, que le partenaire comprend ce que celui qui énonce ses propos a l'intention de vraiment dire.

Les interviews que nous avons menées, le travail sur le terrain, la documentation mise à notre disposition, celle que nous avons trouvée nous-mêmes, mais surtout aussi les différents livres que nous avons utilisés pour cette étude nous ont permis cette première ébauche de discussion que nous présentons aux partenaires.

Les domaines d'intervention se définissent toujours au nord, ou dans le cas précis en Belgique, c'est aussi là-bas que se prennent les décisions finales, les ACNG belges elles-mêmes dépendent de structures supérieures qui les financent et leur demandent des comptes. Le vœu de partenariat égalitaire trouve là des limites assez sévères, tant que toute la conception de coopération internationale ne trouve pas un changement structurel et que les pays africains ne financent pas de manière significative leurs propres ONG, conçues pour soutenir une politique nationale ou continentale bien définie, surtout dans le cadre des 7 orientations de « l'Afrique que nous voulons » conçue par l'Union africaine depuis 2015.⁵⁹ Les Burkinabè dénoncent avec véhémence les images humiliantes et dégradantes des Africains aux fins de

⁵⁹ Agenda 2063 : L'Afrique que nous voulons, in : https://au.int/sites/default/files/documents/33126-doc-06_the_vision_french.pdf



collecte de fonds utilisée par la communication en Europe et en Belgique et certains refusent même l'octroi de fonds importants tant que l'orientation de ces fonds ne correspond pas aux objectifs majeurs de l'ONG locale en question. Tout ceci n'empêche pas la progression d'un mouvement de solidarité internationale qui dépasse les frontières de l'Europe et de l'Afrique, et s'étend sur tous les continents, portés pas des citoyens soucieux d'un nouvel équilibre de la planète Terre.

Mais le débat sur les excuses que la Belgique aurait dû présenter au peuple congolais de la RDC montre à souhait les limites d'une volonté de solidarité internationale si elle n'est pas soutenue par les décisions politiques majeures des gouvernements.

« Que s'est-il passé ? Tout a basculé le 19 décembre (2022) quand, au moment de voter les 128 recommandations, les commissaires des partis libéraux ont quitté la session. La « Vivaldi » comme on l'appelle, soit la coalition fédérale (constituée des partis PS, Vooruit, CD&V, Open VLD, MR, Ecolo et Groen) était divisée sur la recommandation principale, celle des excuses, libellée comme suit : « La Chambre présente ses excuses aux peuples congolais, rwandais et burundais pour la domination et l'exploitation coloniales, les violences et les atrocités, les violations individuelles et collectives des droits humains durant cette période, ainsi que le racisme et la discrimination qui les ont accompagnées ».

Les libéraux – MR, pour Mouvement réformateur, et Open VLD – y étaient clairement opposés. Tandis que les Chrétiens démocrates flamands - le CD&V - préféraient s'en tenir aux « regrets » exprimés par le Roi des Belges en juin 2022. Pour ces partis, le risque de devoir assumer des réparations financières immenses était jugé trop élevé.

« Nous avons un consensus sur des excuses, et puis soudainement les forces conservatrices ont fait marche arrière », a relaté à la presse Christophe Lacroix, député du Parti socialiste (PS), membre de la commission. »⁶⁰

Et le 31 décembre 2022, le mandat de la commission, arrivé à sa fin, n'a pas été renouvelé.

⁶⁰Ponselet, Gaëlle, Passé colonial : Pourquoi la Belgique a dû ravalier ses excuses, Justiceinfo.net, 13 janvier 2023, <https://www.justiceinfo.net/fr/111342-passe-colonial-belge-pourquoi-commission-ravalier-excuses.html>



La politique des ACNG belges, quel que soit leur volonté de solidarité internationale, ou leur capacité à diversifier leurs fonds propres même jusqu'à 40%, ne peut être définie que comme un sous-ensemble de la politique rendue possible par les compromis entre les différents partis politiques de la Belgique, tant au niveau fédéral qu'au niveau local. Or en 2023, comme nous l'avons vu, les peurs vers cette solidarité internationale meublent encore les esprits d'importants dirigeants politiques de la Belgique.

C'est là que le discours à la Nation du premier Ministre Alexander De Croo du 10 octobre 2023 nous ramène plus aux discours d'intention qu'à la réalité des relations internationales avec l'Afrique quand il dit : *« Nous devons remplacer le modèle de migration débridée par un modèle circulaire. Un modèle qui offre davantage d'opportunités aux non-Européens, mais dans lequel les pays d'origine reprennent également les clandestins. Aujourd'hui, ce sont les passeurs qui choisissent qui entre ou non en Europe. Nous devons y mettre un terme. Pour que les jeunes ne quittent pas l'Afrique sur des bateaux de fortune. Ou sur des routes mortelles à travers le désert. Des partenariats devront aussi être noués entre l'Europe et l'Afrique pour inciter les jeunes à poursuivre le rêve africain plutôt que le rêve européen. »*⁶¹ Nous sommes là bien dans le domaine du discours, loin des réalisations voulues par la nouvelle solidarité internationale. La Belgique, au sommet de l'Etat, va-t-elle enjamber une politique de solidarité internationale dans un contexte où les BRICS qui compteront 11 Etats dès le 1^{er} janvier 2024, représentant 30% du PIB mondial, combiné à la Zone de Libre Echange Continentale Africaine vont peut-être damner le pion à l'ancienne puissance de l'Occident ?

Et la nouvelle situation au Burkina Faso nous mène à un véritable chamboulement de la coopération internationale avec ce pays. Coup d'Etat le 23 janvier 2022 renversant le Président Roch Marc Christian Kaboré, puis un autre le 30 septembre 2022, renversant le Président par intérim Paul-Henri Dandaogo Damiba pour être remplacé par le capitaine Ibrahim Traoré. Et à la surprise des observateurs aguerris, le 16 septembre 2023, la signature de la Charte du Liptako-Gourma par le Mali, le Burkina Faso et le Niger, créant ainsi l'Alliance des Etats du Sahel (AES) par des gouvernements de transition issus de coup d'Etats vilipendés

⁶¹ Déclaration de politique générale du Premier Ministre, 10 octobre 2023, <https://www.premier.be/fr/speeches>



par les pays de l'Union Européenne. Les ONG burkinabè devront bien s'intégrer dans cette nouvelle mouvance de la politique de l'AES.

Nous le constatons donc en conclusion, les recommandations pour des actions des ACNG belges et ONG burkinabè menant à une solidarité internationale devront être comprises et relativisées dans le cadre de l'évolution géopolitique d'un nouveau monde en pleine mutation.



Bibliographie indicative

A. Les ouvrages et articles

- Achille MBEMBE, *Sortir de la grande nuit, Essai sur l'Afrique décolonisée*, Editions La Découverte, Paris, 2010
- Achille MBEMBE *Le devenir nègre du monde*. Presses universitaires de Louvain. Du même auteur : *De la postcolonie : essai sur l'imagination politique contemporaine*, Karthala, Paris, 2017 *Politiques de l'inimitié*, La Découverte, Paris, 2016
- AJARI, N. *Noirceurs. Race, genre, classe et pessimisme dans la pensée africaine-américaine au 21e siècle*, Paris : Editions Divergences, Paris, 2022
- Amadou HAMPATE BA, *Aspects de la civilisation africaine*, Présence Africaine, Paris, 1972. *Contes initiatiques peuls*, Poket, Paris, 2000
- Amadou HAMPATE BA, *Vie et enseignement de Tierno Bokar*, Le Seuil, Paris, 2004
- Ahmed BABA, *Un sage à Tombouktou*, Le point, Paris, 26-08-2014
- Amilcar CABRAL, *L'arme de la théorie, unité et lutte I*, cahiers libres, François Maspero, Paris, 1975
- Appadurai Arjun, *Après le colonialisme, les conséquences culturelles de la globalisation*, édit. Payot, Paris, 2005
- Maria BAAZ, 2005. *The Paternalism of Partnership: A Postcolonial Reading of Identity in Development Aid. Reference, Information and Interdisciplinary Subjects Series*. Zed Books. Belgique. Note de Politique étrangère, 3 décembre 1999
- K.M BELL, "Raising Africa? Celebrity and the rhetoric of the white saviour." *Journal of Multidisciplinary International Studies* 10 : 1–24, 2013
- Bertrand BADIE, *L'État importé, l'occidentalisation de l'ordre politique*, Fayard, Paris, 1992
- Paul BATIBONAK, *Indépendance inachevées en Afrique, nous n'avons jamais été indépendants*, Harmattan, Paris, 2020
- Jean-Francois BAYART, Achille MBEMBE et Comi TOULABOR, *Le politique par le bas en Afrique noire*, Karthala, édition relue et augmentée, col. Las Afriques, Paris, 2007
- Jean Godefroy BIDIMA, *Théorie critique et modernité négro-Africaine, de l'école de Francfort à la « DOCTA SPES AFRICANA »*, Publication de la Sorbonne, 1995



- Fabien EBOUSSI BOULAGA, *La crise du Muntu, Authenticité africaine et philosophie*, Présence africaine, Paris 1977
- Cheikh Anta DIOP, *Antériorité des civilisations nègres : Mythe ou vérité historique ?* Présence africaine, Paris, 1967
- Cheikh Anta DIOP, *Civilisation ou Barbarie*, Présence africaine, Paris, 1981
- Cheikh Anta DIOP, *Nations nègres et culture*, Paris, Présence Africaine, 1954
- José DO-NASCIMENTO, *Les chemin de la modernité en Afrique, pour changer l'Afrique, changeons le paradigme*, L'Harmattan, Paris, 2017
- Guy DE BROSSCHERE, *Les deux versants de l'histoire, Autopsie de la colonisation*, édit. Albin Michel, Paris, 1967
- Colette GAKUBA, V. *Réflexions sur "Provincialiser l'Europe" de Dipesh Chakrabarty, Intervention au séminaire doctoral ouvert "Postcolonial Studies" (06/12/2013: Bruxelles), 2020*
- Elikia MBOKOLO, *Afrique noire, histoire et civilisation, tome 2, XIXe-XXe siècle*, Paris, Hatier, 1992
- Evariste PINI PINI NSASAY, *La mission Civilisatrice au Congo*, édition AfricAvenir/Exchange § Dialogue (AA E§D), 2013
- Marc Ferro, *Histoire des colonisations des conquêtes aux indépendances XIIIe – XXe siècle*, Paris, Editions du Seuil, 1994
- Guy BOURDET, *les écoles historiques*, éditions du Seuil, 1983
- HARAWAY, D. *The Haraway Reader. London and NewYork: Routledge, 2004*
- Paulin HOUNTONDJI; *Les Savoirs Endogènes, Pistes pour une Recherche*, édit. Karthala, Paris, 1994
- IGBOBO, I. *Western paternalism in Africa A Comparative Case Study of Nigeria and The Republic of Niger on Gay Rights*, Master Thesis, Malmö University, Faculty of Culture and Society, 2020
- JAMAR, D. "Colonisation/Décolonisation : des mémoires multiples et plurielles. Conclusions". Paper presented at Colloque international. Mémoires coloniales. Colonisation/Décolonisation : des mémoires multiples et plurielles, Mons, Belgium 2021
- Jean Pierre NDJAYE, *La jeunesse africaine face à l'impérialisme*, édit. François Maspero, Paris 1971
- Jean Pierre NDJAYE, *Elites africaines et culture occidentale*, Présence Africaine, Paris, 1969



- Jean Pierre NDJAYE, *Enquête sur les étudiants noirs en France*, éditions réalités Africaines, Paris, 1969
- Jean WEYDERT, in : *A propos de la colonisation*, Revue de l'action populaire n°92, Paris, novembre 1955
- KUM'A NDUMBE III (Directeur), *L'Afrique et l'Allemagne – De la colonisation à la coopération, le cas du Cameroun/Africa and Germany – From Colonisation to Cooperation , The Case of Cameroon 1884-1986*, Editions AfricAvenir, Yaoundé, 1986
- KUM'A NDUMBE III, (1992) *Was will Bonn in Afrika? Zur Afrikapolitik der Bundesrepublik Deutschland*, Centaurus Verlagsgesellschaft, Pfaffenweiler, 1992
- KUM'A NDUMBE III, *L'Afrique s'annonce au rendez-vous, la tête haute !* Ed. AfricAvenir, Douala/Vienne, 2012
- KUM'A NDUMBE III, *Quand les Anciens parlent, « Dès qu'on parlait de l'école, on fuyait seulement ! »*, Ed. AfricAvenir, Douala/Vienne 2019 ;
- KUM'A NDUMBE III, *Tu ne diras plus que tu ne savais pas ! Leçons africaines pour la marche d'une nouvelle humanité*, Ed. AfricAvenir, Douala/Vienne, 2021
- KISUKIDI, N. Y. *Théologie mineure : Douleur noire et espérance chez Jean Marc Ela* Philosophiques, Volume 46, numéro 2, automne 2019, Ottawa
- Kwame NKRUMAH, *Le néocolonialisme, dernier stade de l'impérialisme*, collection « le panafricanisme », Présence Africaine, Paris, 1973
- Kwame NKRUMAH, *Le consciencisme*, collection « le panafricanisme », Présence Africaine, Paris, 1969
- Fabien KANGUE EWANE, *Geste colonisatrice et mystique ésotérique judéo-chrétienne en Afrique, la problématique essentielle de la décolonisation*, Edition AfricAvenir, Douala/Vienne, 2016
- Louis M. et MAERTENS L., « Why International Organizations Hate Politics ». *Depoliticizing the World*. N-Y : Routledge, 2021
- Max WEBER, *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme*, 4è éditions Flammarion, Paris, 2017
- MCLENNAN, S.J. "Passion, paternalism, and politics: DIY development and independent volunteers in Honduras", *Development in practice*, 27 (6), 2017
- MOKHTAR G., *Histoire Générale de l'Afrique, tome II, l'Afrique ancienne*, édit. Unesco, Paris, 1964



- Moyo, D. « Dead Aid: Why Aid Is Not Working and How There is Another Way for Africa, Farrar », Straus and Giroux, 2009
- Yves Valentin MUDIMBE, *L'autre face du royaume*, Éditions L'Age d'homme, Paris, 1973
- Mwambari, D. "Africa's next decolonisation battle should be about knowledge", 6 Sep 2019, In: Al Jazeera Media, 2020
- Djibril Tamir NIANE., *Histoire Générale de l'Afrique, tome IV, l'Afrique du VIIe au XIVe siècle*, Edit. Unesco, Paris, 1964
- Kwame NKURUMAH. *L'Afrique doit s'unir*, Paris, Éditions Présence Africaine, 2001 coll. « Textes politiques ».
- Norbert ELIAS, *La société de cour*, édit. Flammarion, Paris, 2008
- Nsame MBONGO, *Choc des civilisations ou recomposition des peuples ? Réflexions sur les différences, les différends et les développements des communautés*, Dianopia, 2004.
- NYENYEZI BISOKA, A. et De NANTEUIL, M. (eds.) 2021, Achille Mbembe. Le devenir nègre du monde. Presses universitaires de Louvain, LLN, 2021
- NYENYEZI, VLASSENROOT K., A., ANSOMS A., MUDINGA E., MUZALIA G. (eds.). 2020. Bukavu Series: Towards a decolonisation of research, Louvain-la-Neuve, LLN, PUL. - Said, E. *Orientalism*. N-Y: Pantheon Books, 1979
- SMITH, S.C. NAFTA and beyond: impact on Mexico and Latin America. In Smith, S.C., editor, *Case studies in economic development*, third edition. Boston MA: Addison Wesley Longman, 2003
- Yves-A. FAURE et Pascal LABAZEE (Dir.), *Petits patrons africains, entre l'assistance et le marché*, Karthala, Paris, 2000 ;
- SPIVAK G.C. « Can the subaltern speak? », in: C. Nelson & L. Grossberg (Eds.), *Marxism and the Interpretation of Culture*, (pp. 271–313). Illinois: University of Illinois Press, 1988
- Verges, F. *Un féminisme décolonial*, La Fabrique éditions. - Woddis 1967, *An introduction to neocolonialism*, London : Lawrence & Wishart ; Ziai, A. 2015. *Development Discourse and Global History: From colonialism to the sustainable development goals*, London: Routledg, 2019
- Sylla NDONGO SAMBA, *Redécouvrir Sankara Martyr de la liberté*, postface Aziz Salmone Fall, AfricAvenir/Exchange & Dialogue, 2012



- Wolfgang REINHARD, *Die Unterwerfung Der Welt, Globalgeschichte Der Europäischen Expansion 1415 - 2015*, Verlag CH BECK oHG, München 2016

B. Les documents

- SOS Faim. 2020. Voir
https://www.sosfaim.be/wpcontent/uploads/2016/09/defis_sud_accaparement_complet_num.pdf
- Nations unies. 2001. Rapport Zedillo, voir :
<https://www.un.org/french/reports/financing/zedillo.pdf> - Ndlovu-Gatsheni, S. J. 2021. « Le long tournant décolonial dans les études africaines. Défis de la réécriture de l’Afrique », *Politique africaine*, 161-162. Infos Grands Lacs, 14 avril 2017, Kinshasa suspend sa coopération militaire avec la Belgique, voir :
<https://www.infosgrandslacs.info/productions/kinshasasuspend-sa-cooperation-militaire-avec-la-Belgique>
- Le décroissement : vers des partenariats mondiaux à part entière, mars 2021
- Workshop decolonization “La parole aux partenaires !” Kigali –RWANDA, 27 FÉVRIER 2023
- Termes de référence Projet de recherche « Shift the power – dans la pratique » ngo-federatie & 11.11.11, en collaboration avec Acodev
- Atelier sur la thématique DECOLONIALE : Ouagadougou le 07 février 2023 Salle de conférence du Liptako- Gourma
- Future Brief: Decolonisation of the development sector : Get your tickets for the Partos Innovation Festival 2023
- Discriminatie van personen van Sub-Saharaanse afkomst: sterk verbonden met het koloniale verleden
- Localisation & Shifting the Power Experiences from Cordaid Presentation NGO Federatie - 31 March 2021 Pascal Richard – Expert Advisor Localization & Local Leadership
- Interprétation de la question impérialiste par ODJ, Yempani Lankoande, SFGA / BEN
- « Droits humains et domination étrangère : clés de lecture pour un éveil des consciences, MBDHP
- Imaginer le(s) futur(s) alternatif(s) de la coopération belge au développement, Rapport final, recherche menée par un consortium international, transdisciplinaire et multiculturel



composé de chercheurs et de praticiens de Belgique, de Bolivie, de Cuba, de la République démocratique du Congo et d'Ouganda, dirigé par le groupe de recherche LOCI de la VUB ;

- Décoloniser la coopération au développement par les marges Aymar N. Bisoka David Jamar David Mwambari Sara Geenen Emery M. Mudinga Cécile Giraud Fiona Nziza Véronique Clette-Gakuba Synthèse de l'étude Avril 2022
- Discrimination envers les personnes d'origine subsaharienne : un passé colonial qui laisse des traces, UNIA, mai 2017

C. Sites Web et Les vidéos

- Must read: **Partos.nl**:
- Future Brief: Decolonisation of the development sector: (3 parties, en 5 langues) une trilogie historique sur l'histoire colonial et son impact aujourd'hui;
- Partenariats: Power Awareness Tool: <https://www.partos.nl/publicatie/the-power-awareness-tool>
- Bond UK: <https://www.bond.org.uk/resources/>,
- in het bijzonder: anti-racisme tools
- Dossier **negrofobie** (UNIA,2017) : https://www.unia.be/files/Documenten/Publicaties_docs/Dossier_negrofobie.pdf
- in 't Frans 2
https://www.unia.be/files/Documenten/Publicaties_docs/Rapport_n%C3%A9grofobie_FR_Layout.pdf
- HR gidsen andere sectoren:
- Hands-on-Inclusion: inclusief HR-beleid
- <https://demos.be/kenniscentrum>: inclusieve cultuurparticipatie
- Conférence : « **carrefour des savoirs** : partenariats-nord-sud-des-pistes-pour-une-collaboration-decolonisee », +presentations (UCL, Echos Comm) (14 nov 2022)
- **Commission Parlementaire spéciale sur le Passé colonial de la Belgique** : on avait entendu 140 experts pendant une série de sessions et une visite aux pays concernés et des experts sur place,
- <https://vimeo.com/arendtinstitute>
- <https://handinhandtegenracisme.be/Dekoloniseer%202.0>
- Dr. Olivia Rutazibwa: <https://zwijgenisgeenoptie.be/olivia-rutazibwa/>



Les Termes de référence



TERMES DE REFERENCE

*Etude « pour une implémentation de la
Théorie de la Décolonisation et de la Re-décolonisation »*

JUIN 2023



Contexte et justification

En 1961, Broederlijk Delen, une organisation de droit belge dont le siège est à Bruxelles, a été créée en tant qu'opération d'aide d'urgence en réponse à l'appel des évêques congolais demandant à la population flamande de montrer sa solidarité envers le Kasai, au Congo, où une famine avait éclaté peu après l'indépendance.

Au fil des années, Broederlijk Delen est passé d'une organisation d'aide d'urgence à une ONG pratiquant la "coopération au développement" de manière structurelle. Cette évolution a suscité la solidarité de nombreuses personnes en Belgique envers ce que nous appelions alors "le tiers monde". Notre devoir moral était d'aider les "personnes vulnérables dans le besoin". Cependant, la solidarité ne garantit pas automatiquement l'égalité, bien au contraire. Souvent, cette relation déséquilibrée se reflète dans notre langage et nos images.

Avant même que la décolonisation ne devienne un concept largement reconnu dans le secteur de la "coopération au développement", aujourd'hui appelé de plus en plus "solidarité internationale", Broederlijk Delen a pris des mesures au cours des dernières décennies pour développer avec ses partenaires dans les pays d'intervention un partenariat plus équitable. Nous avons plaidé en faveur de l'égalité et travaillé avec nos partenaires, soulignant que les gens voulaient prendre leur destin en main et que notre mode de vie occidental privait de nombreuses opportunités aux personnes de l'autre côté de la planète.

Cependant, force est de reconnaître que ces efforts sont insuffisants. L'appel actuel à la décolonisation des ONG dans le secteur de la solidarité internationale a un impact significatif sur notre organisation. La perception de la population dans nos pays partenaires est devenue de plus en plus nuancée. Malgré nos bonnes intentions, il est indéniable que Broederlijk Delen fait partie des structures de pouvoir internationales inégales où les pays à haut revenu continuent de dicter ce qui se passe ou ne se passe pas dans les pays à faible revenu. Notre organisation est également ancrée dans une société et un secteur où le racisme, sous des formes subtiles ou non, reste une réalité. Cette réalité, ainsi que l'héritage colonial que nous n'avons pas encore confronté pleinement et qui s'est prolongé dans le secteur de la coopération, ont des conséquences sur notre fonctionnement et nos pratiques jusqu'à ce jour. En tant que Broederlijk Delen, nous reconnaissons ces problèmes et travaillons donc dans plusieurs domaines pour une réalité plus juste où l'égalité, la représentation, l'inclusion, la lutte contre le racisme et les relations de pouvoir inégales sont au centre de nos préoccupations.

De nos jours nous assistons à une vague de contestations liées aux partenariats qui existent entre les occidentaux et les pays Africains. Les accords de partenariats jadis signés par les élites d'antan sont remis en cause. En Afrique de l'ouest nous assistons de plus en plus à des manifestations contre la France (au Mali, en Guinée Conakry, au Burkina Faso.....) dénonçant ainsi un partenariat qu'ils jugent être une nouvelle forme de colonisation déguisée. Le modèle de gouvernance des élites du moment est décrié. La montée d'un sentiment de nationalisme est née chez les jeunes et est marquée par des coups de force dans certains pays. Dans ce sentiment de tourbillon violent, de rupture, de nouvelles coopérations, de repli sur soi, il nous faut penser les relations dans une forme décoloniale afin de repenser les relations entre le Sud et le Nord et la solidarité au développement de manière plus spécifique.

Dans le cadre du nouveau programme quinquennal (2022-2026), BD a fait le choix stratégique d'entamer un processus d'innovation inclusif autour de la décolonisation, à l'échelle de l'organisation et du programme. Dans le cadre de cette trajectoire, les 6 thèmes suivants seront abordés :

1. Partenariat International égalitaire
2. Créer un Mouvement International
3. Structures de Décision et Prise de Décision
4. Organisation Inclusive
5. Communication et Image
6. Réflexion historique



Au Burkina Faso, les sept partenaires du programme Yooab-Laada (MBDHP, ODJ, Inades-Formation, CNABio, UGNK, GEIP-C, AMR) avaient déjà entamé une réflexion sur le processus décolonial depuis 2021. Les objectifs étaient d'outiller les partenaires et les acteurs à la base sur le concept de la décolonisation, de faire un premier inventaire des pratiques et des faits existants au niveau des partenaires concernant le sujet et réfléchir à des stratégies d'implémentation dans le programme mais aussi de faire des demandes concrètes à BD pour rendre le partenariat plus égalitaire. Un atelier de formation de deux jours, suivi de plusieurs réflexions lors des comités de pilotage et de partage avec l'ambassade de Belgique et les ACNG belges ont conclu à la nécessité de faire une étude pour identifier et travailler sur les causes structurelles qui maintiennent les inégalités dans le secteur du développement.

D'autres organisations belges ont aussi marqué leur intérêt à s'associer à cette étude soit en faisant partie des organisations qui seront interviewées lors de la collecte des données, soit en contribuant financièrement et techniquement à l'étude pour que certains aspects spécifiques les concernant soient mieux intégrés dans cette étude. L'Institut Tropical de Médecine à Anvers (Belgique) qui a un partenaire au Burkina qui s'appelle CRUN (Clinical Research Unit of Nanoro) et s'est associé à Broederlijk Delen pour mener cette étude. Le Cadre Stratégique Commun (CSC)⁶² au Burkina dont le lead est assuré par Oxfam prendra en charge l'organisation de la restitution de l'étude au Burkina Faso afin que les Acteurs de la Coopération Non Gouvernementale (ACNG) belges qui sont intéressés à la thématique décoloniale puissent participer pleinement aux échanges et s'en inspirer au besoin.

Les TDR ont donc été adaptés de manière participative dans ce sens pour prendre en compte ces particularités et besoins. L'étude devra donc prendre en compte ces aspects en les intégrant.

Nous souhaitons tous ensemble travailler à une réalité plus juste où l'équivalence, la représentation, l'inclusion, la lutte contre le racisme, la lutte contre les relations de pouvoir inégales, ... sont centrales. De cette manière, les partenaires de nos programmes au Burkina Faso et nos structures veulent combattre l'inégalité et l'injustice à partir d'un fonctionnement décolonisé.

Objectifs

Objectif général de l'étude

L'objectif général de cette étude est d'élaborer un cadre d'analyse qui nous permet d'examiner minutieusement, en tant qu'acteurs de la solidarité les structures, les stratégies et les modes de pensée existants/dominants dans le secteur du développement afin de pouvoir par la suite les ajuster étape par étape pour arriver à une réalité plus équitable. Il s'agira lors de cet exercice d'identifier, de reconnaître les inégalités existantes et les relations de pouvoir inégales afin de pouvoir les traiter durablement, sur base de recommandations concrètes appliquées à la solidarité internationale et au niveau de la recherche académique.

Ces inégalités existent aussi bien entre les Organisations internationales et leurs partenaires au Sud qu'entre les partenaires locaux et les communautés de base qu'ils accompagnent, il serait très important d'avoir un regard à ces deux niveaux.

Objectifs spécifiques :

⁶² Les Cadres Stratégiques Communs (CSC) ont été instaurés en 2016 au sein de l'accord-cadre avec le gouvernement belge sur l'avenir de la coopération au développement en Belgique. Ils visent à ajouter de la valeur et à contribuer à une réalisation plus efficace et cohérente des programmes (conjoints), cofinancés par la Direction générale de la coopération au développement et de l'aide humanitaire (DGD).



Pour être le plus concret possible, nous souhaitons aborder la question décoloniale à partir de sept points interreliés. Nous les abordons séparément par contre pour pouvoir les approfondir.

1. Concept décolonial

Que veut dire le concept décolonial au niveau de la solidarité internationale et au niveau de la recherche académique dans le contexte du Burkina Faso ? Quels sont les points d'attention importants quand on adresse cette question ? Quels sont les points d'attention importants quand on adresse cette question ?

Approche recommandée : Il sera important de comparer les points de vue sur le décolonial entre collaborateurs du Global North et collaborateurs du Global South. Il sera intéressant aussi de vérifier si les points de vue peuvent différer entre ONGs locales Burkinabè et un institut de recherche tel que CRUN sis au Burkina et les communautés de base. Voir enfin s'il existe des points de vue différents entre différents niveaux au sein des ONG locales, au sein de CRUN et des communautés de base collaborant avec les partenaires locaux (femmes, hommes, jeunes...).

2. Partenariat International égalitaire

Est-ce qu'un partenariat égalitaire est réalisable (du point de vue des partenaires au Sud et de ceux au Nord) ?

Qu'est-ce que les partenaires entendent par partenariat équitable ?

Quelles seraient les conditions pour sa réalisation, d'après eux ?

Comment déplacer le pouvoir centré sur l'argent, et/ou sur des systèmes de savoir ?

Approche recommandée :

- On recommande d'éviter de prendre un positionnement dès le départ (cf. « on évolue vers un partenariat équitable ») ; donc commencer par une question ouverte : un partenariat égalitaire est-il vraiment réalisable ?
- On recommande d'interroger les deux types de partenaires (Internationaux et locaux en intégrant les communautés de base) sur le sujet
- Quels sont les **bénéfices** du partenariat international, et dans quel mesure ces bénéfices correspondent ou diffèrent ? Qui bénéficie « le plus » ? Y-a-t-il des **intérêts opposés** ?
- Sonder s'il y a eu une **évolution** au cours des dernières années vers plus ou moins d'équité, et pourquoi ?
- Est-ce qu'il y a eu des instances où une vision occidentale sur le système sanitaire et de la solidarité s'est imposée sur les programmes au Burkina ? (cf pas uniquement pouvoir centré sur l'argent mais en termes de « pouvoir du savoir »). Est-ce que le programme a été construit et est mis en œuvre sur base de **connaissances suffisantes** du contexte local, des communautés de base, des données existantes et des infrastructures sur place (vérifier aussi bien au niveau du programme de l'Institut Tropical de Médecine que celui des ACNG comme BD) ?
- Au niveau de l'Institut Tropical de Médecine : le partenariat se reflète au niveau de la **position des auteurs** (pour les publications, p.ex. auteur principal) ? Le partenaire au Burkina se sent-il exclu d'une manière ou une autre de la communauté scientifique mondiale (p.ex. difficultés de publier ?), et comment le partenariat aide (ou pas) dans ce sens ? Le partenaire a-t-il l'occasion de participer aux études en dehors du programme actuel avec l'Institut Tropical de Médecine ?

3. Créer un Mouvement International

Comment créer un espace de collaboration commun tant au niveau national (pays) qu'international pour les luttes communes ?

Quel devrait être le rôle des ONG internationales comme BD, à côté des partenaires locaux, dans ces actions de lutte au niveau national comme au niveau international ?

Comment s'assurer d'une collaboration équilibrée dans la construction du mouvement international



Comment gérer les causes spécifiques (qui sont spécifiques au Burkina ou à la Belgique) ?
Comment se joindre à des réseaux nationaux ou internationaux, et continuer à alimenter le débat au sein de l'Institut Tropical de Médecine ?

4. Structures de Décision et Prise de Décision

Comment s'assurer que les structures de prises de décision au sein des organisations comme BD et de l'Institut Tropical de Médecine puissent suffisamment être imprégnées de la réalité et la diversité des points de vue dans les pays afin de prendre des décisions adaptées et spécifiques tenant compte des préférences, des choix et des projets de société des différents pays au Sud ? Est-il envisageable que les partenaires puissent être représentés ou présents dans ces structures de prises de décision comme BD et de l'Institut Tropical de Médecine ? Si oui comment ? Quels pourraient être les moments importants pour cette co-création de décisions pour des structures comme BD et pour l'Institut Tropical de Médecine ? Si non quelles pourraient être les alternatives ? Qu'est-ce qui se fait dans d'autres structures similaires pour prendre cela en compte ?

Ces questions sont posées aussi bien aux partenaires qu'aux ONG internationales et à l'Institut Tropical de Médecine et les spécificités ressorties.

Approche recommandée :

- **Appliquer les questions en regardant les étapes nécessitant une prise de décision :** formulation du programme (priorisation, indicateurs, résultats attendus), monitoring des résultats, mise en œuvre des activités, sélection de staff /étudiants pour les formations, justifications... Dans quelle mesure peut-on parler de **co-création, qui impliquent aussi les communautés de base** ?
- Y aurait-il une **demande** /volonté au niveau des partenaires locaux et de CRUN d'être plus représenté ?
- Eventuellement comparaison entre BD/ l'Institut Tropical de Médecine et d'autres partenaires techniques ou financiers de BD et CRUN.

5. Organisation Inclusive

Comment devrait être idéalement structurée BD au niveau de son personnel pour favoriser cette approche décoloniale, au niveau du siège à Bruxelles et au niveau des pays d'intervention ? Comment adapter la sémantique aujourd'hui au défi du décolonial ? Quels mots sont inadaptes dans le secteur de la coopération/solidarité/recherche académique ? Quel est le contexte qui a changé ou qui fait que ce n'est pas adapté ? Quelles alternatives ?

A quel point les communautés faisant objet de recherches co-construisent la recherche (« objet » versus « participation active »). Ces questions sont posées aussi bien aux partenaires qu'aux ONG internationales.

Au niveau de l'Institut Tropical de Médecine spécifiquement : Evaluer également le degré d'inclusivité au niveau de CRUN : les communautés défavorisées qui sont étudiées, font-elles partie des processus de prise de décision (au niveau de la conception de la recherche, ou de la dissémination des résultats de recherche) ? Comment la recherche est-elle perçue par les communautés de base ou parties prenantes, quels seraient les bénéfices pour les communautés, et y-a-t-il des intérêts opposés ? Les résultats de recherche serviront à améliorer la santé des groupes marginalisés (et si oui, comment) ?

6. Communication et Image

Quelles sont les aspects de représentations sur lesquels il faut travailler pour inclure plus de diversité dans la construction du partenariat ? A quels niveaux il est nécessaire de l'intégrer ? Quel type de communication aujourd'hui est le mieux adapté pour présenter les actions du sud lors des campagnes de collecte de fonds ? Y aurait-il des points d'attentions particuliers ? Ces questions sont posées aussi bien aux partenaires qu'aux ONG internationales.



NB : Pour l'Institut Tropical de Médecine, songer à l'utilisation de communication et d'images dans les cours auprès du staff/boursiers de CRUN ayant suivi un cours au niveau de l'Institut.

7. Réflexion historique

Quelles sont les causes structurelles historiques (les plus importantes) d'une coopération déséquilibrée et quelles sont les possibles solutions d'après les partenaires ?

Quelles sont les causes structurelles historiques (les plus importantes) d'une coopération déséquilibrée et quelles sont les possibles solutions d'après les ONG internationales comme BD et l'Institut Tropical de Médecine ?

Quelles pourraient être les solutions **pratiques** pour nous aider à les déconstruire ?

Résultats attendus :

- ✓ Un inventaire précis des pratiques et des faits existants maintenant ou pouvant maintenir un partenariat inégal dans le secteur de la solidarité/recherche académique au Burkina Faso est réalisée. Il adresse aussi bien les ONG internationales que les partenaires
- ✓ La cartographie des représentations des partenaires et des acteurs des ONG internationales/recherche académique sur les différents aspects liés au décolonial et mentionnés au niveau des objectifs spécifiques est réalisée et bien documentée (avec les explications nécessaires, les nuances et les contextes dans lesquels ces représentations ont été décrites)
- ✓ Une cartographie des pratiques de partenariat serait souhaitable.
- ✓ Des recommandations issues de l'analyse de ces pratiques et représentations sont faites

Les livrables :

Un rapport structuré de la façon suivante :

Une note introductive

- Les définitions des différents concepts sur le décolonial tant au niveau des partenaires que des ONG internationales
- Le catalogue des pratiques et faits recueillis au niveau des partenaires et des ONGI
- La cartographie détaillée des représentations des partenaires et des ONGI concernant les sept points abordés
- Des recommandations intégrant une proposition pour la stratégie d'implémentation de la thématique
- Une conclusion générale qui fait ressortir les liens entre les sept points

Méthodologie :

Un échantillon de partenaires du programme BD, de CRUN et d'autres ONGI sera interviewé (au moins 15 partenaires dont CRUN)

Un échantillon de 15 communautés de base et d'autorités locales (conseils ruraux des communes ou leur délégation spéciale : idéalement 10 groupes de communautés de base et 5 groupes de conseils ruraux) collaborant avec les partenaires locaux, en veillant à la diversité et en utilisant des focus group pour les interviews

Un échantillon d'ONGI aussi est sélectionné et interviewé (au moins 15 dont BD et l'Institut Tropical de Médecine)

Un atelier de restitution d'une demi-journée pour poursuivre éventuellement la collecte des informations et corriger les erreurs d'interprétation

NB :



- Entretiens avec staff CRUN (minimum 3 personnes, de préférence différents niveaux) et Institut Tropical de Médecine (minimum 2 personnes, par visio conférence).
- De manière générale : veiller à demander le consentement pour chaque entretien
- Garantir l'anonymat des répondants
- Dans le rapport : se servir des citations (mais non traçables)

Chronogramme :

Candidature au plus tard le 22 juillet 2023

Démarrage prévu août-septembre.

Draft de rapport le 1^{er} novembre

Atelier de restitution vers mi-novembre

Rapport final quatre jours après atelier

Profil du Consultant :

Etre de préférence un universitaire, chercheur, être très expérimenté dans la conduite d'études similaires.

Connaître assez bien le contexte de la décolonisation en Afrique.

Avoir au minimum un master en sociologie / anthropologie ou tout domaine équivalent.

Etre de nationalité burkinabè ou s'associer avec des experts burkinabè pour la conduite de l'étude, avec visites obligatoires des partenaires sur place.

Contact :

Offre technique et financière ainsi que CV à envoyer à tocoma.sy@broederlijkdelen.be au plus tard le 30 juillet 2023